

UNIVERSITÉ DE DIJON
FACULTÉ DE DROIT

DE LA RESPONSABILITÉ
DE LA FEMME DOTALE
SUR LES BIENS DOTAUX

A raison du Dol ou de la Faute

Etude critique de Jurisprudence

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de droit de l'Université de Dijon
le Samedi 13 Mai 1905, à 1 heure 1/2 du soir*

Par Philippe VIGNON

Président : M. E. GAUDEMET, Professeur.

*Suffragants : MM. DESSERTÉAUX, Professeur.
LOUIS-LUCAS, Professeur.*

LYON

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DU " SALUT PUBLIC "

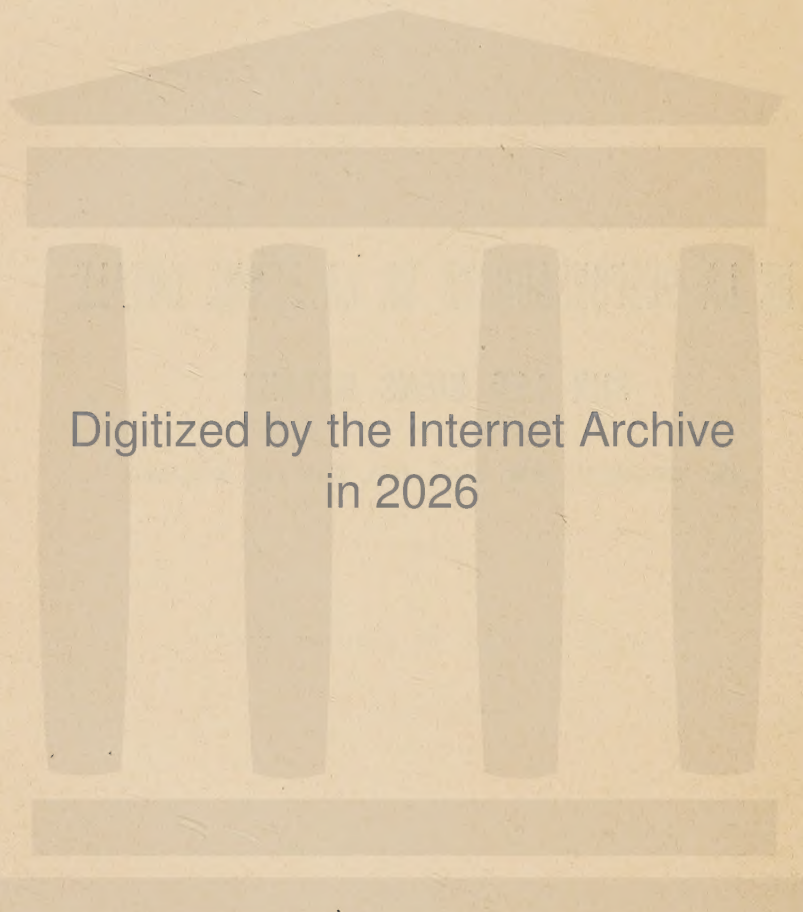
71, Rue Molière, 71

MDCCCCV

DE LA RESPONSABILITÉ DE LA FEMME DOTALE
SUR LES BIENS DOTAUX

A raison du Dol ou de la Faute

ÉTUDE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE DIJON
FACULTÉ DE DROIT

DE LA RESPONSABILITÉ DE LA FEMME DOTALE

SUR LES BIENS DOTAUX

A raison du Dol ou de la Faute

Etude critique de Jurisprudence

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de droit de l'Université de Dijon
le Samedi 13 Mai 1905, à 1 heure 1/2 du soir*

Par Philippe VIGNON

Président : M. E. GAUDEMET, Professeur.

Suffragants : MM. DESSERTAUX, Professeur.

LOUIS-LUCAS, Professeur.



LYON

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DU "SALUT PUBLIC"

71, Rue Molière, 71

MDCCCCV

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — *Commentaire du Code de commerce*, 1879.
- D'ARGOU. — *Institutions du droit français*, édition de 1753.
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français* (4^e édition).
- BASNAGE. — *Coutume de Normandie*, 1694.
- BEAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit civil* (7^e édition).
- BELLOT DES MINIÈRES. — *Traité du contrat de mariage*, 1824.
- BENOIT. — *Traité de la dot*, 1825.
- BRAVARD. — *Traité de droit commercial*, 1862.
- BRETONNEAU. — *Etude sur les clauses d'inaliénabilité en dehors du contrat de mariage et des substitutions permises*. (Thèse, Paris, 1902).
- Code de Justinien.*
- COLMET DE SANTERRE. — *Cours de Code civil* (2^e édition, 1849).
- DE COUPIGNY. — *Du chapitre de brief de mariage encombré ou de l'inaliénabilité des biens de la femme mariée en coutume de Normandie*. (Thèse, Caen, 1899).
- DALLOZ. — *Recueil périodique.*
- *Répertoire de jurisprudence.*
- *Supplément au répertoire.*
- DELOYNES. — *Articles passim dans la Revue critique.*
- DEMOLOMBE. — *Articles dans la Revue de législation, passim.*
- DESCHAMP. — *Le Dol et la faute des incapables*. (Thèse, Paris, 1889).
- Digeste.*
- DURANTON. — *Cours de Code civil français*, 1834.

- ESMEIN. — Articles dans la *Revue de Droit civil*.
- D'ESPEISSES. — *Œuvres*, 1750.
- FABER. — *Codex Fabrianus*, 1640.
- FENET. — *Travaux préparatoires du Code*, 1827.
- GIDE. — *Etude sur la condition privée de la femme*, 1867.
- GROTIUS. — *De jure pacis et belli*, 1768.
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage*, 1886.
- GUY-PAPE. — *Décisions du Parlement de Grenoble*, 1753.
- HOUARD. — *Dictionnaire du Droit normand*, 1780.
- JOUSSE. — *Commentaire de l'ordonnance de 1673*, 1761.
- LABBÉ. — Articles *passim* dans la *Revue critique*, dans le
Recueil périodique de Sirey.
- LAPEYRÈRE. — *Décisions sommaires du Palais*, 1717.
- LAURENT. — *Principes du Droit civil français*, 1869.
- LECOURTOIS et SARVILLE. — *Du Contrat de mariage*, 1900.
- Le Droit*. — Articles *passim*.
- LOCRÉ. — *Esprit du Code civil*, 1808.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Précis de Droit commercial*, 1879.
- MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, 1873.
- MASSÉ. — *Le Droit commercial dans ses rapports avec le droit civil*, 1874.
- MONGIN. — Articles dans la *Revue critique*, *passim*.
- ODIER. — *Du Contrat de mariage*, 1846.
- PARDESSUS. — *Cours de Droit commercial*, 1841.
- PLANIOL. — *Précis de Droit civil* (2^e édition).
- PROUDHON. — *Usufruit et usage*, 1836.
- RENAULT. — Article dans la *Revue critique*.
- Revue critique*.
- Revue de Droit civil*.
- Revue de Législation*.
- Revue du Notariat*.
- RODIÈRE et PONT. — *Traité du Contrat de mariage*, 1869.
- DU ROUSSEAUD DE LACOMBE. — *Recueil de jurisprudence civile et commerciale du pays de droit écrit et coutumier*, 1769.

- ROUSSILHE. — *Traité de la dot*, 1785.
- SEGRET. — *De l'insaisissabilité des biens dotaux*. (Thèse, Riom, 1901.)
- SERIZIAT. — *Le Régime dotal*, 1843.
- DE SERRES. — *Les Institutions du droit français*, 1771.
- SIREY. — *Recueil périodique*.
- SOURDAT. — *Traité de la responsabilité*, 1876.
- TAULIER. — *Cours de Code civil*, 1840.
- TESSIER. — *Traité de la dot*, 1835.
- TOULLIER. — *Cours de Code civil*, 1824.
- TROPLONG. — *Le Droit civil expliqué, Du Contrat de mariage*, 1857.
- ZACHARIÆ. — *Cours de droit civil français*, 1854.
-

INTRODUCTION

Depuis tantôt cent ans que le régime dotal est officiellement reconnu et sanctionné par notre Code civil, il n'est pas de reproches ou de réclamations que l'on n'ait fait entendre contre lui. Institué comme une sauvegarde du patrimoine familial, comme une protection perpétuelle de la femme à son foyer, il a été accusé de couvrir toutes les iniquités et tous les mensonges, et les abus (quel régime n'a pas les siens?) auxquels il a pu donner lieu se sont transformés pour beaucoup en vices inhérents à ses règles. « J'ai vu le régime dotal, a dit un magistrat de Normandie, servir d'instrument à tant de fraudes et devenir la source de si amères déceptions que j'ai cru faire acte de bon citoyen en lui déclarant la guerre (1). »

Si c'est la conscience de ce magistrat qui lui dictait de semblables paroles, on ne saurait trop respecter d'aussi honorables sucropules; mais n'est-il pas permis aussi de penser qu'en détruisant cette institution, on arriverait tout simplement à jeter dans la ruine une infinité de familles? Il suffit de regarder autour de soi pour en voir plus d'une que ce régime détesté a précisément sauvée et ce n'est pas sans raison qu'au lendemain d'une banqueroute fameuse, de tel krach retentissant, on a pu entendre dire : « S'il n'avait pas eu la dot de sa femme que par bonheur elle n'a pu engager, ils n'auraient plus, ni lui, ni elle, ni leurs enfants, absolument rien pour vivre. »

(1) HOMBERG, *Abus du régime dotal*, cité par Planiol, précis de Droit civil, 2^e édit., t. 3, n^o 1472, note 2.

Quant à la gêne considérable dans l'administration de la fortune, aux entraves sans nombre souvent apportées à l'intelligente conservation des biens, aux fraudes faciles à dissimuler sous le couvert trompeur de la loi, il serait bien puéril d'essayer de les nier. Mais d'abord, il est facile d'y remédier par une habile rédaction du contrat, et, ensuite, le fait de mettre la femme à l'abri des aventures industrielles, des spéculations financières ou du gaspillage journalier de son mari, en laissant au moins à la famille une partie de son patrimoine intact, a une trop grande portée économique, sociale et morale, pour qu'on ne le puisse approuver.

Quoi qu'il en soit, le régime dotal est chez nous de plus en plus décrié; on peut même ajouter, sans craindre de se tromper, qu'il décline. Que ce fait résulte d'une diminution des fortunes patrimoniales, de l'impatience de disposer à son gré de la dot, ou de la difficulté de la gérer, il n'en est pas moins certain. Peut-être n'est-il pas hors de propos, cependant, de jeter encore les yeux sur cette institution qui a joué depuis si longtemps un rôle si considérable, et, pendant quelques instants, d'en étudier une particularité peu connue et assez intéressante.

L'inaliénabilité et l'insaisissabilité de la dot sont la caractéristique de ce régime matrimonial. La femme ne peut valablement engager le bien qu'elle s'est constitué en dot; ses créanciers ne peuvent poursuivre sur celle-ci le recouvrement des obligations qu'elle a contractées à leur égard. Telle est la règle universellement enseignée; mais cette insaisissabilité existe-t-elle pour toutes les obligations quelles qu'elles soient, et celles qui dérivent d'une faute, d'un délit, d'un acte illicite de la femme, jouiront-elles

aussi de ce privilège exorbitant du droit commun? Il paraît, en ce cas, singulièrement immoral. On s'est fort peu préoccupé de cette question en doctrine et l'on peut dire que, sur ce point, la théorie est purement et simplement l'œuvre de la jurisprudence. Ce n'est point que les auteurs ne l'aient pas traitée, mais les espèces sont si diverses qu'ils n'ont pu les prévoir toutes : pour eux, la question envisagée d'après les principes recevait une solution différente selon le point de vue sous lequel ils considéraient l'inaliénabilité dotale. Résultait-elle d'une volonté très formelle du législateur de mettre de côté la dot et de la garder intacte? N'était-elle que la conséquence de la destination de celle-ci affectée uniquement aux besoins de la famille; était-elle, tout simplement, une forme d'incapacité plus sévère et plus étendue de la femme touchant le bien qu'elle s'est constitué en dot? De ces manières de voir dépendait, comme nous le verrons, leur réponse à cette question.

Nous n'avons pas cru inutile d'étudier cette influence de la faute de la femme sur sa dot : nous avons envisagé cette faute d'abord comme délit, c'est-à-dire comme un acte illicite, avec intention frauduleuse, ensuite comme quasi-délit commis sans intention de nuire. Cette faute peut se produire en l'absence de tout contrat, à l'occasion de la formation d'un contrat ou à propos de son exécution. Nous avons examiné son influence vis-à-vis des complices de la femme. A un autre égard, nous nous sommes demandé si elle pouvait léser le mari dans son droit de jouissance. Enfin, nous avons établi une rapide comparaison entre la dot et d'autres biens déclarés insaisissables au point de vue de l'influence que peut avoir sur eux le délit commis par leur propriétaire.

PREMIÈRE PARTIE

INFLUENCE DU DOL ET DE LA FAUTE SUR LA DOT PROPREMENT DITE

CHAPITRE PREMIER

De la saisissabilité de la dot pour délits criminels
ou civils

HISTORIQUE JUSQU'AU CODE CIVIL

I. — DROIT ROMAIN

C'est du droit de Justinien que nous vient la dot telle qu'elle a passé dans nos lois. On sait toutes les précautions jalouses dont celui-ci l'entoura, et la fameuse loi *Assiduis* qui ruinait, a-t-on dit, le crédit des célibataires après celui des hommes mariés en est la plus frappante indication. Si elle a disparu de nos jours, le fond de la législation est pourtant resté ce qu'il était alors, la dot est romaine comme la communauté est germanique.

Or, il est déjà possible de pénétrer, dans les compilations

du VI^e siècle, l'origine de cette possibilité d'agir contre la femme dotale coupable (1). Peu importe l'opinion que puisse adopter le commentateur sur la question de savoir quel était le véritable propriétaire de la dot : le mari ou la femme ; la loi 3, au *Digeste* : « *De bonis damnatorum* » (2), est formelle pour désigner cinq chefs de condamnations criminelles autorisant la vente de la dot. Ce sont le crime de lèse-majesté, la rébellion, le parricide, l'empoisonnement et l'assassinat. Dans tous ces cas, la dot est donc atteinte, le privilège perdu. L'évolution de cette idée se fait remarquablement sentir dans notre ancien droit.

II. — ANCIEN DROIT

En effet, nos anciens auteurs l'admettent.

Le principe qu'une condamnation à dommages et intérêts pour délit engageait la dot est très nettement reconnu par Roussilhe (3). Cet auteur estime qu'un forfait ne peut pas demeurer impuni. Il ajoute que les frais de poursuite doivent naturellement être assimilés aux condamnations principales. D'une façon assez générale, d'ailleurs, cette opinion était celle de nos anciens (4).

(1) Cf BENOIT, I, n^o 248.

(2) « *Quinque legibus damnata milieris dos publicatur : majestatis, vis publica, parricidii, veneficii, de sicarius.* »

(3) *De la dot*, I, p. 426 (édition de 1785).

(4) V. DURANTON, XV, n^o 533^a ; D'ARGOU, *Inst. du droit français*, éd. 1753, II, p. 88. Il cite le cas de vol du mari et de recel, ce ne sont vraisemblablement que des exemples. — BENOIT, I, n^o 248 ; DESCHAMP, *Le dol et la faute des incapables*, p. 58 et suiv. ; DE SERRES, *Instit.*, l. 2, titre 3, p. 152 ; *Revue du Notariat*, t. I, n^o 20 ; AUBRY et RAU, édition de 1872, t. 5, p. 614, § 2 et note 32.

Le droit normand était particulièrement explicite sur ce point.

On sait qu'il permettait au mari et à la femme d'aliéner conjointement la dot. Pourtant, après la mort du mari, la femme pouvait, si les deniers provenant de la vente n'avaient pas été employés à son profit, en réclamer la valeur aux héritiers de celui-ci et subsidiairement à l'acquéreur qui optait entre la restitution et le paiement (1).

La coutume de Normandie (2) dit que la femme poursuivie pour méfait médit au crime sera responsable sur tous ses biens.

M. Deschamp (3) remarque que cette coutume emploie l'expression « méfait » comme synonyme de « nuisance ».

De plus, dans son *Dictionnaire du droit normand*, Houard (4) ne manque pas d'indiquer que l'insaisissabilité de la dot est loin de s'appliquer aux condamnations pécuniaires pour crimes.

Quant à la jurisprudence, elle applique ce principe (5). On peut citer un arrêt du 7 août 1765 du parlement de Bordeaux dont l'espèce est une condamnation à l'amende pour injures. Une autre fois, c'étaient les héritiers de la

(1) HOUARD, *Dict. du Droit normand*, I, p. 649, sur l'art. 539 de la Coutume de Normandie.

(2) Art. 544. Cf DESCHAMP, *Le dol et la faute des incapables*, p. 58 et suiv. ; DURANTON, XV, n° 533 ; DE COUPIGNY, *Du brief de mariage encombré*, p. 215 ; TROPLONG, IV, n° 3319.

(3) DESCHAMP, *op. cit.*, *loc. cit.*

(4) I, p. 652.

(5) V. Rouen, 18 janv. 1822, S. 25, 2, 162 ; TROPLONG, IV, n° 3319. DURANTON, *loc. cit.* ; SEGRET, *Insaisissabilité des biens dotaux*, p. 19. M. Segret prétend que la règle n'est plus appliquée par les parlements pour les délits civils mais simplement pour délits pénaux. Ne fait-il pas confusion avec le droit réservé au mari sur la jouissance de la dot dont nous parlerons plus loin ? En sens contraire, Cass. 18 mai 1824, D. Rép. XIV, n° 3736.

femme qui avaient fait des soustractions dans la maison du mari qui furent déboutés de leur demande en restitution de dot par arrêt du 25 février 1656 (1).

Enfin, arrêts conformes de l'audience de la tournelle des 3 février 1782, 20 septembre 1692, etc., etc. (2).

Du Rousseaud de Lacombe (3) spécifie même le cas d'une condamnation aux dépens qui doivent être assimilés aux dommages et intérêts.

C'est donc en présence d'une théorie bien établie que nous arrivons au Code civil. A-t-il changé quelque chose ou a-t-il, au contraire, suivi les errements de l'ancien droit?

DROIT ACTUEL

1. — DOCTRINE

Il serait assez inutile de chercher, sur cette importante question, une indication quelconque dans notre Code. Les raisons du silence de la loi ont pu être diversement interprétées, les explications données ont pu sembler plus ou moins exactes; il est au moins certain que pas un de ses textes ne s'applique à cette question.

Les travaux préparatoires ne semblent pas plus explicites que l'œuvre législative elle-même, les paroles de M. Berlier (4), au Corps législatif, dont on a voulu faire état dans les discussions du principe, ne se rapportent ni de près ni

(1) Cité par Rouen, 18 janv. 1822, S. 25, 2, 162.

(2) LAPEYRÈRE, D. p. 91, n° 32.

(3) Jurisprudence, v. *Dot.* part., 2, sect. 3, n° 8, p. 174, édition de 1769.

(4) LOCRÉ, XII, 296.

de loin à notre sujet ; c'est donc en dehors de tout texte législatif en vigueur que se doit chercher la solution nécessaire.

Il importe de remarquer tout d'abord que crimes et délits tout aussi bien que contraventions doivent être dans la question absolument assimilés les uns aux autres : nous ne voyons pas de raisons de distinguer entre eux. On est même universellement d'accord pour entendre par délit l'expression juridique du délit simplement civil tout comme du délit pénal, et, si Marcadé (1) a cru devoir formuler expressément l'assimilation à faire, il ne s'élève aucune discussion chez les auteurs, et ceux qui accordent le droit d'atteindre la dot pour délit pénal ne font aucune restriction pour le délit civil proprement dit.

Quant à savoir ce qu'on entend par délit, même simplicité : c'est un acte illicite et dommageable commis avec une intention mauvaise, toutes les obscurités dont on a entouré le quasi-délit ne se trouvent heureusement pas ici.

La question étant ainsi posée : la femme dotale est-elle responsable sur sa dot de ses crimes et délits, l'immense majorité de la doctrine se prononce pour l'affirmative et pose franchement le principe comme incontestable dans sa généralité (2). Quant aux motifs qui déterminent ces

(1) V. p. 67, II.

(2) Cf. AIAUZET, III, n° 578 ; MARCADÉ, VI, p. 67, II ; LABBÉ, SIREY, *Bulletin bibliographique*, 1888 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 ; LABBÉ, *Rev. crit.*, 1856, t. 2, n° 18 ; LABBÉ, note sous Pau, S. 82, 1,249, et sous S., 81, 2, 1, note p. 2, 1^{re} col. en bas ; DE FOLLEVILLE, *Contrat de mariage*, I, p. 45, note ; GUILLOUARD, IV, n° 1937, *Revue du Notariat*, t. I, n° 20, en note ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822 ; TROPLONG, IV, n° 3319 et s. ; DE COUPIGNY, *Du Chapitre de brief de mariage encombré*, p. 219 ; AUBRY et RAU, éd. 1872, V. p. 164, § 2 et note 32 ; DELOYNES, *Revue crit.*, 1882, 22.

auteurs à embrasser cette opinion, ils sont nombreux et varient, comme nous avons eu l'occasion de le voir, suivant le point de vue auquel ils se placent.

Nous les classerons en cinq catégories : ceux qui sont tirés de l'ordre public, de la sagesse du législateur, de la responsabilité des incapables auteurs d'un délit, du principe de l'article 1382 auquel nul ne peut se soustraire par un contrat, enfin, et ce sont les plus sérieux, de la nature même de l'inaliénabilité dotale.

Un grand nombre d'auteurs, surtout des anciens, voient là une question d'ordre public et de haute moralité. Ils trouvent inadmissible que, profitant d'une protection extraordinaire à elle accordée, la femme puisse violer toutes les lois positives et naturelles, se livrer aux actes les plus reprehensibles et les plus malfaisants avec une impunité scandaleuse, causer à autrui tout le mal possible sans craindre que ses propriétés dotales soient appelées à réparer le préjudice causé par ses déprédations.

Bien plus, disent-ils, si elle s'est constituée tous ses biens en dot, elle pourrait donc, sans aucun risque, s'enrichir de la façon la plus blâmable au détriment de ses victimes. Une telle supposition se condamne elle-même et, bien que la loi n'y ait point songé, il faut la repousser hautement dans l'intérêt général de la société (1).

(1) Cf en ce sens : MARCADÉ, VI, p. 67, II ; DALLOZ, répertoire XIV, p. 160, n° 3731 ; TAULIER, V, p. 276 ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822 ; COLMET DE SANTERRE, VI, 226 bis, VIII ; SERIZIAT, *De la dot*, p. 158 et suiv. ; TROPLONG, IV, n° 3319 et suiv. ; DURANTON, XV, n° 533 ; AUBRY et RAU, édition de 1872, V, p. 614, § 2 et n. 32 ; *addé* en sens inverse MONGIN, *Rev. crit.*, 1886, p. 102 et suiv., qui attribue cette théorie à la jurisprudence, et DESCHAMP qui la combat, *op. cit.*, p. 59 et suiv.

D'ailleurs, ajoute-t-on (1), comment admettre un instant une pareille intention chez le législateur, il n'est pas permis de lui prêter gratuitement des desseins aussi absurdes ; bien plus, l'absurdité même de la conséquence interdit de penser qu'il ait voulu poser le principe dont elle décoale : *Nemo credendus est velle absurda* (2), et Toulhier (3) ajoute avec Quintilien : « Il y a des choses qui s'exceptent naturellement et d'elles-mêmes, encore qu'on ne voie rien dans les termes de la loi qui insinue cette restriction. »

Le double argument a sans doute sa valeur ; mais peut-être n'est-il pas très exactement approprié aux circonstances et de plus, qui nous définira l'ordre public et qui pourrait aussi se porter garant que jamais loi humaine n'ait eu, surtout de nos jours, de bien invraisemblables et bien incohérentes conséquences ?

On n'a pas manqué non plus d'argumenter du principe certain, d'après lequel l'incapable est responsable de ses méfaits. A l'égard du mineur la loi est formelle, il peut s'engager par ses délits. Est-ce que la femme dans la plénitude de sa raison pourrait être traitée avec plus de douceur qu'un enfant sans discernement ? Ce qui est dit de celui-ci s'applique *a fortiori* à celle-là, car on ne peut sans injustice repousser pour la seconde ce que l'on admet pour le premier (4).

(1) SOURDAT, *De la responsabilité*, I, n° 172 et suiv.

(2) GROTIUS, *De jure pacis et belli*, cité par TROPLONG, *loc. cit.*

(3) 10, p. 474.

(4) Cf DALLOZ, répert. XIV, p. 160, n° 3731 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 ; SOURDAT, *op. cit.*, I, n° 172 ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822 ; COLMET DE SANTERRE, VI, 226 *bis*, VIII ; SERIZIAT, p. 158 ; TROPLONG, IV, n° 3319 et suiv. ; DURANTON, XV, n° 533.

Ne pourrait-on pas là aussi répondre que ce raisonnement parfait en ce qui concerne la femme mariée sous le régime de communauté l'est moins pour la femme dotale, car la femme mariée sous ce régime est non seulement frappée de l'incapacité générale de toute femme mariée, mais, de plus, elle voit sa dot atteinte spécialement d'inaliénabilité? L'argument est probant pour le bien paraphernal, il n'est pas suffisant pour le bien dotal.

On a prévu aussi l'objection tirée de la contrainte par corps (1) et on a cru en tirer cette conclusion que la question était oiseuse. En effet, dit-on, la femme condamnée à réparer le préjudice par elle causé n'a pu s'acquitter en raison de l'inaliénabilité de sa dot. Elle est mise en prison, mais comme la loi lui permet pour se libérer de demander l'aliénation de sa dot, elle ne manquera pas de le faire, et la dot se trouvera atteinte sans que l'on ait à trancher la question qui nous occupe. La réponse est simple; l'argument ne porte pas, car d'une part, pour un motif quelconque, le créancier peut n'avoir pas voulu ou n'avoir pas pu faire incarcérer sa débitrice et d'autre part, si celle-ci vient à mourir, il serait injuste de placer, par ce fait, le créancier dans une situation moins favorable (2).

D'ailleurs cette hypothèse n'est plus intéressante depuis la loi du 22 juillet 1867 abolissant la contrainte par corps en matière commerciale civile et contre les étrangers, ainsi que le remarque M. Sourdat (3).

D'après Bellot de Minières (4), il ne faudrait accorder

(1) DALLOZ, *Répertoire*, XIV, n° 3731.

(2) RODIÈRE et PONT, III, n° 1822.

(3) I, p. 172.

(4) IV, p. 99.

le droit de saisie qu'à défaut de contrainte par corps. Cette restriction ne paraît pas bien justifiée étant donnés les motifs invoqués pour justifier le droit de saisie.

Toujours dans le même ordre d'idée d'après lequel on ne saurait admettre que des particuliers vinssent se placer pour ainsi dire au-dessus des lois, on a fait remarquer, non sans raison, que nul n'avait le droit, de par sa propre autorité, de s'affranchir du grand principe de responsabilité édicté par l'article 1382 du Code civil (1). C'est bien la loi qui établit le régime dotal, mais ce sont les époux qui l'adoptent. Est-il donc permis de supposer que ceux-ci puissent, en l'adoptant, par une simple déclaration de volonté, se mettre hors le droit commun? C'est d'autant moins admissible que la dotalité protège la femme bien plus que sa famille. Ce n'est pas pour les enfants principalement que l'inaliénabilité existe; on l'a très bien remarqué. En effet, le mariage rompu, elle disparaît. Le prétendu intérêt des enfants ne peut donc prévaloir sur le principe de la responsabilité puisqu'il n'est pas en l'occurrence le motif déterminant des privilèges du régime (2).

Enfin, tant il est vrai qu'on peut user de bien des armes au service d'une même cause, on a fait valoir des arguments d'un autre genre, bien plus profonds ceux-là, mieux raisonnés, tirés de l'essence, du but et des règles mêmes du régime. Ils viennent tous au fond de la même idée bien qu'ils revêtent des formes différentes.

On ne saurait confondre d'abord l'acte d'une femme signant un contrat avec un tiers et celui de cette même

(1) LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 ; SOURDAT, *op. cit.*, I, n° 172 ; Guillouard, IV, n° 2096.

(2) SOURDAT, *op. cit.*, I, n° 172 ; SERIZIAT, *op. cit.*, p. 158 et s.

femme blessant ce même tiers par méchanceté ou par imprudence. Pour emprunter, je suppose, on a dû se mettre en rapport avec la femme dotale, lui proposer l'affaire qu'elle était libre de ne point accepter; on a pris l'initiative, on est allé en un mot au devant de l'obligation. Mais il en va tout autrement lorsque la femme dotale vient d'elle-même et malgré le tiers contracter par sa faute une obligation à son égard. Dans le premier cas, le tiers est libre de faire de la femme sa débitrice; dans le second, sa liberté n'est plus en jeu. C'est évidemment au premier cas que se rapporte l'insaisissabilité dotale; quant au second il lui est évidemment étranger parce qu'un créancier involontaire ne peut pas subir un préjudice qu'il n'était pas libre d'éviter (1).

Tout ceci est exact, mais allons plus loin : la dot est insaisissable, voilà le principe. D'où vient-il? Pourquoi l'a-t-on établi et que signifie cette insaisissabilité? Consiste-t-elle en une mise hors du commerce réelle, ou est-ce tout simplement là une forme plus absolue et plus sévère de l'incapacité de la femme pour engager volontairement une partie de ses biens. De là les deux théories bien connues, celle de l'insaisissabilité réelle et celle de l'incapacité. On sait qu'on regarde en général la seconde de ces théories comme plus conforme à l'intention du législateur et que la jurisprudence l'a faite sienne parce qu'elle semble cadrer avec nos idées sur l'incapacité de la femme mariée. Elle nous paraît, en effet, plus logique, plus raisonnable. Donc le régime dotal ne serait pas autre chose qu'une incapacité

(1) Cf TAULIER, V, p. 276 ; BELLOT DES MINIÈRES, IV, p. 99 ; SOURDAT, *op. cit.*, I, n° 172 et suiv. ; COLMET DE SANTERRE, VI, 226 bis, VIII ; SERIZIAT, *De la dot*, p. 158, n° 132.

spéciale ajoutée à d'autres (1), celle pour la femme d'engager la dot; il n'aurait pas du tout pour but de mettre la dot hors du commerce. De la sorte cette insaisissabilité n'a pas du tout le même caractère que l'insaisissabilité d'autres biens, celle des rentes par exemple. Si les rentes sont de par la loi déclarées insaisissables, c'est que le législateur a entendu les mettre à l'abri d'une opposition, mais il n'a pas voulu le moins du monde frapper le crédi-rentier d'une incapacité quelconque. Si la dot est insaisissable c'est tout simplement parce que dans un but de protection on n'a pas permis à la femme de contracter des obligations qui pussent atteindre cette partie de sa fortune.

Alors, étant donnée cette manière d'envisager le privilège dotal et en poussant l'examen jusqu'à l'extrême limite, on arrive tout naturellement à affirmer qu'en faisant payer par la dot le préjudice résultant d'un délit, on ne crée aucune exception au principe général du régime dotal (2). L'inaliénabilité n'a jamais pu s'appliquer aux obligations de cette nature et, comme le remarque très justement M. Deloynes (3), le silence de la loi s'explique à merveille. On lui fait dire ce qu'elle n'a pas dit, en voulant qu'elle ait à énoncer expressément une exception à un principe qu'elle n'a pas posé. Lorsque le législateur, redoutant à bon droit l'influence du mari ruiné sur sa femme encore munie de sa dot, a décidé, pour la protéger, que, quoi qu'elle pût faire, sa dot n'aurait pas à souffrir d'un engagement peut-être

(1) Cf GIDE, *Condition privée de la femme*, liv. IV, ch. III, p. 506 et suiv.; DESCHAMP, *op. cit.*, p. 59 et suiv.; *contra* SEGRET, *op. cit.*, p. 19 et suiv., p. 109 et suiv.

(2) Cf GUILLOUARD, IV, n° 1937; TROPLONG, IV, n° 3319 et suiv.; DELOYNES, *Rev. crit.*, 1882, n° 22.

(3) *Rev. critique*, 1882, n° 22.

forcé et certainement imprudent, il n'a pas voulu dire le moins du monde qu'elle n'était plus responsable de ses méfaits. Dès lors la législation n'a rien que de parfaitement équitable et point n'est besoin de la redresser en allant chercher des principes assez vagues d'ordre public auxquels il est inévitable de recourir si l'on fait de la dot un bien vraiment indisponible (1) tandis que les partisans de l'incapacité personnelle (2) admettent tous la responsabilité entière. Un certain nombre d'auteurs qui adoptent la théorie de l'indisponibilité restent logiques avec eux-mêmes et ne veulent pas entendre parler de saisissabilité quelle qu'elle soit. Nous en arrivons ainsi aux arguments de l'opinion adverse.

Le plus simple consiste à dire qu'on n'a pas à ajouter à la loi des exceptions qu'elle n'a pas prévues, sous peine de tomber dans l'arbitraire (3). Il n'est vraiment pas suffisant surtout contre ceux que nous venons d'énumérer.

Mais ce sont les partisans de l'indisponibilité réelle de la dot qui sont les plus sérieux adversaires de la doctrine courante (4). Ils ne veulent pas entendre parler d'une atteinte à la dot parce que le législateur l'a mise hors du commerce. Il est entendu qu'on n'y doit pas toucher pour un motif quel qu'il soit. D'ailleurs, disent-ils avec le *Digeste* : « *Reipublica interest mulieres dotes salvas habere propter*

(1) Cf. DEMOLOMBE, *Revue de législation*, 1835, t. II, p. 282 ; AUBRY et RAU, V, n° 538, note 31 ; TROPLONG, IV, n° 3263, etc...

(2) Cf. LABBÉ, *Revue critique*, 1856, t. IX, p. 5 et 9 ; COLMET DE SANTERRE, VI, n° 226 bis, II et suiv. ; RENAULT, *Rev. critique*, 1885, p. 582. Le plus grand nombre est d'ailleurs en ce sens.

(3) TESSIER, *De la dot*, I, p. 454 ; ODIER, III, n° 1251.

(4) Cf. MONGIN, *Rev. crit.*, 1886, n° 17 et suiv. ; *contra* LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349.

quas nubere possint » (1), et si on avait voulu, par exception, sacrifier la dot pour un cas, on l'aurait dit tout simplement : « *Si lex voluisset, expressisset* » (2).

Certes la théorie est logique avec elle-même, mais nous la tenons pour inexacte.

D'ailleurs remarquons bien que tous ceux qui considèrent ainsi la dotalité ne sont pas unanimes à refuser la réparation du préjudice. Pour plusieurs (3) l'ordre public sur ce point l'emporte, et, s'il est d'intérêt général que la dot demeure, il l'est encore plus que le crime ne reste pas impuni.

C'est une véritable lutte entre deux grands principes et quand on veut faire triompher l'un au détriment de l'autre on risque fort, pour y parvenir, de tomber dans l'arbitraire.

La théorie de l'indisponibilité se manifeste sous une autre forme plus neuve et intéressante parce qu'elle refuse d'accepter absolument et sans discussion toute atteinte au patrimoine dotal. Dans cette théorie, celui-ci devient comme un patrimoine à part; ce patrimoine a reçu une affectation spéciale : celle de subvenir aux besoins de la famille, et rien ne peut le soustraire à cette affectation (4). Les créanciers, quels qu'ils soient, n'ont aucune action sur ces biens car ils ne sont point leur gage et nul ne peut les détourner d'une destination qui est la leur, savoir : former un patrimoine de réserve. Etant donné que la dot est en réserve, les délits aussi bien que les contrats la laisseront intacte, et pour savoir si elle est engagée ou non il suffira de savoir si

(1) L. III, *De jure dot*, 23, 3.

(2) Cf. DESCHAMP, *op. cit.*, p. 59 et suiv.

(3) TROPLONG, *loc. cit.*, ; AUBRY et RAU, etc.

(4) SEGRET, *op. cit.*, p. 19 et suiv.

cet engagement est ou non conforme à son affectation. Dans le cas en question, il ne l'est pas, il ne saurait donc frapper la dot.

Telles sont les raisons proposées par les adversaires de notre manière de voir. Elles ne semblent guère prévaloir pour le moment. En résumé nous pensons que la dot doit supporter la réparation du préjudice parce que son inaliénabilité n'est que le résultat d'une incapacité de la femme et que cette incapacité s'étend aux actes imprudents que celle-ci peut vouloir passer avec autrui et non pas aux faits délictueux dont elle a pu se rendre coupable.

Quelques-uns se sont demandés, après avoir tranché la question de principe dans le sens favorable aux créanciers, si les frais nécessités par l'action en réparation du préjudice étaient également imputables sur la dot. La réponse ne paraît pas douteuse : ils doivent avoir les mêmes avantages que le principal (1).

II. — JURISPRUDENCE

Telle est l'opinion de la doctrine. Quelle est celle de la jurisprudence? Bien que sur ce point comme sur tous les autres ses arrêts ne soient pas exactement conformes, on peut sans craindre de trop s'avancer répondre qu'elle est aujourd'hui très nettement orientée dans le même sens. Elle accorde le droit de saisir la dot pour crimes et délits de la femme.

(1) TROPLONG, IV, n° 3319 et suiv. ; SECRET, *op. cit.*, p. 109 et suiv., en sens contraire.

Elle a eu au début de très courtes hésitations qui ne semblent pas avoir eu une grande influence, car, depuis plus d'un demi-siècle, il ne s'est pas élevé chez elle de voix discordante sur le principe qu'elle affirme de nos jours (1).

Les arrêts qui refusent de laisser atteindre la dot sont antérieurs à 1850. Ils se servent, tous ou à peu près, des mêmes arguments. Celui de la Cour de cassation du 28 février 1834 (2) qui joint ensemble délits et quasi-contrats ne donne pas de motif à son appréciation. Celui de la Cour de Montpellier du 4 février 1842 (3), rendu dans une question de frais criminels, prétend tout comme celui de la Cour d'Aix du 6 janvier 1843 (4), qu'il n'y a pas lieu de reconnaître à l'inaliénabilité dotale d'exceptions autres que celles énumérées par la loi, l'exception étant, de sa nature même, limitative, et que de plus, si le législateur avait voulu édicter une nouvelle dérogation à la règle, il n'aurait pas manqué, comme l'ancien droit et en particulier comme la coutume de Normandie, de le dire expressément. Nous voyons l'ancien droit offrir un argument en ce sens, nous le verrons en offrir d'autres en sens inverse. Enfin d'après le même arrêt on ne saurait ajouter un *iota* à la loi sous prétexte de moralité publique, rien ne serait plus exorbitant que de faire indirectement payer aux enfants le crime commis par leur mère. Cette dernière raison n'est pas sans étonner quelque peu car les héritiers qui n'ont pas de droit immédiat acquis sur le patrimoine de leur auteur souffrent pourtant toujours de la diminution de sa fortune.

(1) Cf. ZACHARIE, IV, p. 237, n° 30.

(2) Aff. FABRE, c. GOUBIÉ, S. 34, 1. 208.

(3) S. 42, 2, 253.

(4) D., *Répertoire*, XIV, n° 3732.

Ne manquons pas de remarquer que l'arrêt de Montpellier susdit a été cassé (1) et que l'arrêt d'Aix infirmait lui-même un jugement de première instance.

On le voit, la fortune de cette jurisprudence fut éphémère et l'opinion contraire, qui comptait déjà à cette époque des arrêts sérieux, est aujourd'hui nettement établie par une longue série ininterrompue de décisions (2).

Il est intéressant de constater d'ailleurs que, tout à fait au début du XIX^e siècle, les premiers arrêts s'orientaient déjà dans le sens qu'ils devaient garder par la suite; la divergence ne s'est manifestée que vers 1834, la Cour de cassation s'est déjugée à cette époque et c'est seulement après 1845, qu'entraînant les autres cours à sa suite, elle se fixe définitivement comme nous l'avons dit.

La jurisprudence est si bien fixée que sur le principe même elle n'a pas eu depuis longtemps d'occasions de s'affirmer à nouveau; la question ne semble plus se discuter de nos jours, et c'est sur le quasi-délit, comme nous le verrons plus tard, et dans les questions d'espèces, que l'incertitude est encore assez grande.

Quant aux cas que les arrêts ont eu à examiner, ils sont assez divers. Il s'agit soit d'amendes et dommages et

(1) Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185.

(2) Cass., 18 mai 1824, D. Rép. XIV, n° 3736 ; Cass., 13 décembre 1837, S. 38, 1, 37 ; Cass., 4 mars 1845 (2 arrêts), S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185 ; Cass., 7 décembre 1845, S. 47, 1, 816, D. 47, 1, 48 ; Cass., 22 décembre 1847, TROPLONG, IV, n° 3327 ; Cass., 23 juillet 1851, D. 51, 5, 183 ; Rouen, 18 janvier 1822, S. 25, 2, 163 ; Nîmes, 28 août 1827, S. 28, 2, 201 ; Caen, 18 février 1830, S. 39, 2, 356 ; Caen, 26 juin 1835, D. Rép. XIV, n° 3230 ; Limoges, 17 juin 1835, S. 36, 2, 61 ; Cass., 14 mai 1839, S. 39, 2, 349 ; Caen, 17 août 1839, S. 40, 2, 12 ; Rouen, 20 décembre 1843, S. 45, 1, 513 ; Riom, 11 février 1845, S. 45, 2, 69 ; Nîmes, 27 avril 1847, D. 47, 4, 173, S. 47, 2, 639 ; Agen, 2 décembre 1847, D. 48, 2, 19, S. 48, 2, 241 ; Pau, 14 mars 1888, D. 90, 2, 72.

intérêts pour délits criminels, soit de simples délits civils seulement; nous passerons en revue quelques exemples.

Voici une amende de 6 francs prononcée par le juge de simple police pour voies de fait; c'est une contravention caractérisée (1). Voici un bris de clôture, le tribunal a reconnu le délit, il prononce 600 francs de dommages et intérêts (2); c'est encore un véritable délit pénal. De même pour les dommages et intérêts prononcés pour sévices (3) et pour banqueroute même solidairement avec le mari (4). Dans l'espèce jugée par la Cour de cassation (5), le 18 février 1830, il est nettement spécifié qu'il s'agit de dommages et intérêts résultant d'une poursuite correctionnelle.

Une accusation de vol a fait condamner son auteur à réparation (6) : celle-ci s'impute sur la dot; de même la condamnation dont l'objet consiste à indemniser le propriétaire d'une coupe d'arbres délictueuse opérée chez lui (7).

Dans la catégorie des délits civils un cas s'est présenté assez particulier : une femme est acquittée par la Cour d'assises du chef d'usage de faux. Elle est pourtant condamnée à des dommages et intérêts : bien que non punie civilement elle est tenue civilement sur sa dot (8).

Un jugement de séparation de corps prononce contre la

(1) Riom, 11 février 1845, S. 46, 2, 69, confirmatif.

(2) Cass., 7 décembre 1846, D. 47, 1, 48. S. 47, 1, 816 : Caen, 14 mai 1839, S. 39, 2, 349.

(3) Nîmes, 28 août 1827, S. 28, 2, 201, confirmatif.

(4) Il s'agissait de 25.000 francs. Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 513. D. 45, 1, 185, rejet : Rouen, 20 décembre 1843, S. 45, 1, 516 sous Cass., arrêt confirmatif.

(5) S. 39, 2, 350, infirmatif.

(6) Cass., 13 décembre 1837, S. 38, 1, 37, rejet.

(7) Pau, 14 mars 1888, D. 90, 2, 72, infirmatif.

(8) Caen, 17 août 1839, S. 40, 2, 12, infirmatif.

femme des dommages et intérêts. Cette condamnation essentiellement civile a le même effet (1).

Dans l'espèce longuement racontée par M. Troplong (2), il s'agissait d'époux mariés sous le régime dotal qui, après avoir inscrit dans leur contrat mention d'une renonciation à usufruit, viennent ensuite le réclamer. Le tiers injustement attaqué demande alors et obtient des dommages et intérêts. Après jugement du Tribunal civil de Bernay du 25 novembre 1845 et arrêt de la Cour de Rouen du 7 août 1846, tous deux autorisant la saisie, l'affaire est portée à la Cour de cassation. M. Troplong chargé du rapport conclut au rejet et rédige ensuite l'arrêt en ce sens (3).

Dans plusieurs cas une succession était en jeu. En voici un où des déprédations frauduleuses ont été commises sur les biens de la succession. La condamnation prononcée sera alors exécutoire sur la dot (4). Citons-en un autre singulièrement plus délicat.

C'est une femme qui ayant commis dans l'héritage de son père des soustractions d'effets est déclarée, conformément à la loi, déchue du bénéfice d'inventaire. Les créanciers de la succession prétendent alors que la femme est tenue de toutes les dettes, non seulement dans les termes du droit commun comme héritière pure et simple, mais encore sur sa dot comme si la dot devait supporter les conséquences indi-

(1) Limoges, 17 juin 1835, S. 36, 2, 61.

(2) IV, n° 3327.

(3) Cass., 22 décembre 1847, TROPLONG, IV, n° 3327. L'arrêt n'est pas cité dans les recueils.

(4) Cass., 18 mai 1824, D. Rép. XIV, n° 3536.

rectes d'un acte délictueux. La Cour de Rouen a adopté cette manière de voir (1).

Cela consiste à dire que la dot répond non seulement du délit mais encore de l'état d'infériorité où la loi, par une déchéance spéciale, a voulu, pour le punir, placer son auteur. En effet, dans notre cas, la conséquence du méfait est tout simplement la déchéance du bénéfice d'inventaire : la loi n'en ordonne pas d'autre ; or, d'après cette théorie, la conséquence se prolonge, l'état de déchéance devient en quelque sorte délictueux lui-même comme suite d'un méfait et, puisqu'il porte cette tare, l'inaliénabilité de la dot se trouve suspendue de ce fait. La femme subit une peine, elle la paiera sur sa dot.

Peut-être serait-il permis de discuter un peu cette manière de voir. Evidemment, si la femme n'avait pas eu de torts, elle ne serait pas déchue de son bénéfice ; mais quelle est sa punition ? C'est la déchéance tout simplement, et cette punition doit se suffire à elle-même. Mais alors, dira-t-on, ses paraphernaux ne suffiront pas à payer les créanciers ? Peut-être, mais si l'héritière avait accepté purement et simplement, ceux-ci n'eussent pas été plus avancés, et l'on ne peut pas dire qu'en laissant la dot intacte on évite le châtement voulu par la loi, car les biens disponibles de la femme seront toujours saisissables. La dot ne peut être saisie que pour réparer un méfait ; ici la réparation du méfait a consisté dans la déchéance du bénéfice. C'est une sorte de punition légale indépendante du préjudice ; et il ne s'agit point pour la femme de solder une somme quel-

(1) S. 25, 2, 162, confirmatif.

conque à laquelle elle aurait été condamnée à titre de dommages et intérêts.

Evidemment la Cour de Rouen n'a pas considéré la sanction légale comme se suffisant à elle-même mais au contraire elle n'a vu dans celle-ci qu'une façon de permettre de poursuivre plus âprement l'héritier en punition de son dol.

Enfin la question des frais pour crimes devant les Cours d'assises s'est trouvée spécialement tranchée (1), de même celle qui concerne les frais pour poursuites dans une affaire dont le caractère est délictueux (2). Le principe est reconnu (3).

Sur quels motifs se sont basés les tribunaux pour résoudre dans le sens que nous venons de voir les contestations qui leur étaient soumises? Sur des motifs qui ne sont pas sensiblement différents de ceux de la doctrine; ce sont presque toujours les mêmes arguments un peu moins divers et presque toujours plus superficiels.

L'influence de l'ancien droit se fait profondément sentir; les arrêts, surtout les plus anciens, répètent à l'envi qu'il n'y a pas de raison de changer ce qui existait déjà avant le Code (4). Le législateur a accepté à regret le régime dotal; pourquoi l'aurait-il voulu rendre plus sévère (5)? La coutume de Normandie était formelle (6) sur ce point et qui-

(1) Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185, cassation et Nîmes, 27 avril 1847, D. 47, 4, 173, S. 47, 2, 639, après cassation.

(2) Pau, 14 mars 1888, D. 90, 2, 72, infirmatif.

(3) Cf. SECRET, *op. cit.*, p. 109 et suiv.

(4) Cass., 22 décembre 1847, TROPLONG, IV, n° 3327.

(5) Limoges, 17 juin 1835, S. 36, 2, 61. D'après cass., 2 arrêts du 4 mars 1845, S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185, le régime dotal n'étant plus que subsidiaire ne doit pas avoir été aggravé.

(6) Cass., 18 mai 1824, D. Rép. XIV, n° 3736.

conque s'est marié sous son application ne peut nier que ses décisions ne soient encore en valeur (1).

Il était inévitable qu'à une époque relativement rapprochée à l'ancien régime on argumentât de la jurisprudence de celui-ci.

Le plus bizarre c'est que, comme nous l'avons déjà remarqué, on se soit prévalu de l'ancien droit en deux sens diamétralement opposés. Si la loi nouvelle avait voulu conserver le système de la coutume de Normandie, elle aurait été aussi explicite que celle-ci, disent certains arrêts; étant donné que la question était fixée dans un sens, on n'aurait pas manqué de le dire, si on avait voulu innover, répondent les autres. Il paraît bien certain que le second raisonnement est le meilleur. Pourquoi supposer que, sans raison, le législateur ait voulu rompre avec une tradition si sage?

Le droit naturel, la moralité publique, l'ordre public, protégés par l'article 1382 auquel nul ne peut se soustraire sont naturellement invoqués par les arrêts (2) encore plus que par les auteurs. Il est à remarquer que, comme si on sentait le vague de cette argumentation, on ne la présente en général qu'en seconde ligne bien qu'on la considère comme décisive (3). Elle vient pour clore la discussion avec plus d'apparence de poids que de véritable portée.

(1) Cass., 13 décembre 1837, S. 38, 1, 37.

(2) Cass., 7 décembre 1846, D. 47, 1, 48, S. 47, 1, 816 ; Caen, 18 février 1830, S. 39, 2, 350 ; Caen, 17 août 1839, S. 40, 2, 12 ; Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185 ; Rouen, 20 décembre 1843, S. 45, 1, 516 ; Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 516 ; Cass., 22 décembre 1847, TROPLONG, IV, n° 3337.

(3) Entre autres, Caen, 18 février 1830 et 17 août 1839 ; Cass., 4 mars 1845 ; Rouen, 20 décembre 1843 ; Cass., 4 mars 1845, cités à la note précédente.

D'ailleurs on ne peut se mettre, ajoute-t-on, à l'abri des conséquences de sa faute par un contrat volontaire (1); on n'a garde non plus d'oublier, après la doctrine, l'analogie entre la femme mariée et le mineur responsable de ses fautes (2).

Mais on proclame aussi que l'inaliénabilité a été instituée seulement en vue des contrats et non pour protéger la femme contre les conséquences de ses délits (3), la loi a voulu simplement la mettre à l'abri des abus d'influence de son mari (4). Enfin, dit-on, il n'y a pas là de véritable exception au principe de l'inaliénabilité qui a été instituée en vue d'une situation toute différente (5).

Tels sont les motifs sur lesquels s'est appuyée la jurisprudence, pour se permettre de fonder sa théorie aujourd'hui aussi solide que toute autre. C'est dans son extension à la matière des quasi-délits que nous trouverons des points contestés et singulièrement obscurs.

(1) Caen, 18 février 1830, S. 39, 2, 350.

(2) Caen, 14 mai 1839, S. 39, 2, 349 ; Caen, 18 février 1830 (note précédente) ; Limoges, 17 juin 1835, S. 36, 2, 61.

(3) Caen, 18 décembre 1846, D. 47, 4, 172 ; Cass., 22 déc. 1847, TROPLONG, IV, n° 3327 ; Rouen, 18 janv. 1822, S. 25, 2, 162 ; Caen, 18 fév. 1830, S. 39, 2, 350 ; Limoges, 17 juin 1835 (note précédente) ; Caen, 17 août 1839, S. 40, 2, 12 ; Cass., 4 mars 1845, S. 45, 1, 513, D. 45, 1, 185, 2 arrêts ; Rouen, 20 décembre 1843, S. 45, 1, 516.

(4) Caen, 14 mai 1839, S. 39, 2, 349.

(5) Rouen, 20 décembre 1843, S. 45, 1, 516.

CHAPITRE DEUXIÈME

Extension de la théorie aux quasi-délits.

La question ne manquait pas jusqu'ici de simplicité; nous entrons maintenant dans la discussion et l'arbitraire. Non seulement on n'est pas d'accord sur la nature juridique du quasi-délit, non seulement on n'est pas d'accord sur l'essence de celui qui peut léser la dot, mais encore les questions de fait s'enchevêtrant dans les principes ont conduit la jurisprudence que suit la doctrine à des distinctions toujours délicates et souvent contradictoires. Avant d'examiner toutes ces questions, notons que M. Segret (1), pour lequel ni la doctrine ni la jurisprudence de l'ancien droit n'admettaient l'exception pour les délits civils, prétend qu'elles l'admettaient encore bien moins *a fortiori* pour les quasi-délits; nous croyons que cette façon de juger n'est pas conforme à la réalité, bien qu'elle soit parfaitement conforme à la théorie de M. Segret. C'est entendre trop strictement les expressions des parlements et des auteurs que de ne les appliquer qu'aux faits purement répressibles par une sanction pénale (2).

De même que pour les délits proprement dits, la grande majorité de la doctrine enseigne que le quasi-délit engage la dot : la femme n'est point admise à se retrancher derrière

(1) *Op. cit.*, p. 19.

(2) En ce sens AUBRY et RAU, édition de 1872, t. 5, p. 614, § 2 et n. 32; *Revue du Notariat*, t. I, n° 20, p. 75, en note.

l'inaliénabilité dotale pour échapper aux conséquences de cette responsabilité (1). Les très rares auteurs qui n'admettent pas cette solution sont ceux qui ne veulent entendre parler en aucune façon de la possibilité de laisser entamer la dot. Ils sont d'ailleurs logiques avec eux-mêmes en ne faisant aucune espèce de distinction (2). Pour l'un, en effet, la loi est formelle (3) et pour l'autre la destination familiale du patrimoine dotal le met nécessairement au-dessus de toute atteinte (4).

On reconnaît le principe, mais apporte-t-on à l'appui des raisons spéciales? Beaucoup se contentent de l'énoncer sans en dire davantage (5).

Evidemment, les motifs appliqués aux délits sont parfaitement de mise. Laurent (6) dit que la femme répond du

(1) Cf. LABBÉ, note dans SIREY sous Pau, 2 juin 1880, S. 82, 1, 249 ; ALAUZET, III, n° 878 ; SOURDAT, *Responsabilité*, I, n°s 172 et 654 ; LAURENT, XXI, n° 107 ; GIDE, *op. cit.*, livre IV, ch. III, p. 506 et suiv. ; LABBÉ, SIREY, 1888, *Bulletin bibliographique* ; ZACHARLÆ, IV, p. 237, n. 30 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv. ; DALLOZ, *Répertoire* XIV, n° 3738 ; BELLOT DES MINIÈRES, IV, p. 99 ; *Revue du Notariat*, t. I, n° 20, p. 75, note ; GUILLOUARD, IV, n° 2006 et s. ; DESCHAMP, *Le dol et la faute des incapables*, n° 21, n° 28 et suiv. ; DURANTON, XV, n° 533 ; DE COUPIGNY, *op. cit.*, p. 219 ; DELOYNES, *Revue critique*, 1882, p. 541 et suiv., n° 22 ; TROPLONG, IV, n° 3319 et suiv. ; AUBRY et RAU, éd. 1872, V, p. 614, § 2 et note 32 ; RODIÈRE et PONT, III, n°s 18, 22 et suiv. ; LABBÉ dans SIREY, 81, 2, 1, note 2, 1^{re} colonne en bas ; DE FOLLEVILLE, *Contrat de mariage*, I, n° 45, note.

(2) Cf. ODIER, III, p. 229, n° 1251 ; SEGRET, *op. cit.*, p. 79 et suiv. ; opinion de ZACHARLÆ, IV, p. 237, n. 30.

(3) ODIER.

(4) SEGRET.

(5) Cf. GIDE, *op. cit.*, livre IV, ch. III, p. 506 et suiv. ; SOURDAT, I, n°s 173 et 654 ; DURANTON, XV, n° 533 ; DE COUPIGNY, p. 219 ; DELOYNES, *Revue critique*, 1882, n° 22 ; AUBRY et RAU, éd. 1872, V, p. 614, § 2 et note 32 ; LABBÉ dans SIREY, S. 81, 2, 1, note 2, 1^{re} colonne en bas ; DE FOLLEVILLE, *Du contrat de mariage*, I, p. 45, note ; *Revue du Notariat*, I, n° 20, note ; DALLOZ, *Répertoire* XIV, n° 3738 ; BELLOT DES MINIÈRES, IV, p. 99 ; ZACHARLÆ, IV, p. 237, note 30.

(6) XXI, n° 107.

quasi-délit sur sa dot parce que c'est un fait dommageable. Et pourtant toutes les discussions qui se sont produites autour des espèces indiquent qu'on n'est pas d'accord sur le sens à attribuer à cette expression, ou que, si l'on est d'accord, il faut ajouter certaines conditions au quasi-délit juridique pour que celui-ci engage la dot.

DU QUASI-DÉLIT

Quel est donc le quasi-délit jouissant de ce privilège, quelle est son étendue?

La question semble bien simple au premier abord. On ne discute guère dans la doctrine sur la définition du quasi-délit. C'est un acte dommageable, illicite, commis sans intention de nuire, et bien peu de principes paraissent aussi solidement fixés que celui-ci (1). La chose est entendue, pas de voix discordantes. Le quasi-délit est ce qu'on appelle aussi souvent la faute : cette faute exige de la part de son auteur une réparation, et l'imprudence est, au premier chef, constitutive de cette faute. Eh bien ! tandis que d'une part on voit doctrine et jurisprudence affirmer que le quasi-délit engage la dot, on voit d'autre part et en même temps certains auteurs et beaucoup d'arrêts dire que le dol est nécessaire pour entraîner cette responsabilité dotale. C'est une contradiction absolue et une incohérence parfaite qu'il s'agirait d'expliquer si faire se pouvait.

(1) Entre autres : FENET, XIII, p. 467 ; AUBRY et RAU, IV, § 446 ; PLANIOL, *Précis*, II, p. 252, n° 823.

Evidemment, et il n'y a pas d'autre explication possible, on ne s'entend plus sur les mots. Le mot quasi-délit, qu'un arrêt emploie dans un sens, l'autre le comprend dans un autre. Tel jurisconsulte, qui ici donne à ce terme sa pleine extension, en change là subitement le sens. Pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos et donner un sens à des décisions qui n'en ont pas, il faut donc abandonner franchement le terme et aller au fond des raisonnements si l'on veut tenter de les éclaircir.

Ici la jurisprudence est à peu près tout. Elle appelle quasi-délits une foule d'actes vraiment délictueux; nous sommes bien forcés, pour la suivre, d'adopter son classement, quitte à voir ce qu'il faut en penser. Lorsqu'elle a à juger une question d'espèce, elle se croit obligée d'affirmer un principe, savoir : que le quasi-délit engage la dot (1). Elle le répète à satiété, elle le répète à propos d'une imprudence ou d'un dol absolument manifeste. On voit donc qu'en s'en rapportant simplement à ses dires on arriverait logiquement à des résultats bien différents de ceux auxquels elle aboutit. Si depuis longtemps elle est unanime sur son principe, on aurait tort de croire que, d'après elle, tout fait dommageable indistinctement entraîne cette conséquence.

Le mieux sera donc d'examiner les espèces, d'essayer de

(1) Cass., 28 février 1834, S. 34, 1, 208 ; Caen, 18 déc. 1846 ; Agen, 17 décembre 1845, S. 48, 2, 96 ; Cass., 26 août 1848, S. 48, 1, 542, D. 48, 1, 211 ; Cass., 23 juillet 1851, D. 51, 5, 183 ; Cass., 5 décembre 1854, D. 55, 1, 74, S. 55, 1, 353 ; Rouen, 21 mai 1855, S. 56, 2, 428, D. 53, 2, 148 ; Cass., 24 avril 1861, D. 61, 2, 255, S. 61, 1, 784 ; Bordeaux, 22 décembre 1857, S. 58, 2, 529 ; Orléans, 26 décembre 1878, S. 79, 2, 97, D. 79, 2, 49 ; Cass., 10 juin 1879, D. 80, 1, 418, S. 79, 1, 419 ; Orléans, 13 mars 1884, S. 86, 1, 5, dans cassation ; Pau, 14 mars 1888, D. 90, 2, 72 ; Cass., 3 mai 1893, S. 93, 1, 365 ; Riom, 2 juillet, 1892, S. 93, 2, 147 ; Rouen, 23 janvier 1901, D. 02, 2, 409.

les classer, pour extraire de l'ensemble des solutions une idée générale. Avec les cours et tribunaux, nous verrons la conséquence des fautes, dolosives ou non commises, d'abord indépendamment de tout contrat, ensuite à l'occasion de celui-ci.

FAUTES HORS CONTRAT

Les fautes hors contrat sont les premières dont nous avons à nous occuper. Bien qu'il soit assez malaisé de déterminer la tendance de la jurisprudence à leur sujet, on peut en général déclarer qu'elle accorde les réparations du préjudice qui en résulte, nonobstant l'insaisissabilité dotale, et qu'elle ne semble pas exiger pour cela, chez l'auteur du méfait, un mobile nettement frauduleux, une véritable intention de nuire.

Nous verrons que cette idée se retrouve plus ou moins dans toutes les espèces dont les recueils nous ont laissé la trace, espèces que nous énumérerons plus loin.

Et tout d'abord, que dit la doctrine ? Elle semble abonder dans ce sens, quoiqu'elle soit loin d'être unanime. Pour les uns, toute faute suffit, qu'elle soit dolosive ou ne le soit pas ; une simple imprudence rentre dans cette catégorie. M. Labbé (1) donne en ce cas au mot quasi-délit son acception ordinaire (2). Il critique M. Guillouard (3) qui veut

(1) S. 1888, *Bulletin bibliographique*, S. note sous Pau, 82, 1, 249. Il spécifie qu'une faute, quelque légère qu'elle soit, suffit.

(2) En ce sens LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 ; ALAUZET, III, n° 878.

(3) GUILLOUARD, IV, p. 393, n° 2096 et suiv.

au contraire que l'on ait constaté une mauvaise foi de la part de la femme. M. Troplong (1) est en ce sens. Mais nous n'oserions affirmer que cet auteur ait bien eu spécialement en vue cette hypothèse-là.

La jurisprudence, si on la veut analyser, n'est certes pas des plus nettes ; une remarque capitale s'impose, c'est que la plupart de ses arrêts s'appliquent à des fraudes commises à l'occasion d'un contrat ; il ne faudrait point étendre à d'autres cas ces considérants, si explicites qu'ils fussent dans leurs termes (2). Il ne faudrait pas croire, que, si étendue que l'application en pût paraître au premier abord, on fût autorisé à transporter à la matière des fautes commises en dehors d'un contrat des principes émis à propos d'espèces toutes différentes (3). Ceci dit, et c'est l'opinion de plus d'un auteur, la jurisprudence paraît se contenter dans notre cas, c'est-à-dire en dehors de tout contrat, d'une faute quelconque. Dans l'affaire Delandre, examinée par la Cour de cassation en 1869, le principe est très nettement affirmé qu'aucune mauvaise intention n'est nécessaire, que toute négligence ou imprudence constitue le quasi-délit capable d'attaquer la dot.

Voilà qui est net : Le Tribunal de Neufchâtel, la Cour de Rouen, qui avaient eu à juger l'affaire, étaient d'accord, le pourvoi a été rejeté (4).

Comment ne pas reconnaître la justesse de cette décision ?

(1) IV, n° 3319.

(2) On pourrait en citer bon nombre. Entre autres : Pau, 2 juin 1880, S. 82, 2, 249, D. 81, 2, 1 ; Alger, 21 juillet 1898, D. 99, 2, 148.

(3) ALAUZET, III, n° 878 ; PLANIOL, II, n° 1606.

(4) Neufchâtel, 19 décembre 1867 ; Rouen, 18 avril 1868 ; Cass., 29 juillet 1869, S. 70, 1, 11, D. 71, 1, 237.

Qu'une négligence défendue constitue un quasi-délit, c'est d'évidence. Que ce quasi-délit échappe au principe de l'insaisissabilité, la chose est tout aussi sûre. Tous les motifs tirés de la nature et du but de cette insaisissabilité, applicables aux délits caractérisés, ne le sont pas moins à la coupable imprudence, source de dommages pour autrui et de responsabilité pour son auteur. D'ailleurs ces principes et leurs conséquences sont nettement énoncés dans l'arrêt du 24 décembre 1860 par la Cour de cassation (1).

Nous devons rechercher maintenant à quel propos et au sujet de quelles circonstances la jurisprudence a mis en pratique cette manière de voir, et nous ne serons pas peu étonnés de ne pas rencontrer dans cette longue suite d'arrêts de faute quasi-délictuelle ordinaire, ou de ces imprudences, par exemple, qui sont pour autrui la cause d'une blessure, de la perte d'un membre ou même de la vie. Ces fautes-là, si fréquentes dans la pratique, n'ont pas donné lieu à procès sur notre matière. Bien que, au contraire de ce qu'insinue M. Planiol (2), les cas soumis aux Tribunaux n'aient pas affecté la forme d'une hypothèse unique, ils se classent en un nombre assez restreint de catégories qui sont pourtant assez remarquables. Les voici :

Non publication du contrat de mariage ordonnée par l'article 69 du Code de commerce;

Inexécution d'un jugement ordonnant l'application d'une disposition légale;

Inexécution des devoirs imposés par la loi aux époux;

Imprudence consistant à soutenir un procès téméraire.

(1) S. 61, 1, 983, D. 61, 1, 373.

(2) II. n° 1606.

C'est la première hypothèse qui s'est rencontrée le plus souvent.

NON PUBLICATION PRÉVUE PAR L'ARTICLE 69
DU CODE DE COMMERCE

Aux termes de l'article 69, l'époux marié sous le régime dotal, qui devient commerçant après son mariage, est tenu de remplir dans le mois du commencement de son commerce les formalités ordonnées par les articles 67 du même Code et 872 du Code de Procédure civile. Il devra transmettre au Greffe du Tribunal et aux Chambres des avoués et des notaires un extrait de son contrat, qui devra être affiché conformément aux dispositions légales. Cette publication est destinée à faire connaître aux tiers appelés à traiter avec les époux la dotalité stipulée dans leur contrat; elle est, en effet, de nature à changer, dans une grande mesure, l'étendue de leur crédit respectif.

Quelle est la sanction de cette mesure au point de vue civil? Il est d'abord certain qu'elle atteint l'époux négligent, car ce n'est pas le notaire que la loi charge du soin de la publication, comme elle le fait à l'article 68 du même Code. L'omission entraîne-t-elle une déchéance *ipso facto*, c'est-à-dire le régime dotal cesse-t-il alors d'être opposable aux tiers qui ne sont pas censés avertis? Cette question n'intéresse guère notre théorie, et, si l'on décidait qu'il en est ainsi, il va de soi que la dot serait alors responsable de cette faute; mais allons plus au fond.

L'ordonnance de 1673, qui ordonnait la publication du

contrat de mariage des marchands, édictait comme sanction la nullité de ses clauses vis-à-vis des tiers (1).

L'article 69, évidemment inspiré de cette disposition, ne saurait cependant avoir les mêmes conséquences, car elles ne sont énoncées nulle part dans ce texte comme dans l'article 1 du titre VIII de l'Ordonnance de 1678 (2). Les termes du contrat visant la dotalité sont donc encore opposables aux tiers à l'inverse de ce qui arriverait en cas de violation de la loi de 1850; les dispositions et les sanctions de ces deux textes sont absolument différentes et ne doivent pas être confondues. Elles ne s'appliquent ni aux mêmes cas ni aux mêmes personnes.

Si, dans l'examen de ces questions, on parle parfois de collusion avec le notaire pour empêcher la publication (3), c'est de l'article 67 que l'on veut parler, mais c'est une question toute différente, et dans ce cas la responsabilité va de soi.

L'idée de sanction expresse écartée au cas d'inexécution de l'article 69 du Code de commerce, reste la responsabilité de droit commun de l'article 1382. On reconnaît, en général (4), que cette faute quasi-délictuelle, conséquence de la simple omission de cette prescription légale, entraîne la responsabilité de la femme sur sa dot. MM. Lecourtois et Surville disent même qu'il importe peu que le contrat ait été publié

(1) SOUSSE, *Commentaire de l'ord. de 1673*, p. 155.

(2) BRAVARD, II, p. 6 ; MASSÉ, II, n° 117 ; DE FOLLEVILLE, t. I, n° 45, note.

(3) PARDESSUS, I n° 93 ; LYON-CAEN, I, n° 246.

(4) MASSÉ, III, n° 117 ; LECOURTOIS et SURVILLE, II, p. 349 et suiv. ; ALAUZET, III, n° 878 ; GUILLOUARD, réfutant BOISTEL, I, n° 209 ; DE FOLLEVILLE, I, n° 405, note ; LYON-CAEN, I, n° 244 et 246 ; LAURENT, XXI, n° 207.

si seul le mari faisait le commerce, car on serait alors mal venu à soutenir que les circonstances excluent toute idée de quasi-délit de la part de la femme (1).

Mais, par le seul fait que nous ne faisons qu'appliquer ici l'article 1382, nous exigeons que les tiers apportent la preuve d'un dommage subi. Il ne s'agit plus de prouver le seul fait de l'omission, mais bien la perte qu'on a éprouvée de ce chef (2). Supposons que ce défaut de publication rende inapplicable la stipulation de la dotalité : la dot tout entière se verrait appelée à répondre de l'engagement de la femme. Puisque la dotalité subsiste, il peut se faire que le résultat pratique ne soit pas du tout le même. On examinera exactement le préjudice causé par le défaut de publication. Il peut n'être pas équivalent à l'objet de l'obligation, alors la dot ne répondra plus de l'engagement contracté mais seulement de la somme inférieure qui représentera le préjudice. Le droit commun s'applique. La réparation par la voie de l'article 1382 aboutit à un résultat analogue, sinon identique, à celui qui résulterait de la non reconnaissance de la dotalité : c'est ce qui a pu faire employer parfois une façon de parler strictement inexacte (3).

La première espèce présentée par la jurisprudence remonte à 1858. Il s'agissait d'une omission volontaire. La Cour de Bordeaux (4) décide que, bien que la non exécution de l'article 69 n'entraîne pas déchéance de dotalité, la dot répond des délits et quasi-délits. L'omission volontaire ayant entraîné des dommages, la femme en doit réparation ;

(1) III, p. 349 et suiv.

(2) LYON-CAEN, I, n° 244.

(3) LYON-CAEN, I, n° 244.

(4) 4 février 1858, S. 59, 2, 174, D. 58, 2, 123.

la simple négligence, du reste, entraînerait la même conséquence.

Même omission, cette fois sans qu'il soit parlé de mauvaise foi, dans le cas du Tribunal de Guéret, le 14 juin 1859. Celui-ci voyant là un quasi-délit ordonne la saisie de la dot pour réparer le préjudice. La Cour de Limoges et la Cour de cassation adoptent cette manière de voir (1).

Un autre arrêt de 1869 (2) spécifie l'existence du dommage causé en fait par l'inexécution de l'article 69 du Code de commerce, bien que, dix-huit ans auparavant, le contrat ait été rendu public d'une autre manière.

Plusieurs arrêts sont d'accord avec ces manières de voir (3) sur les différents points énumérés ci-dessus. Il n'y a pas dissidence sur ces principes ; l'arrêt de la Cour de Grenoble du 30 janvier 1885 y est conforme. Dans le jugement qui était déféré à la Cour, le Tribunal de Grenoble avait donné action sur la dot au tiers induit en erreur par la non publication et aussi au tiers qui n'avait pas été trompé par cette omission. La Cour ne s'est pas approprié ce considérant (4).

Voilà donc une question réglée. L'omission, même imprudente, des dispositions de l'article 69 peut être la cause de dommages et intérêts recouvrables sur la dot.

Il n'est pas possible de ne pas se rallier à cette jurisprudence qui concilie parfaitement le respect d'une disposition

(1) 24 mai 1860 ; Cass., 24 décembre 1860, S. 61, 1, 983, D. 61, 1, 373.

(2) Cass., 29 juillet 1869, S. 70, 1, 11, D. 71, 1, 237.

(3) Amiens, 16 juin 1894, D. 94, 2, 208, S. 94, 2, 236 ; Cass., 29 mars 1893, D. 93, 1, 285, S. 93, 1, 288, rejet ; Cass., 27 février 1883, D. 84, 1, 29, S. 84, 1, 185, cassation ; Rennes, 4 mars 1880, D. 81, 2, 210, S. 81, 2, 265 ; Chambéry, 18 novembre 1868, S. 69, 2, 129.

(4) 30 janvier 1885, D. 86, 2, 263.

impérative, la sauvegarde des droits des tiers, et la protection de la femme dotale contre les entraînements dont elle peut être victime.

INEXÉCUTION D'UN JUGEMENT

Ici nous ne sommes pas en présence d'une question de bonne ou mauvaise foi, la mauvaise foi est évidente; mais nous nous posons la question de savoir si les dommages et intérêts de tant par jour de retard, prononcés par un tribunal pour inexécution d'un jugement, peuvent être payés par la dot. La jurisprudence a répondu affirmativement parce que le jugement inexécuté sanctionnait un quasi-délit.

Le cas que la Cour d'Orléans avait à examiner après le Tribunal de Blois, et qui soulève une discussion juridique des plus délicates, était un des nombreux et fameux procès de la princesse de Beaufremont, dont les aventures conjugales ont longtemps défrayé la chronique il y a une trentaine d'années. Il mérite d'être examiné d'un peu près.

La princesse de Beaufremont avait obtenu contre son mari un jugement de séparation de corps lui confiant la garde de ses deux filles mineures. Elle était arrivée à faire convertir cette séparation en divorce, en Saxe-Altenbourg, où le divorce était reconnu, puis, toujours à l'étranger, elle avait contracté un second mariage absolument nul aux yeux de la loi française. A la suite de cette seconde union, elle avait été condamnée, par arrêt de la Cour de Paris (1), à rendre ses deux filles au prince de Beaufremont et à payer

(1) Le 7 août 1876.

à ce dernier, si elle ne s'exécutait immédiatement, une certaine somme par jour de retard, pendant deux mois. Comme elle refusait toujours de rendre ses enfants, elle fut de nouveau condamnée, par la même Cour (1), à payer une nouvelle somme par jour, tant que durerait sa résistance aux injonctions de la justice.

Lorsque les sommes additionnées de cette astreinte eurent atteint le chiffre de 492.000 francs, le prince de Beauffremont se décida à saisir une terre appartenant à sa femme, pour se payer, sur le prix, de sa créance envers elle. Celle-ci fit opposition à la saisie en se réclamant de la dotalité de l'immeuble en question.

Tels sont les faits et la question se pose ainsi. Les dommages et intérêts, qui sanctionnent le retard apporté à l'exécution des ordres de la justice dans les circonstances susdites, ont-ils le caractère d'une réparation de quasi-délit susceptible d'engager la dot? A toute première vue, il semble que oui, et, sans beaucoup d'hésitations, on répond qu'il s'agit, en effet, d'une obligation légale sanctionnée par la justice, que le refus d'obéir à cette injonction est évidemment une faute en lui-même, faute indépendante de toute idée de contrat, que la dot doit donc en supporter les conséquences, car son privilège n'a point été établi dans ce but.

Ce n'est cependant pas ainsi que le Tribunal de Blois a envisagé l'affaire. Pour lui, pas de quasi-délit antérieur aux condamnations, la source des dommages et intérêts est uniquement le retard apporté à rendre les enfants, car on n'aurait rien eu à payer en s'exécutant tout de suite. Puisqu'il n'y a pas de quasi-délit antérieur, la résistance à une décision qui

(1) Le 13 février 1877.

ne le sanctionne pas n'a pas non plus ce caractère, il s'agit de dommages et intérêts moratoires, dette d'un caractère spéciale de l'art. 1142 du Code civil et non de l'art. 1382 (1), dette qui en tout cas n'a pas de caractère délictuel.

L'argumentation est spécieuse, peut-être est-elle plus spécieuse que solide? Pour arriver au résultat qu'elle propose, il a fallu examiner séparément toutes les circonstances de la cause, sans se placer d'un peu plus haut pour la juger dans son ensemble, et envisager toutes ses phases, comme si elles n'étaient pas intimement soudées les unes aux autres, diviser les parties, comme si elles ne formaient point un tout. En somme, la question est proprement celle-ci : on a des dettes, ou, pour parler plus pratiquement, une personne est débitrice d'une autre d'une certaine somme. C'est bien là une obligation au sens juridique du mot. Cette obligation a évidemment une source. Quelle est cette source? Sans doute, nous touchons ici à la question si délicate au point de vue théorique, des astreintes. Il n'entre pas dans notre sujet de discuter leur valeur (2); il nous suffit de les juger dans leur influence sur la dot. On sait, qu'admise depuis longtemps par la jurisprudence, l'astreinte, ou somme d'argent que doit payer par jour de retard le débiteur récalcitrant, a soulevé de très graves oppositions dans la doctrine presque entière. Son caractère est loin d'être définitivement fixé. Pour les uns, elle représente les dommages et intérêts moratoires; pour d'autres, c'est un moyen de contrainte aux mains de la justice qui fait de la sorte respecter ses décisions. Cette

(1) La Cour de Paris en prononçant les dommages et intérêts avait en effet visé l'article 1142.

(2) Cf. PLANIOL, II, n^{os} 207 et suiv.; ESMEIN, De la jurisprudence en matière d'astreinte, *Revue de Droit civil*, 1903, I.

seconde manière de voir a d'autant plus de force, que les sommes ainsi accumulées représentent bien souvent une valeur très supérieure au dommage réellement subi. Des arrêts, et celui qui nous occupe est de ce nombre, présentent l'astreinte comme sanction d'une obligation permanente et journalièrement violée.

Pour appliquer ces idées au cas sur lequel nous discutons, nous devons examiner en elle-même la condamnation dont il s'agit et voir l'origine, la source d'où elle découle, le fait qu'elle sanctionne. Est-elle dans le fond, dans l'intention du juge et quoi qu'en disent les tribunaux (1), une contrainte pure et simple, une sanction de la désobéissance aux ordres de la justice? C'est bien possible : il n'en est pas moins vrai que cette désobéissance viole un lien de droit antérieur et que, si la femme a une somme à payer, elle doit la payer à son mari et non à la justice. La justice, dit-on, a seulement voulu venger son autorité? Peut-être, cependant c'est au profit du mari que l'obligation existe, il ne faut pas l'oublier.

Nous revenons alors à la question posée il y a un instant. D'où vient cette obligation, est-ce d'un contrat ou d'un quasi-contrat? Il n'en est pas trace. Est-ce de la loi? A proprement parler, non, car ce n'est pas elle qui, spécialement, ordonne de payer la somme des dommages. C'est, dit-on, d'une source particulière, un jugement, un ordre de justice. La réponse n'est pas sérieuse, elle recule la difficulté mais ne la résout pas. Un jugement n'est pas, par lui-même, source d'obligations, et nous ne pouvons admettre, pour les besoins de la cause, une source nouvelle, vague et non déterminée. Reste donc le délit ou quasi-délit, l'acte illicite entraînant

(1) Rapprochez ESMEIN, *loc. cit.*, p. 16 et 17.

réparation, et le simple bon sens vulgaire amène aussi à cette solution. Cette femme, qui doit rendre ses enfants et ne le fait pas, a certainement tort, elle fait mal et contrevient à un devoir précis. Elle est donc en faute; c'est parce qu'elle a commis cette faute, c'est parce qu'elle s'obstine dans sa faute qu'elle doit payer une somme d'argent : elle a désobéi à la justice, oui, mais elle n'aurait pas eu à obéir si elle ne s'était pas mise dans le cas d'être condamnée. L'obligation de payer est, absolument parlant, la conséquence immédiate et directe de son tort. Voilà qui paraît incontestable. Et l'on n'affaiblit pas cette argumentation en prétendant que, s'il y a eu un préjudice, il a été fait aux enfants, alors que le père seul doit toucher l'indemnité. Si l'argent est attribué au père, c'est qu'*a priori* il y a une raison de le lui donner, et cette raison ne peut être qu'une réparation pour dommage; de plus, si les enfants ont le droit d'être rendus à leur père, celui-ci a tout autant le droit de se faire rendre ses enfants. Tout le reste n'est que subtilité, y compris la prétendue application de l'article 1142, à l'exclusion de tout autre, parce qu'il est impossible de trouver autrement que nous le disons une source véritable, une source définitive à l'obligation de payer; la faute de l'article 1382 est au fond de l'affaire, tout le reste n'est que surrogation (1).

Quelque juste que nous paraisse cette manière de voir, point n'est besoin de nier le singulier résultat auquel aboutit, dans le procès en question, l'action du créancier sur la dot. Ce sont les enfants qui sont incontestablement les premiers

(1) Cf. Les conclusions de M. FLOUEST, procureur général (S. 79, 2, 97), qui ajoute que, quand bien même la loi serait considérée comme source de l'obligation, la dot serait atteinte. Nous n'entrons pas dans ces considérations qui sortent de notre sujet.

intéressées à voir leur mère obéir à la justice, à être rendues à leur père; on n'a pas voulu qu'elles restassent témoins des scandales de celle-là. Or, une mesure, une sanction édictées dans leur intérêt, vont, d'un autre côté, tourner à leur désavantage. Jusqu'ici, la dot de leur mère, inaliénable, demeurait à l'abri de ses erreurs, comme une promesse de patrimoine futur; vendue aujourd'hui, et livrée tout au moins pour une bonne part, sous forme de deniers comptants, à leur père, qui sera libre d'en faire ce que bon lui semblera, elle court pour elles les plus grands dangers. On peut dire que, sous prétexte de faire du bien, on fait aussi beaucoup de mal (1). On ne saurait le nier, en effet, et bien souvent il en est ainsi; ce n'est pourtant pas une raison de rejeter une décision en soi juste et de permettre à la femme même dotale de narguer les saines décisions de la justice.

Conformément à cette manière de voir, la Cour d'Orléans (2) a infirmé le jugement; elle se contente, après avoir dit le vrai caractère de l'inaliénabilité, d'affirmer, comme une constatation hors de doute, que l'obligation de payer a pour cause la réparation, dans la mesure du possible, d'actes très quasi-délictueux; il importe peu, dit-elle, que les arrêts invoqués aient beaucoup parlé de l'article 1142 et pas du tout de l'article 1382; en effet, si toute obligation de faire se résout en dommages et intérêts, ce n'est pas seulement celle qui résulte d'un contrat mais aussi celle qui résulte d'un quasi-délit. Les deux articles se complètent sans s'exclure le moins du monde.

(1) M. FLOUËST, dans les conclusions susdites, n'a pas manqué d'adresser une exhortation du genre pathétique au prince de Beaufremont pour lui conseiller la modération et la sagesse.

(2) 26 décembre 1878, S. 79, 2, 97, D. 79, 2, 49.

Cette dernière observation est très exacte ; elle perce à jour le système adverse qui consiste à établir une séparation absolue entre les domaines de ces deux articles ; ce n'est pas en invoquant le premier qu'on peut éviter le second.

Toujours pour ce motif, la Cour de cassation rejette le pourvoi (1).

Nous ne saurions trop approuver cette jurisprudence. Elle n'est pas seulement conforme au bon sens, elle fait aussi et surtout une très juste application des principes sur la dotabilité d'une part et la responsabilité d'autre part. Une obligation née d'un jugement inexécuté, lorsque ce jugement ne fait qu'appliquer lui-même une injonction légale, a certainement le caractère quasi-délictueux (2). Elle doit donc atteindre la dot, encore que, si l'on ne veut pas aller jusqu'à voir dans ce paiement, avec la Cour d'Orléans, la réparation du préjudice, on se contente de lui trouver pour cause une faute caractérisée.

INEXÉCUTION DES DEVOIRS IMPOSÉS PAR LA LOI AUX ÉPOUX

Il s'agit d'une femme condamnée aux dépens, dans un procès de divorce où elle a été défenderesse. La question est de savoir si, un simple délit ou quasi-délit même civil étant retenu contre elle, elle doit payer sur sa dot les dépens de l'affaire.

(1) Cass., 10 juin 1879, D. 80, 1, 418, S. 79, 1, 419. En ce sens, DESCHAMP, *op. cit.*, p. 267 et suiv.

(2) La femme s'est mise en faute par le fait de sa résistance. La Cour semble bien le dire, on ne voit pas bien les raisons de la critique que lui adresse le commentateur de DALLOZ (D 79, 2, 49).

La Cour d'Amiens (1) l'estime, elle reconnaît qu'en la cause, les faits reprochés sont délictueux au premier chef et affirme qu'en tout cas la non observation des obligations imposées par la loi aux époux constitue au moins un délit ou quasi-délit civil.

C'est la seule chose qui nous intéresse dans cet arrêt récent. Quant à la nécessité du dol et des manœuvres frauduleuses que l'on a essayé d'introduire dans l'affaire, la jurisprudence tout entière semble l'écarter, nous l'avons vu, dans les fautes commises hors des contrats (2).

ENGAGEMENT D'UN PROCÈS TÉMÉRAIRE

Il y a bien des façons de faire tort à autrui ; l'une des plus adroites consiste à se servir de la justice, soi-disant sauvegarde des droits de chacun, pour chercher à faire tort à son adversaire, ou l'importuner sans réflexion et sans prudence. On s'est donc demandé si un procès imprudent pouvait être une faute et dans quel cas il se trouvait d'être pour la dot une occasion d'amoindrissement.

Les arrêts semblent en général se contenter d'une étourderie grossière sans exiger la mauvaise foi, sans exiger même que le tribunal ait prononcé la condamnation aux dépens à titre de dommages et intérêts. Les espèces sont très différentes.

D'abord quiconque perd son procès est condamné aux dépens, mais tous ceux qui perdent leur procès ne sont pas coupables de l'avoir engagé. Ils ont pu très sincèrement se

(1) Amiens, arrêt infirmatif, 1^{er} décembre 1898, D. 00, 2, 207.

(2) Il va sans dire qu'il ne s'agit pas ici de faute dans la passation du contrat de mariage.

croire dans leur droit et n'ont certainement rien à se reprocher. En supposant une entière bonne foi de leur part faut-il décider que les dépens s'imputeront sur la dot ?

Comme il ne s'agit pas ici d'acte illicite constituant une faute, la réponse à la question ne nous intéresse plus. Qu'il nous suffise de dire qu'on s'accorde à laisser la dot intacte.

Voilà pour les cas ordinaires ; mais il est des procès qui peuvent constituer des fautes. Ils peuvent être tellement imprudents qu'ils revêtent ce caractère ; ils peuvent être de cynique mauvaise foi : à plus forte raison sont-ils alors des actes défendus. Enfin le Tribunal peut avoir constaté cette mauvaise foi, il peut même avoir spécifié qu'elle faisait encourir des dommages-intérêts.

Quels cas constituent des fautes et des fautes engageant la dot ?

La Cour de cassation a jugé qu'un procès engagé très témérairement (ce sont ses expressions) constituait un quasi-délit, que les dépens pouvaient donc se recouvrer sur la dot (1).

On ne parle pas ici de mauvaise foi, on constate simplement que le procès était des plus imprudents.

M. Guillouard (2) estime, que pour qu'il en soit ainsi, il faut que la condamnation aux dépens ait été prononcée à titre de dommages et intérêts à raison de la mauvaise foi.

Basnage disait déjà qu'on ne peut donner à la femme le droit de faire impunément de mauvais procès (3).

On a également fait remarquer qu'on peut commettre le

(1) Cass., 24 avril 1861, S. 61, 1, 784. D. 61, 1, 255.

(2) IV, n° 2092 ; *contra*, SEGRET, *op. cit.*, p. 127 et suiv.

(3) Sur coutume de Normandie, art. 536.

quasi-délit aussi bien comme défendeur que comme demandeur (1).

La Cour de Grenoble (2) a jugé que, lorsque la femme a très bien pu de bonne foi croire à son bon droit, il n'y a aucun quasi-délit; mais cet arrêt ne parle pas de témérité inexcusable.

On a jugé également (3) qu'un second procès intenté par la femme en séparation de corps, apprécié par le tribunal, qui a eu à l'examiner, avec sévérité, constituait un procès téméraire, quasi-délit caractérisé. Ce cas est intéressant car la juridiction qui avait débouté de la demande ne prononçait pas de dommages-intérêts et ne parlait pas elle-même de quasi-délit.

On a prétendu (4) que la Cour de cassation appelée à statuer sur ce cas avait implicitement laissé entendre que seul le premier arrêt condamnant aux dépens avait le droit de qualifier l'action de quasi-délit. Nous ne voyons rien dans son arrêt qui paraisse infirmer le dire de la Cour de Riom. D'ailleurs l'appréciation de cette Cour n'a rien qui ne soit très exact puisque le premier arrêt n'avait pas eu à statuer expressément sur la question de faute.

Il va sans dire que tout procès perdu n'est pas téméraire au sens juridique du mot. Un ancien arrêt de 1849 (5), en cassant celui de Grenoble qui semblait assimiler la perte d'un procès à un quasi-délit, rappelle que les dépens ne

(1) DALLOZ, Rép. XIV, n° 3756.

(2) 15 décembre 1864, S. 65, 2, 78.

(3) Riom, 16 janvier 1886, D. 88, 1, 49, S. 88, 1, 269.

(4) Note dans SIREY, 88, 1, 289.

(5) Cass., 19 mars 1849, cassation, S. 49, 1, 365.

sont qu'un remboursement et non une réparation. Evidemment l'impardonnable imprudence du plaideur n'avait pas été assez mise en lumière par les arrêts précédents.

Enfin, à propos d'un arrêt déboutant une femme de sa demande en séparation de corps sans dire qu'elle avait agi abusivement et sans condamnation à dommages et intérêts, il a été reconnu que les caractères du quasi-délit n'étaient pas de la sorte suffisamment établis (1).

Evidemment c'est une question de fait (2).

En résumé, nous ne croyons pas que la mauvaise foi évidente soit nécessaire (3), une étourderie lourde doit arriver au même résultat (4). Que le juge ait expressément énoncé que dans son esprit les dépens aient été considérés comme une réparation, nous n'en voyons pas non plus la nécessité (5). Il faut cependant se garder de voir partout une témérité suffisante.

Quoi qu'on en ait dit, la jurisprudence ne paraît pas, comme on a pu le voir, des plus fixement établie.

FAUTES DANS UN QUASI-CONTRAT

Avant d'examiner les fautes que la femme peut commettre dans un contrat ou à son occasion, il convient de remarquer que, dans un quasi-contrat, elle peut très bien aussi

(1) Pau, 1^{er} août 1887, D. 89, 2, 110.

(2) Il n'est pas prouvé malgré M. SEGRET (p. 129) que l'arrêt de cassation (19 juillet 1887), qu'il cite, considère comme délictueux tout procès perdu de ce genre.

(3) En ce sens, Cass., 24 avril 1861, S. 61, 1, 784, D. 61, 1, 255 ; Riom, 16 janvier 1886, D. 88, 1, 49, S. 88, 1, 269.

(4) En sens contraire, DESCHAMP, *op. cit.*, p. 267 et suiv., citant AUBRY et RAU.

(5) *Contra* DESCHAMP, *ibidem*. En ce sens les arrêts cités plus haut.

commettre des actes répréhensibles qui changent la nature de son obligation et peuvent engager la dot.

Les auteurs l'ont, du reste, fait remarquer. L'exemple que l'on présente le plus souvent est l'acceptation d'une succession. La femme, qui, avant que les créanciers aient pu prendre des mesures conservatoires, dissipe les valeurs du cujus ou les soustrait, devrait être tenue sur sa dot de la réparation du dommage qu'elle cause de la sorte. Ces condamnations là ont évidemment un acte illicite pour base, leur exécution doit rester en dehors du principe de l'inaliénabilité dotale (1).

On peut supposer aussi le cas du paiement de l'indu où la femme aurait présenté un faux acte de cession de créance (2). Evidemment, alors, la fraude est si caractérisée et le délit intentionnel si apparent que la solution n'est pas douteuse.

FAUTES DANS LES CONTRATS

Nous venons de voir les actes répréhensibles commis en dehors de toute espèce d'engagement pouvant avoir un caractère contractuel, mais les plus délicats sont ceux qui, au contraire, touchent de près ou de loin à une obligation volontaire, ceux qui, en un mot, ont eu pour occasion ces contrats par lesquels la femme ne pouvait compromettre les biens dotaux, et en vue desquels, par cette raison, elle n'a pas

(1) Cf. SERIZIAT, *De la dot*, p. 158, n° 132 ; DALLOZ, Répertoire XIV, n° 3748 ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822 et s. Comparez un cas analogue, Rouen, 18 janvier 1822, S. 25, 2, 162.

(2) DALLOZ, RODIÈRE et PONT, référ. de la note précédente.

hésité à essayer de tourner cette loi dont elle ne voulait pas supporter la gêne.

En effet, c'est très souvent pour se débarrasser d'une protection lourde et inopportune que la femme a recours à des actes ou à des abstentions que ses co-contractants lui reprochent ensuite. Ceux-ci qui ont été trompés en traitant se retournent contre elle pour lui demander réparation; mais comme la loi a eu précisément pour but de ne pas permettre à celle-ci de s'engager, on est en droit de se demander si on ne rend pas ses précautions vaines en appliquant à la femme coupable les règles strictes de la responsabilité.

Ce sont donc deux principes qui vont s'enchevêtrer et se combattre l'un l'autre : d'une part, incapacité pour la femme de compromettre sa dot en passant un contrat; d'autre part, droit du tiers à n'être pas trompé et frustré dans le contrat qu'il passe de bonne foi. Il est entendu que tout le monde est bien averti que les créances volontairement consenties à une femme dotale n'auront pas d'autre garantie que ses paraphernaux, mais tout le monde aussi a le droit de n'être pas induit en erreur par des affirmations inexactes ou dépouillé par des manœuvres injustes.

On voit déjà une source de nouvelles difficultés. Dans toutes les hypothèses que nous examinions jusqu'ici, l'acte indélicat ou la faute reprochés à la femme étaient l'acte prévu par les articles 1382 et suivants, on l'a appelé la faute délictuelle. Or, dans celles que nous abordons, on s'est demandé d'abord si la faute reprochée était celle-ci ou s'il ne s'agissait pas tout simplement de ce qu'on appelle par opposition faute contractuelle. Comme beaucoup établissent entre l'une et l'autre des différences importantes, comme certains font de la seconde une catégorie tout à fait à part, incapable

d'entraîner les mêmes responsabilités que la première, il s'en est suivi des fluctuations d'abord et des distinctions ensuite entre les degrés de perversité des dites fautes commises à l'occasion des contrats; on a reconnu le caractère de quasi-délit aux unes et pas aux autres et la question des diverses espèces de fautes, ainsi que celle de la nature du quasi-délit sont demeurées embrouillées sans qu'on soit en théorie bien tombé d'accord.

Pour mettre un peu d'ordre dans l'examen de ces diverses espèces, un classement s'impose. La faute reprochée a pu être commise lors de la conclusion du contrat ou après, à propos de son exécution. C'est de la première que nous nous occupons d'abord.

FAUTE COMMISE DANS LA CONCLUSION DU CONTRAT

Voici comment les choses se passent d'ordinaire. Un tiers et une femme se disposent à contracter un engagement, mais le tiers ne sait pas exactement à quoi s'en tenir : par suite d'une fraude savamment ourdie ou d'une simple erreur de la part de sa co-contractante, il se trompe sur la situation de celle-ci, sur sa fortune, sa capacité. Cette erreur, qu'il découvre ensuite, lui a causé le plus souvent un préjudice parce qu'il s'est engagé, alors que mieux renseigné, il se serait bien gardé de le faire. Ce préjudice, peut-il le faire réparer par la dot ?

La jurisprudence a eu très souvent à s'occuper de ces questions-là et à décider si la dot devait être atteinte. Les tiers ont été amenés à traiter, parce qu'ils ont été trompés sur la capacité de la femme, sur le caractère dotal du bien,

objet du contrat, sur la propriété de ce même bien, sur la solvabilité de la partie, ou sur l'existence d'hypothèques pouvant grever ses propriétés. Autant de cas que nous avons maintenant à envisager.

Toutefois, avant d'entrer dans les détails assez compliqués, essayons de tracer une ligne d'ensemble. Il est toujours dangereux de prêter à la jurisprudence des vues unanimes, à plus forte raison sur ce point. Il résulte cependant de presque tous les arrêts qu'elle ne se contente plus ici de la simple faute quasi-délictuelle ordinaire : pour elle maintenant, le quasi-délit c'est l'intention de nuire reconnue à une série de manœuvres dolosives dont le tiers a été victime et aux effets desquelles un homme d'une prudence ordinaire ne pouvait point échapper : on exige souvent aussi que la faute paraisse vraiment personnelle à la femme parfaitement consciente du tort qu'elle fait.

En examinant ces décisions on peut voir qu'il n'y a pas conformité entre elles ; on peut voir aussi qu'il y a eu des façons bien diverses d'apprécier un même cas.

Erreur sur la capacité

En contractant, les époux déclarent qu'ils se sont mariés sans contrat. C'est, a dit la Cour de Rouen, un quasi-délit caractérisé, et, comme on ne doit établir aucune différence entre les quasi-délits commis ou non à l'occasion d'un contrat, la dot doit supporter la réparation (1). Cet arrêt déjà

(1) 21 mai 1853, D. 53, 2, 148, S. 56, 2, 428.

ancien, confirmatif d'ailleurs d'un jugement du tribunal de la même ville (1), laisse supposer très nettement deux solutions importantes : 1° qu'une déclaration inexacte suffit, et 2° qu'il n'y a pas de distinction à établir entre les circonstances où s'est produite la faute entraînant responsabilité. Nous verrons que cette jurisprudence est loin d'avoir été suivie.

Tout au contraire, l'espèce jugée par la Cour de Paris, le 13 avril 1868 (2), renferme des circonstances d'où la Cour a induit d'abord la mauvaise foi de la femme et surtout ses manœuvres pour tromper les tiers malgré eux. Il s'agissait d'une vente d'immeuble dotal que les acquéreurs ne croyaient pas tel. On a reconnu chez la femme l'intention de les induire en erreur par ce fait qu'elle avait changé de notaire sans motif apparent, d'abord pour donner une procuration nécessaire, ensuite pour donner décharge du prix de l'immeuble vendu. Elle espérait de la sorte empêcher ses acquéreurs de découvrir la vérité. Ceux-ci, qui négligent alors les formalités de la purge, sont fondés à exciper du dol de leur adversaire, ils ne pouvaient pas se méfier et contrôler ses dires. Il va sans dire que nous supposons toujours accomplies les formalités édictées par la loi de 1850. Si elles ne l'avaient pas été, la question ne se poserait même pas. Quel était donc le but de la femme en agissant de la sorte ? De se procurer de l'argent liquide et non directement de faire tort aux acquéreurs ; mais le but importe peu, comme elle leur cause évidemment un préjudice considérable en venant ensuite se faire colloquer pour ses reprises

(1) Du 7 janvier 1853.

(2) *Revue du Notariat*, X, n° 2288, confirmatif de Meaux, 19 décembre 1866.

sur le prix d'un immeuble qu'ils ont cru libre, elle en doit réparation.

Voilà donc un arrêt qui permet de faire fléchir le principe de la dotalité : 1° parce que la femme a non seulement commis un mensonge, mais encore des manœuvres frauduleuses ; 2° parce que les tiers n'ont pas pu se préserver du piège qui leur était tendu.

Ces deux principes sont importants. On peut dire que le premier est presque universellement reconnu. Il faut, pour engager la dot, que l'erreur soit la conséquence du dol manifeste caractérisé par des manœuvres frauduleuses capables d'induire en erreur. Nous sommes bien loin de la simple faute, du quasi-délit tel qu'on l'entend d'ordinaire. La protection de la femme reprend le dessus ; une affirmation de sa part ne suffit plus.

Les décisions sont légion ; voici une femme qui dit n'avoir que des paraphernaux, elle peut s'être trompée : pas de recours contre elle (1). Une autre hypothèque un immeuble et relate dans le contrat les principales clauses de son contrat de mariage (2). Une autre se trompe en relatant les clauses du contrat (3), ou n'a pas compris l'importance de ses dires (4) ou, se disant mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, alors qu'en réalité une communauté d'acquêts était jointe au régime dotal, a pu se tromper de bonne foi (5). Il se peut aussi qu'elle ne soit pas coupable,

(1) Toulouse, 12 juin 1860, S. 60, 2, 545, D. 61, 2, 35.

(2) Lyon, 22 février 1867, D. 67, 2, 80.

(3) Grenoble, 21 janvier 1863, *Revue du Notariat*, IV, n° 680, confirmatif de Valence, 20 mars 1862.

(4) Nancy, 2 août 1862, D. *Suppl. au répertoire*, IV, p. 246.

(5) Limoges, 5 décembre 1883, S. 85, 2, 160, D. 84, 2, 179, confirmatif.

étant censée sous l'influence de son mari lorsqu'elle a fait la fausse déclaration (1), ou étant trompée peut-être elle-même par la très grande ambiguïté du contrat (2). Dans tel autre cas, la faute est peut-être au notaire (3), ou à la trop grande confiance de la femme (4). Un arrêt récent de la Cour de cassation fait consister le quasi-délit dans les manœuvres frauduleuses (5).

Pourtant un arrêt antérieur (1877) (6) est très nettement contraire. Il n'exige aucune espèce de manœuvres ; pour lui le mensonge suffit.

C'est là, en effet, un tiers parti : ou il suffit pour la femme d'avoir fait une fausse déclaration, ou il faut, de plus, qu'elle ait menti étant de mauvaise foi (7), ou il faut de plus enfin qu'elle se soit livrée à des actes coupables destinés à tromper. De ces trois solutions, il paraît que la troisième prévaut (8).

Beaucoup s'y rangent et ceux qui ne le disent pas expressément semblent la sous-entendre. Les manœuvres viennent engager la responsabilité (9).

MM. Lecourtois et Surville se rallient à cette solution

(1) Lyon, 19 mai 1886, S. 88, 2, 134.

(2) Lyon, 3 février 1883, D. 83, 2, 142.

(3) Grenoble, 19 février 1901, S. 02, 2, 96, D. 01, 2, 367, infirmatif.

(4) Alger, 21 juillet 1898, D. 99, 2, 148.

(5) Après Nîmes, 19 février 1892 ; Cass., rejet, 5 février 1894, S. 95, 1, 21, D. 94, 1, 416.

(6) Cass. rejet, 4 juillet 1877, S. 77, 1, 455, D. 78, 1, 55 ; avaient jugé en ce sens : Nice, 15 janvier 1876 et Aix, 16 août 1876.

(7) Bordeaux, 20 janvier 1893, D. 93, 2, 517, S. 94, 2, 32, semble se contenter de cette circonstance.

(8) Entre autres arrêts plus récents et plus nets : Cass., 5 février 1894 ; Alger 21 juillet 1898 ; Lyon, 3 février 1883, cités ci-dessus.

(9) V. SEGRET, *op. cit.*, p. 109 et s.

et trouvent exagéré de rendre la femme responsable d'une faute commise sans mauvaise foi ni intention de nuire (1). Celle-ci ne peut suffire que si elle n'a rien de contractuel. M. Labbé constate que la jurisprudence n'est pas unanime, certains arrêts se contentant d'une déclaration mensongère (2), mais il paraît croire que cette divergence tient à la divergence des espèces et se range à l'opinion plus générale à laquelle le mensonge ne suffit pas.

Pour lui, en effet, de même que le mineur ne peut, par une simple déclaration de majorité, faire obstacle à la restitution qui lui est due (3), de même la femme dotale ne pourrait, en faisant simplement une énonciation mensongère, se priver du bénéfice accordé par la loi à celles qui ont adopté le régime dotal. Cette remarque est certainement conforme à l'esprit de la loi. Il ajoute que la question est aussi beaucoup de savoir si l'erreur du tiers était invincible (4). Ce sera un point à examiner.

M. Deschamp (5) admet, au contraire, que le simple dol ou mensonge suffit pour engager la dot.

La question qui, prise sans cet angle simplifié, ne laisse pas que d'être discutée, n'est pas d'ailleurs aussi simple qu'elle le semble de cette façon. On a reconnu au débat d'autres éléments d'une grande importance, et ceux-ci, en rendant l'examen plus complexe, en changeant la solution. La femme, qui est en cause d'une façon nominale, n'a souvent eu qu'une part minime dans l'affaire qu'on lui reproche, et on

(1) III, p. 349 et s.

(2) SIREY sous Pau, 82, 1, 249.

(3) Art. 1307, Code civil.

(4) *Ibidem*, S. 82, 1, 249.

(5) *Op. cit.*, p. 203 et s.

ne doit pas oublier, dit-on, qu'elle a dû agir sous l'influence de son mari; elle est censée n'avoir contracté que d'après son conseil ou même sur son ordre. De plus, ajoute-t-on, pour savoir dans quelle mesure elle est responsable vis-à-vis du tiers, il importe de connaître quelle est la part de responsabilité de celui-ci dans le dommage dont il est victime. La théorie de la double faute trouve ici sa place naturelle, et c'est ainsi que nous revenons à la seconde condition exigée par l'arrêt cité plus haut, du 13 avril 1868, savoir que le tiers n'ait pas pu éviter le piège qui lui était tendu.

C'est donc l'erreur invincible qu'exige cette jurisprudence. Tous les arrêts de la demandent pas pour prononcer la responsabilité. Tel déclare que, rien ne prouvant que l'on a pu facilement se renseigner sur l'état réel de la capacité, il y a lieu de faire payer par la femme sa mauvaise foi évidente (1).

Un arrêt de Lyon retient une faute du tiers, pour dégager la femme (2), un autre (3) retient le fait qu'il ne s'est pas renseigné, un autre, qu'on lui avait cependant donné tous renseignements à ce nécessaires (4). La question de la faute du tiers est également traitée dans un arrêt de Nancy (5).

Il n'y a donc pas de doute sur ce point, nous ne sommes pas en présence d'une responsable ordinaire, mais d'une responsable privilégiée. Ceux qui vont traiter avec elle doivent se méfier, s'entourer de précautions pour n'être pas victimes de leur imprudence. On a même parlé, nous l'avons vu, de la nécessité d'une erreur invincible.

(1) Cass., 4 juillet 1877, S. 77, 1, 455, D. 78, 1, 155.

(2) 3 février 1883, D. 83, 2, 142.

(3) Grenoble, 19 février 1901, S. 02, 2, 96, D. 01, 2, 367.

(4) Alger, 21 juillet 1898, D. 99, 2, 148.

(5) 2 août 1862, D. *Suppl. au répert.*, IV, p. 246.

Ce serait, dans cette dernière opinion, exiger que le tiers se fût trouvé dans une impossibilité matérielle de se rendre compte de la vérité? Nous croyons qu'il faut entendre l'erreur nécessaire d'une façon plus large et qu'en fait la nécessité de cette condition n'a pas l'importance qu'elle semble avoir. Il s'agit d'une impossibilité morale ou plutôt d'une prudence ordinaire sans que l'on veuille exiger du contractant des enquêtes et contre-enquêtes de nature à évincer toutes les ruses possibles et imaginables d'une femme de mauvaise foi. Nous comprenons ainsi l'arrêt de Nîmes de 1892 (1), confirmé par la Cour suprême, et l'arrêt plus ancien de Paris (2). C'est ce que M. Deschamp (3) appelle la bonne foi du tiers. Il fait à ce sujet une distinction fort juste entre les divers cas où peut s'apprécier cette bonne foi, plus facile à admettre si la femme cache son mariage que si elle trompe sur sa capacité de femme mariée, la loi ayant établi dans ce cas une série de mesures de publicité. Dans quelle hypothèse le tiers est-il de bonne foi, dans quelle autre ne l'est-il plus? C'est une question réservée à la souveraine appréciation des juges qui verront si la confiance était vraiment justifiée (4). Nous nous éloignons, il semble, de l'erreur invincible du co-contractant, il ne s'agit presque plus chez lui que d'une sage prudence (5).

Arrivons aux arguments provoqués par l'influence du mari sur sa femme et par l'état de dépendance au moins

(1) 19 février 1892, Cass., 5 février 1894, D. 94, 1, 416, S. 95, 1, 21.

(2) 13 avril 1868, *Rev. du Notariat*, X, n° 2288.

(3) P. 203 et s.

(4) DESCHAMP, *loc. cit.*

(5) M. l'avocat général Rouland parle de l'erreur invincible et nécessaire. Cela ajoute-t-il quelque chose à l'idée commune? (Sous Cass., 23 nov. 1852, S. 52, 1, 769, D. 52, 1, 264).

nominal de celle-ci. Ils entrent dans plus d'un arrêt et témoignent du désir de la jurisprudence de respecter, par delà la lettre d'un contrat, le véritable esprit qui l'a inspiré. Ils se résument en ce principe que la femme n'est déclarée responsable que lorsqu'il appert de certains indices que ce n'est pas son mari qui a vraiment agi ou l'a fait agir sans qu'elle sût ce qu'elle faisait. Nous retrouvons là cette idée de protection spéciale qui domine la loi aussi bien que la jurisprudence.

Elle est très nettement exprimée dans l'arrêt de Lyon du 19 mai 1886 (1). Il s'agissait de deux époux qui s'étaient conjointement engagés pour 28.000 francs. L'arrêt émet en principe que la femme s'engage d'ordinaire avec son mari pour renforcer son crédit et qu'elle n'est pas responsable des énonciations que son mari peut seul surveiller. La chose est vraie le plus souvent, mais le tiers souffre de son côté; quoi qu'il en soit, l'intérêt de la femme doit l'emporter. En fait l'arrêt déclare que rien ne témoigne de la complicité consciente de la femme et la renvoie indemne.

Cette habitude de la femme de s'en rapporter à ce que fait son mari est proclamée par jugement du tribunal de Valence (2), confirmé par la Cour de Grenoble (3). Les juges n'ont pas cru trouver, dans les faits de la cause, la preuve que la femme ait vraiment compris ce qui s'était passé.

Voici une femme qui en s'engageant solidairement avec son mari se dit commune en biens. La Cour de Nancy ne veut la tenir pour responsable que si elle a clairement manifesté sa volonté propre, et, comme en l'espèce elle la juge

(1) S. 88, 2, 134.

(2) 20 mars 1862.

(3) 21 janv. 1863, *Revue du Notariat*, IV, n° 680.

tellement soumise à l'autorité de son mari que si elle a compris ce qu'elle faisait elle n'a agi que sous une influence à laquelle elle ne pouvait résister, elle la déclare indemne. C'est qu'un autre point de vue a frappé les juges : le mari a bien pu tenter, par ses manœuvres malhonnêtes, d'éluder la prohibition légale et d'aliéner indirectement une dot qu'il ne pouvait engager directement. Si réellement les choses se présentent sous cet aspect et que la complicité de la femme ne paraisse qu'une comédie arrangée pour tromper la justice, on ne saurait trop refuser de se prêter à ces subterfuges, mais il n'en est pas moins vrai que le principe reste entier, à savoir que la femme doit payer sur sa dot le préjudice causé aux tiers par son dol, lorsque ceux-ci n'ont pas de reproches à se faire, lorsque celle-là est vraiment coupable, quand bien même son but aurait été de violer sciemment une loi qui la gêne (1). Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point. C'est donc dire en définitive, qu'il faut pour que la femme soit réputée complice que sa complicité résulte d'autre chose que de sa présence à l'acte (2).

Remarquons enfin que, le plus souvent, le but immédiat des trompeurs n'est pas d'aliéner la dot, mais tout simplement d'inspirer aux prêteurs une fausse confiance, quitte à se retrancher après coup, et ils ne s'en font pas faute, derrière le bénéfice de dotalité qu'ils ont essayé de détourner de son véritable but (3).

(1) Nancy, 2 août 1862, D. *Suppl. au Répert.*, IV., p. 246.

(2) Lyon, 3 février 1883, D. 83, 2, 142.

(3) Conf. rapport BAYLE-MOULLARD, S. 52, 1, 769.

Erreur sur la nature dotale du bien

Nous avons examiné des espèces où l'erreur des tiers portait sur la capacité de la femme dotale que ceux-ci croyaient mariée sous un autre régime ou même ne croyaient pas mariée du tout. Il s'en est présenté d'autres, où la femme au lieu de se faire passer pour commune en biens, par exemple, avait présenté un de ses biens comme paraphernal et surpris de la sorte la bonne foi de ses co-contractants (1).

Nous assisterons à l'application des mêmes principes.

Un cas bizarre s'est présenté, il y a déjà plus d'un demi-siècle, qui a été l'objet de vives controverses et n'a pas peu contribué à fixer la jurisprudence sur toutes ces matières. Les époux mariés sous le régime dotal avec communauté d'acquêts avaient, en garantie d'une constitution de rente, consenti hypothèque sur trois immeubles. Il s'agissait de dissimuler la dotalité de ceux-ci. Comme ils venaient d'être achetés pendant le mariage et qu'ils devaient en partie servir de remploi à une somme de 5.000 francs, et comme d'autre part on en revendait une autre partie, celle qui se trouvait être conquêt de communauté de par le contrat, on dissimula la vente de cette partie, et par un simili-règlement par devant notaire on feignit de faire porter la dotalité sur la partie déjà vendue et de considérer comme conquêt ce qui restait bien la propriété de la femme, mais sa propriété dotale. Lorsqu'à la réclamation du créancier hypothécaire, il fut argué de la dotalité du bien, celui-ci accusa les époux de collusion pour le tromper et pour lui donner

(1) Cf. SEGRET, *op. cit.*, p. 109 et suiv. ; DESCHAMP, p. 203 et suiv.

une hypothèque qu'ils savaient bien n'avoir aucune valeur. Le Tribunal de Caen, puis la Cour de Caen, puis la Cour de cassation condamnèrent la femme (1) comme coupable de dol caractérisé.

La Cour suprême remarquait dans ses motifs que l'aliénation indirecte de la dot provenait bien du quasi-délit (2) et pas de la volonté des époux qui ne cherchaient rien moins que ce résultat.

D'autres avaient eu recours à un autre procédé pour présenter comme aliénable un bien dotal : ils avaient fait rendre un jugement et une expertise judiciaire sans valeur : on a jugé qu'il y avait là le même quasi-délit (3).

Par contre, une erreur d'appellation commise par une femme qui donne à tel bien le nom de propre sans spécifier qu'il est dotal ne saurait engager la dot conformément à la jurisprudence déjà examinée (4).

Ces sortes de fautes ont pour but de déterminer à traiter ; mais on a vu des femmes non plus dissimuler une dotalité existante mais bien inventer une dotalité qui n'existait pas, et ce, pour enlever un gage aux créanciers de leur mari (5).

Ce genre de manœuvre n'a plus le même caractère, mais il a les mêmes conséquences dommageables et doit entraîner la même responsabilité.

(1) Caen, 30 juin 1851 et 24 juillet 1851 ; Cass., 23 nov. 1852, D. 52, 1, 264, S. 52, 1, 769.

(2) Voyez une hypothèse plus simple où la conséquence fut la même. Montpellier, 2 mai 1854, S. 54, 2, 687.

(3) Voyez Pau, 3 mars 1853, S. 56, 2, 430, D. 53, 2, 148.

(4) Rouen, 28 mars 1881, D. *Suppl. au Rép.*, IV, n° 1249, S. 82, 2, 41.

(5) Cf. Cass., 19 janvier 1886, D. 86, 1, 440, S. 89, 1, 212 rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de Caen, 20 décembre 1884. La femme avait en l'espèce simulé un remploi anticipé pour faire passer pour dotal un bien qui ne l'était pas.

Erreur sur la propriété

Celle-ci est plus rare; car se faire passer pour propriétaire d'un immeuble appartenant à autrui est une fraude qui, d'une part, exige plus d'adresse et, d'autre part, témoigne d'une plus grande malignité; c'est pour cette seconde raison, sans doute, que nous ne trouvons pas d'exemple où les tribunaux, dans ce cas, aient dégagé la responsabilité de la femme coupable.

A côté d'espèces plus banales (1) nous en citerons une plus curieuse parce qu'avant de tromper le tiers, on avait réussi à tromper la justice. Pour emprunter de l'argent, on a eu recours à ce procédé : faire passer pour bien dotal une terre appartenant au mari et se faire autoriser par jugement à contracter sur cette terre un emprunt hypothécaire. On comprend que, l'intrigue découverte, jugement et obligation ont été annulés, mais le prêteur perdant son gage se retourne contre son emprunteuse qui, convaincue de manœuvres frauduleuses, est condamnée sur sa dot (2).

(1) Toulouse, 13 août 1851, D. 54, 5, 264.

(2) Cass., 16 février 1880, S. 81, 1, 351, D. 81, 1, 296. Cet arrêt renferme un attendu dont on a le droit de s'étonner, savoir qu'il n'y a pas à considérer si, avec plus ou moins de prudence, le tiers aurait pu éviter le dommage. Cela est en contradiction avec les autres arrêts et spécialement l'arrêt postérieur de la Cour de cassation cité plus haut (Cass., 5 février 1894, D. 94, 1, 416, S. 95, 1, 21). Nous considérons que la Cour a émis cette opinion eu égard aux circonstances très spéciales de l'affaire où il ne s'agissait pas, à proprement parler, d'un tiers induit en erreur, mais bien d'un tribunal, et où l'erreur portait sur le propriétaire de l'immeuble et non sur sa capacité.

Erreur sur la solvabilité

Nous rangeons sous cette rubrique les cas où les tiers ont été induits en erreur sur l'étendue des reprises matrimoniales. Il est certain que cette erreur-là peut entraîner comme les autres une responsabilité, mais, en fait, dans les deux cas à examiner, la jurisprudence n'a pas trouvé réunies les circonstances aggravantes qu'elle exige pour la prononcer. Elle a cru reconnaître, au contraire, soit une imprudence de la partie adverse, soit une certaine bonne foi de la femme dans ses fausses déclarations.

Premier exemple : dans un acte d'emprunt, deux époux parlent des reprises dotales protégées par l'hypothèque légale comme ne dépassant pas la somme des apports, mais ils négligent de citer une succession échue depuis à la femme et dont le mari a touché les deniers. Evidemment le crédit du mari se trouve diminué d'autant, le tiers frustré se retourne contre la femme et veut faire payer par la dot le dommage que lui cause cette fausse déclaration.

L'autre espèce est toute récente (1901). Il s'agit d'une femme qui, après séparation de biens, cède à un tiers ses reprises matrimoniales par préférence. Or, il se trouve qu'elle n'a aucune reprise à exercer : naturellement la partie déçue se retourne contre celle qui l'a trompée et veut se faire payer sur la dot.

Dans le premier cas, la femme fut mise hors de cause parce qu'elle ne parut pas s'être rendu compte de l'inexactitude de ses dires (1).

(1) Caen, 12 mai 1874, confirmatif, D. 75, 2, 184.

Dans le second, le résultat fut le même, les juges n'ayant pas retenu de fraude manifeste avec intention de nuire. L'arrêt de la Cour de cassation est du 26 novembre 1901 (1), il est intéressant parce qu'il ne considère pas comme suffisante la simple erreur de la femme contractante : il est muet sur les manœuvres frauduleuses, mais s'il ne les exige pas expressément, il ne dit pas non plus qu'on puisse s'en passer.

*** Erreur sur le Passif hypothécaire**

Au lieu de se tromper sur l'étendue des reprises, le tiers peut se faire une fausse idée des hypothèques grevant les biens de celui avec lequel il contracte engagement. La femme affirme dans l'acte que les biens de son mari sont grevés de son hypothèque légale jusqu'à concurrence de 2.000 fr. Or, à l'ordre, on découvre de nouvelles hypothèques. La femme convaincue de mensonge personnel est condamnée sur sa dot (2), bien qu'il n'y ait guère de traces de véritables manœuvres. L'arrêt d'ailleurs est très ancien.

Faute due à l'imprudence de la femme sans erreur du tiers

FOLLE ENCHÈRE

Dans l'examen des situations diverses où peuvent se trouver les gens qui viennent de traiter avec une femme dotale, nous arrivons à une sorte de faute particulière qui,

(1) Rejet après Toulouse, 1^{er} mars 1900, D. 1902, 1, 44, S. 1902, 1, 139.

(2) Cass., 23 novembre 1852, arrêt de rejet après l'arrêt de Caen du 4 mars 1852, confirmatif du tribunal de Caen du 30 avril 1851, D. 52, 1, 267, S. 52, 1, 778.

bien que née à l'occasion de la conclusion du contrat, et ayant même contribué à le faire naître, ne peut être considérée comme le motif déterminant de l'engagement du tiers par suite de son erreur. Nous avons vu la femme tromper son adversaire sur sa capacité, ses droits, ses biens ou sa solvabilité et le déterminer ainsi à avoir confiance en elle-même, mais nous voici en face d'un cas spécial, assez fréquent, celui où la femme se portant adjudicataire d'un bien mis en vente et se trouvant incapable de le payer, fait tort au vendeur du bien remis en vente à sa folle enchère et racheté moins cher qu'auparavant. Peut-il y avoir là une faute suffisamment caractérisée pour engager la responsabilité? Dans quel cas paraîtra-t-elle assez grave? Voilà des questions soumises à la jurisprudence et dont s'est, à son tour, occupée la doctrine.

Au tout premier abord, elles ne laissent pas de sembler oiseuses. Tout le monde peut s'engager au delà de ses forces et tout débiteur malheureux n'a pas de quasi-délit à son actif. Mais s'il arrive souvent qu'on se croie plus riche que l'on est, il arrive aussi parfois, et, le cas s'est rencontré, que, se sachant en dessous de ses affaires, on n'ait pas hésité cependant à risquer de faire tort à autrui.

La jurisprudence a eu à s'occuper des deux hypothèses. De ses décisions assez nombreuses, il ressort unanimement que si, en se portant adjudicataire, la femme a commis une simple fausse manœuvre, une erreur de spéculation, la dot n'en doit pas souffrir (1), puisque la dotalité a justement

(1) Cass., 21 août 1848, rejet après Agen, 15 décembre 1847, S. 48, 1, 542, D. 48, 1, 211 ; Cass., 15 juin 1864, portant cassation de Paris, 30 août 1861, S. 64, 1, 363, D. 64, 1, 374 ; Pau, 2 juin 1880, D. 81, 2, 1, S. 82, 2, 249 ; Riom, 16 mars 1842, confirmatif d'Aurillac, 25 mars 1891, S. 93, 2, 146 ; Agen, 20 décembre 1893, confirmatif de Mirande, 23 mai 1893, S. 94, 2, 250, D. 94, 2, 92.

été établie pour la protéger. Cette dernière idée se trouve implicitement admise par les arrêts. Mais si, au lieu de constituer une erreur, le fait de s'être portée adjudicataire indique chez la femme la ferme intention de nuire à autrui en se rendant propriétaire d'un bien qu'elle sait ne pouvoir payer, la réparation du préjudice souffert pourra être réalisée sur la dot (1). Un jugement et un arrêt d'ailleurs cassés sont seuls à mettre la simple imprudence sur le même rang que le dol (2).

Il est juste de reconnaître que le tiers frustré n'avait pas de moyen de se prémunir contre le dommage qui pouvait le menacer ; mais cette considération ne paraît pas suffisante pour entraîner toujours la responsabilité de la femme, car la dotalité a pour but de la protéger, même au détriment des tiers (3).

On doit d'ailleurs considérer l'adjudication comme un véritable contrat et la faute que commet la femme, en ne payant pas son prix, n'est pas autre chose qu'une de ces fautes nombreuses dont on peut se rendre coupable dans tout contrat et contre lesquelles la dotalité doit préserver celles qui l'ont stipulée (4). Reste à savoir s'il n'y a pas une vraie méchanceté dans ce qui semble n'être qu'un malheur.

(1) Agen, 6 février 1865, D. 65, 2, 93, S. 65, 2, 240 ; Riom, 2 juillet 1892, S. 93, 2, 147 ; Chambéry, 11 août 1868, D. 69, 2, 135.

(2) Pau, 9 novembre 1860, et Pau, 30 août 1861, cassés, S. 64, 1, 363, D. 64, 1, 379.

(3) Cf. Pau, 2 juin 1880, S. 82, 2, 249, D. 81, 2, 1. En sens contraire, Pau, 9 novembre 1860 et 30 août 1861, S. 64, 1, 363, D. 64, 1374, cassés.

(4) Cette idée est énoncée dans nombre d'arrêts, entre autres Cass., 21 août 1848, S. 48, 1, 542, D. 48, 1, 211 ; Cass., 15 juin 1864, S. 64, 1, 363, D. 64, 1, 379 ; Pau, 2 juin 1880, S. 82, 2, 249, D. 81, 2, 1 ; Riom, 16 mars 1892, conf. d'Aurillac, 25 mars 1891, S. 93, 2, 146 ; Agen, 20 décembre 1893, S. 94, 2, 250, D. 94, 2, 92.

On a bien tenté de soutenir que cette obligation de payer la différence entre les deux prix d'adjudication ne pouvait avoir d'autre source que l'obligation de payer des dommages et intérêts assumée, hors de tout contrat, par quiconque s'est rendu coupable d'un dommage à l'égard d'autrui. Mais il faudrait aller plus loin et se demander comment la femme s'est mise dans cette obligation. Et on ne peut pas ne pas répondre que c'est en se rendant adjudicataire, en contractant un engagement, en passant un contrat, pour parler plus clair, et que la vraie source de sa seconde obligation réside bien dans cette acquisition malheureuse (1).

Le régime dotal doit justement mettre la dot de la femme à l'abri de spéculations hasardées.

Passons aux exemples.

Ordinairement c'est d'une vente des biens du mari qu'il s'agit. Celui-ci fait de mauvaises affaires, il voit ses biens saisis et prêts à être vendus aux enchères; pour tenter d'échapper au démembrement de sa fortune, il cherche un prête-nom qui rachètera ses immeubles. C'est sa femme qui endosse l'opération : elle se porte adjudicataire; au moment de payer, elle est dans l'impossibilité de le faire, et, sur folle enchère, l'immeuble est revendu avec une grosse différence. Les créanciers poursuivants réclament ladite différence à la femme coupable de collusion frauduleuse puisqu'elle savait ne pouvoir payer, et sa dot, qui ne peut servir à acquitter une imprudente acquisition, paiera le tort volontairement causé aux créanciers de son mari (2).

(1) Cf. Rapport de M. MESLADIER sous Cass. dans S. 48, 1, 542.

(2) Agen, 6 février 1865, D. 65, 2, 95, S. 65, 2, 240.

Une autre fois, les tribunaux remarquent que, en se portant adjudicataire, la femme n'avait aucune bonne raison d'agir de la sorte, parce que les enchères avaient atteint un prix qui suffisait à la remplir de ses reprises. Elle n'avait agi que par suite d'un concert frauduleux et savait bien qu'elle ne pouvait payer (1).

Cette connivence avec le mari a été aussi remarquée dans un arrêt ancien par la Cour de Chambéry (2).

Souvent, avons-nous dit, cette intention frauduleuse n'est pas évidente : on s'est basé, pour la dénier, sur ce fait que le tiers avait parfaitement cru d'abord que l'acquisition pourrait être payée et que la femme s'était trompée tout comme lui (3).

Toute cette jurisprudence est, en général, approuvée par les auteurs. MM. Lecourtois et Surville la citent (4). M. Guilouard (5) suppose le cas où la femme a voulu nuire aux créanciers du mari. Il nous semble que l'on doit assimiler l'hypothèse où c'était là son but direct, à celle, ou sans avoir directement cette intention immédiate, elle est cependant arrivée au même résultat par sa mauvaise foi. M. Labbé (6) accepte cette manière de juger. M. Deschamp (7) cite l'arrêt de Pau, du 2 juin 1880 (8), dont nous avons déjà parlé et n'en accepte pas les motifs. C'est un arrêt où la femme est

(1) Riom, 2 juillet 1892, confirmatif de Clermont, 4 nov. 1891, S. 93, 2, 147.

(2) Chambéry, 11 août 1868, D. 69, 2, 13.

(3) Riom, 16 mars 1892, confirmatif d'Aurillac, 25 mars 1891, S. 93, 2, 146.

(4) III, p. 349 et suiv.

(5) *Contrat de mariage*, IV, n° 2091.

(6) Note sous Pau, 2 juin 1880, S. 82, 2, 249.

(7) *Op. cit.*, p. 210 et suiv.

(8) S. 82, 2, 249, D. 81, 2, 1.

renvoyée hors de cause. M. Deschamp prétend que le tiers ne pouvait pas se prémunir contre cette perte pour la bonne raison qu'en ces sortes de contrats on ne choisit pas sa contre-partie, et qu'il n'y a donc pas imprudence de ce côté. Il peut donc n'y avoir, dit-il, de la part de la femme qu'une faute minime, mais il y a toujours une faute qui doit se payer sur la dot.

C'est, à notre avis, faire une trop large part à l'idée que le tiers peut exiger réparation, quand il n'y a pas eu imprudence de sa part. Si la femme n'est pas de mauvaise foi, il est absolument certain qu'elle se trouve engagée dans un véritable contrat et dans un contrat malheureux pour elle. On ne saurait y découvrir autre chose et la mauvaise situation du tiers, si triste soit-elle, ne suffit pas à faire fléchir le principe de la dotalité institué pour les contrats. Ce n'est pas la faute de la femme s'il y a des contrats où l'on ne choisit pas sa contre-partie, et va-t-on, parce qu'elle est dotale, l'empêcher d'y figurer ?

Usage frauduleux de l'article 1558 du Code civil. Fausse destination des deniers prêtés

Nous terminerons cette revue de fautes commises à l'occasion de la conclusion d'un contrat par un cas très curieux, qu'il était fort difficile d'insérer dans une de nos précédentes catégories et qui vaut la peine d'être examiné.

C'est bien encore d'un tiers induit en erreur qu'il s'agit, mais son erreur a une cause toute particulière. La femme, pour se faire autoriser à emprunter par hypothèque sur sa dot, s'était rendue coupable de manœuvres qui avaient

trompé le tribunal, et elle avait ensuite fait des deniers empruntés un usage différent de celui auquel ils semblaient destinés.

Le Tribunal de Trévoux a rendu un jugement sur ces matières (1). Les époux Brodet avaient introduit devant le tribunal de cette ville une demande en autorisation d'emprunt hypothécaire pour effectuer de grosses réparations dans les immeubles dotaux. On sait, en effet, qu'aux termes de l'article 1558, § 5 du C. C., le tribunal peut autoriser, pour grosses réparations indispensables, l'aliénation de la dot. Statuant sur cette demande, le tribunal avait singulièrement réduit la somme que réclamaient les époux Brodet et autorisé l'emprunt jusqu'à concurrence de 8.000 francs, montant des travaux à effectuer (2). En conformité avec ce jugement, la dame Corneloup avait prêté 3.000 francs et hypothèque lui avait été consentie sur le bien, par acte passé par devant M^e Morel, notaire à Anse (Rhône), le 2 juillet 1884.

Or, quatorze ans après, l'héritière de la dame Brodet assignait les légataires universels de la dame Corneloup en mainlevée d'hypothèque. Son système était celui-ci : la prétendue nécessité de grosses réparations n'était qu'un leurre destiné à tourner la prohibition, par la loi, de l'aliénation de la dot ; les deniers n'avaient pas suivi du tout la destination qu'on en attendait ; on se trouvait en présence d'une violation pure et simple de l'article 1554 du Code civil ; l'engagement n'avait aucune valeur, l'hypothèque également.

(1) Aff. Brodet, épouse Sécland contre Poizat et consorts, 6 décembre 1898.

(2) Jugement du 24 avril 1884.

En présence de ces dires qui ne laissaient pas d'être embarrassants, le tribunal eut recours au principe adopté par notre jurisprudence : savoir que le délit et le quasi-délit caractérisés engagent la dot. Il déclara qu'on ne pouvait pas juridiquement nier, après le jugement de 1884, qu'il y avait alors pour 8.000 francs de travaux à faire, que les prêteurs n'avaient pas à regarder si on les avait bien exécutés, qu'on n'avait guère précisé et qu'on n'avait pas absolument établi qu'il y ait eu faux emploi. D'ailleurs, si la situation présentée comme vraie en 1884 était inexacte, s'il y avait beaucoup moins de travaux à faire qu'on ne l'a cru, il y avait dol de la femme, qui, par obligations, pièces mensongères, comptes inexacts, avait trompé tribunal et prêteur, et ce dol, d'après la jurisprudence, engageait la dot. Bref, la dame Sécland, héritière de la dame Brodet, fut déboutée de sa demande. En instance d'appel, les parties transigèrent.

Evidemment, en tant qu'il laisse la dot souffrir du dol de la femme, ce jugement est conforme à la jurisprudence vue jusqu'ici. Il est pourtant permis, quelque indiscutable que soit la science juridique bien connue de son rédacteur, de se demander s'il ne fait pas trop bon marché de l'inaliénabilité dotale. Nous savons que la femme n'est pas reconnue responsable, si sa participation directe et personnelle n'est pas prouvée par les faits de la cause. Que si, au contraire, c'est le mari qui, désireux d'avoir de l'argent liquide, s'est efforcé de donner une entorse à la loi, c'est singulièrement l'aider que d'abandonner la dot à son malheureux sort et déclarer la femme coupable alors que son mari a rêvé de la dépouiller. Toute la question est là; ne se rend-on pas complice en admettant un peu à la légère la responsabilité

de celle qui, au fond, est la première victime de ces manœuvres, et, si le prêteur peut se considérer comme couvert par l'autorisation du tribunal, la dot, elle, ne doit-elle pas, encore plus, se considérer comme à l'abri de toutes les tentatives de dissipation directes ou indirectes, grâce aux mesures de protection rigoureuse dont notre législation l'entoure?

RÉPARATION DU PRÉJUDICE

Dans les cas que nous venons de voir, où la femme reconnue coupable d'avoir trompé les tiers en passant un contrat est condamnée sur sa dot, il s'agit évidemment d'un véritable préjudice causé par sa faute, et toute réparation, suivant les principes généraux du droit, consiste en paiement de dommages et intérêts. Le tout est de savoir ce que seront ces dommages et intérêts, c'est-à-dire ce que l'on regardera comme préjudice.

On connaît l'ingénieuse distinction établie par Ihering au cas de nullité d'un contrat, dans les dommages et intérêts dus par l'auteur responsable de cette nullité. Ils peuvent représenter le préjudice simplement subi, par le fait que le contrat n'a pas existé, ou comprendre, d'une façon plus étendue, tout ce que ce contrat aurait rapporté, s'il avait été valide. C'est quelque chose d'analogue dans le premier cas au *damnum emergens*, et dans le second, au *lucrum cessans* des casuistes. A un point de vue sinon identique, du moins assez semblable, on peut se demander si les dommages et intérêts, imputables sur la dot au cas de contrat vicié par la faute de la femme, seront purement et

simplement l'équivalent de l'objet du contrat illicitement signé, et si la condamnation aura pour but de donner une sanction à un acte dénué d'autorité, une valeur à un acte qui n'en a pas. En effet, si le juge condamne à payer la somme promise objet du contrat, il ne fait que reconnaître purement et simplement l'obligation contractée et alors que devient l'incapacité dotale? Au contraire, ces dommages représenteront-ils seulement le tort réellement fait au tiers sans qu'on ait à suivre servilement le chiffre de l'engagement? Alors l'incapacité de la femme est respectée : le contrat par elle passé reste sans force, seule sa fraude entraîne ses conséquences. On comprend que, bien que la distinction semble un peu subtile, et bien que, en adoptant les deux systèmes, on arrive souvent au même résultat, il puisse très bien arriver aussi que le montant du contrat et du tort réellement subi ne soit pas du tout le même et que la distinction ait, par le fait, une grande valeur.

Le doute ne nous paraît pas possible : la façon même dont la question se pose exige que l'on ne fasse payer à la dot que le préjudice subi réellement et pas autre chose (1). Pourquoi la femme est-elle déclarée responsable ? est-ce parce qu'elle ne fait pas honneur à sa signature librement donnée? Pas du tout, c'est parce que, par malice, elle a commis un acte défendu qui a fait du tort à autrui. Cette fraude, les tribunaux en exigent la réparation, mais ils ne peuvent, sous ce prétexte, assimiler une réparation à l'exécution d'un engagement défendu par la loi elle-même, malgré la femme et dans son intérêt.

Il se peut donc, pour arriver à ce résultat, que les juges

(1) Cf. Rapport de M. BAYLE-MOUILARD, S. 52, 1, 769, D. 52, 1, 264.

maintiennent une vente ou ordonnent une restitution ou une indemnité. Pourtant, même si le contrat sort, en fait, son plein et entier effet, il ne sera pas la cause de l'obligation nouvelle, il n'aura pas retrouvé une existence qui lui a toujours manqué à raison de l'incapacité de la femme. Cette distinction a sa valeur : s'il s'agit d'une constitution d'hypothèque, par exemple, le créancier ne pourra se prévaloir du droit de préférence et du rang qu'il lui aurait donné. Bref, s'il y a aliénation de la dot, il y aura toujours aliénation au moins forcée, et celle-ci proviendra de la faute de la femme et non de sa volonté : ce sera l'œuvre de la justice, ce ne sera pas celle des particuliers.

Appendice. — Preuve

Il va sans dire que la preuve est à la charge de celui qui prétend faire fléchir le principe de l'inaliénabilité dotale. La femme est couverte par la protection légale jusqu'à plus ample informé. La règle ordinaire « *onus probandi incumbit ei qui agit* » doit trouver ici son application. Ce principe incontestable est d'ailleurs très nettement formulé dans un arrêt de la Cour de Caen du 12 mai 1874 (1).

FAUTE COMMISE A PROPOS DE L'EXÉCUTION D'UN CONTRAT

Nous entrons dans une autre série d'hypothèses plus délicates peut-être.

La femme dotale s'est engagée, et, dans sa conduite lors de la passation de l'acte ou de l'accord des volontés, rien ne s'est rencontré de répréhensible, elle n'a trompé personne, elle

(1) D. 75, 2, 184.

n'a pas commis de manœuvres, le contrat est régulier. Seulement, si aucune difficulté ne s'est élevée alors, il va s'en produire à propos de l'exécution, et, à ce moment, la femme déclare qu'elle ne veut rien entendre, qu'elle ne veut pas donner suite à son engagement ; on la poursuit, elle va être condamnée à payer... ; oui..., mais la dot sera-t-elle responsable de cette inexécution dolosive ?

C'est la faute à propos de l'exécution ou plutôt de l'inexécution du contrat.

Nous pensons, en théorie, qu'une faute de ce genre ne saurait atteindre la dot parce qu'elle est liée au contrat. Nous donnerons, après avoir énoncé l'opinion de la doctrine d'ailleurs conforme, les raisons qui paraissent militer en sa faveur. La jurisprudence, après un examen rapide de ses espèces, nous paraîtra entrée dans cette voie et, par le détail de ses arrêts, nous permettra de suivre l'application du principe à des cas assez curieux où il était malaisé de distinguer si la faute était vraiment adhérente au contrat ou si elle se rattachait plutôt au principe posé par l'article 1382 du Code civil.

Pour M. Labbé, lorsqu'on se trouve en face d'une inexécution injuste d'un contrat, il s'agit d'une faute commise dans un contrat, d'une faute contractuelle, l'inaliénabilité s'applique (1). M. Guillouard est du même avis (2) pourvu que, en contractant, la femme ait été de bonne foi, car, dit-il, c'est alors l'engagement contractuel qui est la vraie raison de son obligation. Quant à MM. Lecourtois et Surville (3), ils font une distinction d'un autre genre et qui

(1) III, p. 349 et suiv.

(2) IV, n° 2096.

(3) Sous Pau, 2 juin 1880, S. 82, 1, 249.

n'est pas sans finesse. Ils sont d'accord sur le point principal : la condamnation prononcée par les tribunaux ne frappera pas la dot, pourvu qu'elle consiste exactement dans le montant de l'obligation contractuelle, sans quoi sa source est différente, c'est un quasi-délit qui engage la dot.

Posons à notre tour nettement la question. Nous voulons savoir si la condamnation encourue à la suite de l'inexécution d'un contrat et de son inexécution dolosive va faire fléchir le principe de l'inaliénabilité dotale. La première chose est alors de rechercher la source de cette condamnation. Vient-elle d'une imprudence ou d'un méfait quelconque ? Elle vient de ce qu'après s'être engagée la femme refuse de s'exécuter. Mais, dira-t-on, il y a là un dol, une injustice, une mauvaise foi punissables ? Sans doute, mais en quoi consiste cette mauvaise foi ? A refuser de s'acquitter d'une obligation volontairement consentie des deux côtés. Si vous ne vous étiez pas engagée, on ne vous demanderait rien, on vous laisserait tranquille, c'est donc parce que vous êtes enchaînée dans les liens d'un contrat qu'on vous condamne à payer.

Or, la dot ne doit pas souffrir d'un engagement.

Mais allons plus loin, le principe légal ne doit pas être un vain mot et la thèse contraire n'en laisserait rien subsister. S'il suffit de refuser de s'acquitter pour voir sa dot aliénée, on arrivera à la saisir dans tous les cas, car, même si l'on exige le dol, il sera assez malaisé de savoir si vraiment la femme ne peut ou ne veut pas payer : c'est une porte ouverte aux réclamations continuelles et c'est une brèche au principe qui n'y résisterait pas. La dot doit être épargnée directement et indirectement, le tiers sait ou doit

savoir, en traitant, qu'il n'y a, en aucune façon, à compter sur elle pour obtenir ce qui lui sera dû. Pourquoi aller la rechercher ensuite, et arriver à ce résultat au moins singulier que le contractant doit préférer un refus d'exécution dolosif à un malheur de son adversaire, puisque dans le premier cas son gage est plus étendu ? Il vaut mieux reconnaître qu'un pareil système manque de base : le tiers n'est pas dans une situation fâcheuse, la dot n'existait pas pour lui et il était libre de ne pas traiter.

La jurisprudence est entrée dans cette voie ; la première espèce que nous examinerons et dont la solution amena un résultat opposé ne renferme rien de contradictoire.

La princesse de Beauffremont est encore partie en cause. Elle était en difficulté avec un certain Cuvier qui l'assigna devant le Tribunal de Tours en lui faisant deux sortes de réclamations. La première fut jugée souverainement par la Cour d'appel, la seconde portée en Cour de cassation.

Voici la première :

M. Cuvier avait vendu à la princesse de Beauffremont un certain nombre de têtes de bétail moyennant un prix à fixer, ces bêtes furent livrées et estimation devait en être faite après leur tradition entre les mains de l'acquéreur. Mais, une fois en possession du bétail, la princesse se refusa obstinément soit à en faire l'estimation, soit à le rendre, et, bien mieux, elle alla jusqu'à en dissiper une partie.

Cuvier fit saisir la dot pour se payer des dommages et intérêts et de l'indemnité pour retard que lui avait accordés le tribunal. La dot a-t-elle été valablement saisie ? Oui, disent le tribunal et la Cour d'Orléans (1).

(1) 13 mars 1884, conf. de Tours, 11 décembre 1883, S. 86, 1, 5.

C'est, disent les juges, que la princesse de Beaufremont n'est pas coupable d'inexécution d'un contrat, mais d'une faute toute différente. Est-elle liée dans un engagement contractuel, refuse-t-elle de payer des bêtes achetées, de s'acquitter d'une obligation consentie? Pas du tout, il n'y a pas encore de contrat passé, puisque aux termes de l'article 592 du Code civil, la vente n'est pas parfaite et la marchandise est toujours la propriété du vendeur (1). Cette détention d'objets qui appartiennent à un tiers est donc frauduleuse et constitue un véritable dol, un délit ou quasi-délit caractérisé et non pas une faute de non-exécution d'un contrat. Même il n'y a pas à rechercher si le vendeur a manqué de prudence, parce qu'il s'agit d'un dol indépendant et se suffisant à lui-même.

On le voit, cet arrêt ne prétend pas faire supporter par la dot le refus d'exécuter un contrat passé avec qui que ce soit. Il affirme le contraire, seulement, à l'aide d'une distinction assez subtile, il dit ne pas se trouver en présence d'un cas semblable. M. Deschamp (2), qui accepte le dispositif de l'arrêt, en repousse les motifs; pour lui, cette distinction entre la faute dans un contrat et celle qui n'y est pas attachée n'a pas de valeur et l'argument, qui consiste à ne pas voir de contrat en cette affaire, manque de base puisque les pourparlers ont été engagés dans ce but. Peu importe qu'ils n'aient pas abouti. Nous verrons d'ailleurs que M. Deschamp n'admet pas la théorie soutenue plus haut sur l'irresponsabilité de la dot dans l'inexécution du contrat.

(1) Art. 1592 : « Il (le prix) peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers, si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente. »

(2) *Op. cit.*, n^{os} 84 et suiv., p. 210.

Vraiment, comment assimiler les pourparlers en vue d'un contrat avec le contrat lui-même, sans amener une confusion et une injustice regrettables ? Une femme ne peut contracter un engagement valable sur sa dot, mais elle ne peut pas non plus, sous ce prétexte, tendre des pièges à des tiers et les dépouiller avant d'avoir même traité. S'il en était ainsi, on ne pourrait plus adresser la parole à une femme dotale sans craindre de la voir vous opposer la dotalité au cas où l'on serait victime de ses faits et gestes, ou on ne pourrait plus parler d'affaires avec elle de peur qu'elle n'en profitât pour vous faire du tort et qu'elle ne se retranchât ensuite derrière son incapacité dotale pour refuser réparation.

Le but de la loi est de protéger la femme contre ses imprudences ou celles de son mari lorsqu'elle ou lui contractent avec autrui, mais pas de leur donner un rempart contre les justes réparations d'une conduite immorale. Simplifions les choses et prenons un exemple plus frappant. Une femme, désirant se procurer des bijoux, s'en fait envoyer pour en choisir. Elle fait son choix et reste débitrice du montant de son achat. Si elle ne paie pas ensuite, le bijoutier ne pourra s'en prendre à sa dot : elle ne rentre pas dans son gage. Mais, si, au lieu de choisir les bijoux, la femme en garde la moitié, vend le reste, et refuse toute restitution ou toute indemnité, dirons-nous qu'elle a passé un contrat et que son régime matrimonial la protège ? Non. Nous dirons qu'elle a injustement dilapidé le bien d'autrui et nous ferons payer à sa dot, comme au reste, la réparation du dommage. Le régime dotal n'a pas été inventé pour ce cas-là, mais pour celui où il y a de part et d'autre engagement parfait et bien déterminé.

Passons à la seconde espèce en même temps examinée à Orléans (1).

M. Cuvier avait fait à la princesse de Bauffremont un prêt de 10.000 francs. Il était convenu entre les parties que le remboursement serait opéré par une livraison de bestiaux pris dans le troupeau du domaine de Fontenailles, suivant une estimation que l'on ferait alors. La princesse, une fois faite l'estimation, ne livre rien. Le créancier, nanti d'un jugement, fait saisir la dot. Il voit faire opposition à cette saisie.

Le même jugement, vu plus haut, valide celle-ci, mais il est réformé par la Cour, par ces motifs que les dommages et intérêts, auxquels est condamnée M^{me} de Bauffremont, pour sa résistance, proviennent d'un contrat; qu'à vrai dire, on peut rencontrer, dans une résistance de ce genre, de vrais éléments du délit de l'article 1382 C. C., mais que, quels que soient les agissements condamnés, ils sont bel et bien une audacieuse violation d'un contrat, ce qui ne permet pas d'attaquer la dot.

Sur pourvoi, la Cour suprême rend un arrêt de rejet, en constatant non un quasi-délit, mais une inexécution frauduleuse d'un contrat, et, par conséquent, de la part de la Cour, une exacte application de la loi.

Cette affaire, assurément délicate, fut la source d'une foule de discussions. Approuvé par M. Labbé (2), cet arrêt fut vivement attaqué par M. Deschamp (3), qui semble considérer plusieurs circonstances assez étrangères à la cause, comme la bonne foi de la princesse ou l'imprudence du

(1) Sous Cass., 13 mars 1884, S. 86, 1, 5, D. 86, 1, 11.

(2) Dans SIREY.

(3) *Op. cit.*, p. 210 et suiv.

tiers. Dans son rapport très clair (1), M. le conseiller Demangeat rappelle l'opinion de Demolombe (2), d'après lequel, l'infraction à une obligation individuelle vis-à-vis d'un tiers n'est pas un délit au sens technique, et les dommages-intérêts qui la sanctionnent sont une conséquence de ce lien spécial de droit. Sans doute, dit M. Demangeat, il peut y avoir des exceptions : tel est le cas d'un locataire qui incendie son immeuble, mais, dans le cas proposé, il n'y a qu'une inexécution dolosive et le dol ne change rien à la nature de l'infraction. On peut ne pas exécuter un contrat, et cela d'une façon inique, sans avoir commis une faute de l'article 1382.

Tout ceci est singulièrement fort (3), tout ceci prouve même davantage. On avait prétendu que la condamnation à tant par jour de retard, prononcée contre la débitrice (4) qui refusait de s'exécuter, devait s'imputer sur la dot, parce que c'était une sanction de la désobéissance à la justice. Peut-être, mais pourquoi la justice l'obligeait-elle à payer ? Parce qu'elle était liée (5). De même, on voulait que les dépens jouissent du même avantage comme résultant d'un procès injuste. On n'avait oublié qu'une chose : que le procès se faisait tout simplement pour inexécution d'un contrat.

M. Labbé voudrait que l'inaliénabilité fléchît toutes les fois qu'elle servirait à amener un enrichissement au détriment des tiers.

(1) Dans SIREY.

(2) *Contrats*, VIII, n° 450.

(3) « Nerveux et solide », dit M. LABBÉ dans SIREY.

(4) M^{me} de Beaufremont avait été condamnée, en effet, à payer une certaine somme pour son retard à s'exécuter.

(5) On peut constater la conformité parfaite entre cet arrêt et celui cité plus haut, p. 43, au sujet des astreintes.

Le paiement ne pourrait pas être poursuivi sur la dot si les deniers avaient été dissipés, il pourrait l'être, s'ils avaient augmenté la dot. Le principe est rationnel, il est équitable, mais peut-il bien s'appliquer au régime dotal en particulier ? Est-ce bien une incapacité ordinaire, et la loi qui dit : « *Minor restituitur non tanquam minor sed tanquam læsus* » a-t-elle laissé entendre quelque chose de semblable pour la femme dotale ? Et si la femme n'avait que des biens dotaux, pourquoi lui a-t-on prêté ?

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence, qui se dessinait ainsi, a été suivie. Nous pouvons citer deux arrêts postérieurs qui appliquent cette solution. La simple inexécution dolosive d'un contrat n'a pas le caractère d'un quasi-délit. L'un date de 1886 (1), l'autre de 1890 (2). Nous ne pensons pas qu'on puisse regretter de voir les tribunaux engagés dans cette voie. On ne saurait trop se montrer exigeant pour dépouiller la femme d'une protection de ce genre. Le voulût-elle, elle n'aurait pas, par une résistance malhonnête, le droit d'arriver indirectement à une aliénation défendue.

Au surplus, la distinction entre les cas où il s'agit d'une inexécution et ceux où il n'y a qu'un quasi-délit caractérisé exige de la part des tribunaux une grande largeur de vues. On peut trouver les deux hypothèses coexistantes : il suffit de les démêler et, dans ce cas, ne pas hésiter à protéger la femme. C'est ainsi que ceux, qui, comme M. Labbé (3), découvrent dans la dissipation des bestiaux livrés, constatée dans la première espèce de la Cour d'Orléans, une vio-

(1) Lyon, 19 mai 1886, S, 88, 2, 134.

(2) Toulouse, 13 mars 1890, confirmatif d'un jugement de Foix, 23 février 1889, D. 90, 2, 343.

(3) Cité par DEMANGEAT sous SIREY, 86, 1, 5.

lation du contrat de dépôt, reconnaissent aussi dans ce fait un délit manifeste et spécial, indépendant du contrat, l'aliénation frauduleuse du bien d'autrui. Ils condamnent donc la dot. C'est du reste faire servir à ce cas particulier l'opinion de M. Larombière (1) sur le double genre de faute qu'on peut trouver dans un même fait.

APPENDICE

APPLICATION DE LA RESPONSABILITÉ PAR VOIE D'EXCEPTION

Après avoir étudié le principe de la responsabilité civile de la femme pour le délit et le quasi-délit dont elle s'est rendue coupable, il ne faut pas oublier de constater sous quelle double forme ce principe peut être appliqué.

Nous en avons déjà vu des exemples. La femme, dont la dot est saisie sur la poursuite d'un de ses créanciers et qui fait opposition à cette saisie, se voit contrainte à céder à son action, s'il vient prouver qu'elle a commis un dol. Mais on peut rencontrer une autre hypothèse : c'est celle où la femme, coupable de manœuvres injustes condamnées par la jurisprudence, vient arguer de son incapacité dotale pour faire annuler une aliénation ou une renonciation qu'elle n'aurait pas eu le droit de consentir, mais que ses adversaires ont acceptées grâce à son propre quasi-délit.

On ne saurait, dans ce cas, dénier aux tribunaux le droit de rejeter cette demande.

(1) Sous SIREY, 86, 1, 5.

En effet, on ne reconnaît pas à une partie tenue à garantie le droit d'exercer envers celui qu'elle doit garantir une action dont le seul résultat serait d'obliger celui-ci à en intenter une autre pour réclamer cette garantie. Si la première action ne doit réussir qu'à en appeler une seconde, qui détruira l'effet de la première, elle ne doit pas être admise, pour éviter un circuit d'actions fâcheux. La formule qui consacre cette manière de voir est journellement appliquée : « *Quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio* » .

Comme toutes les autres, cette formule n'est qu'une application d'un principe général. Elle est donc de mise pour la responsabilité générale comme pour la garantie d'éviction. Rien ne s'oppose à ce qu'elle trouve sa place dans notre question. Elle établira entre la femme et le tiers lésé une compensation parfaitement juste. ,

Nous devons citer sur ce point un arrêt particulièrement précis où cette doctrine se dégage fort nettement d'autres considérations très embrouillées (1). Nous n'en retiendrons que ce qui nous intéresse. Une dame Guidicelli s'était, de concert avec son mari, rendue coupable de manœuvres dolosives qui avaient fait du tort à un tiers, au profit duquel elle avait renoncé à son hypothèque légale. Comme elle réclamait la nullité de cette renonciation, elle se vit imposer, par la Cour de Bastia, une fin de non-recevoir tirée du dol dont elle s'était rendue coupable, et la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt. En engageant sa dot par ses manœuvres répréhensibles, la femme

(1) Bastia, 8 avril 1878, confirmé par Cass., 10 mai 1882, D. 82, 1, 305.

était considérée comme s'étant privée elle-même du droit de la dégager ensuite.

La Cour suprême, du reste, nous a donné un exemple récent de cette jurisprudence (1). Pour se remplir des reprises qu'elle avait à exercer contre son mari, une femme Reboul avait fait opérer la saisie d'un immeuble dotal qu'elle avait auparavant cédé à un nommé Saltel; mais il va sans dire que, pour avoir pu arriver à cette aliénation sans éveiller les soupçons de l'acheteur, la dame Reboul avait eu recours à toute une suite de manœuvres des plus dolosives dont le résultat avait été de tromper complètement celui-ci sur la capacité de la venderesse et de l'empêcher de connaître la vérité. Aussi, la saisie fut-elle annulée pour ce motif que la dame Reboul, coupable de quasi-délit caractérisé, n'était plus recevable à se prévaloir d'un privilège qu'elle avait perdu par sa faute.

Tel est le principe. Reste aux tribunaux à considérer si le préjudice dont il est dû réparation au tiers n'est pas indemnisé trop amplement par ce refus d'action. C'est une question de mesure qui varie dans tous les cas. Il appartient au juge de la trancher d'une manière équitable, en ne perdant pas de vue que le dol de la femme n'a pas pour conséquence de la dépouiller du bénéfice de la dotalité dans les contrats qu'elle passe, mais seulement de la rendre responsable du tort qu'elle a pu causer à autrui.

(1) Cass., 5 février 1894, D. 94, 1, 416, S. 95, 1, 21, confirmatif de Nîmes, 19 fév. 1892; on peut rapprocher Amiens, 16 janv. 1894, D. 94, 2, 208.

COLLUSION DE LA FEMME AVEC DES TIERS POUR
COMMETTRE LE DOL ENTRAINANT L'INALIÉNABILITÉ
DOTALE. — INTENTION DE LA FEMME D'ALIÉNER
LA DOT.

En approfondissant cette question de savoir si, dans certains cas, la femme est ou n'est pas recevable à se prévaloir de ses privilèges, nous nous trouvons, en allant encore plus loin, en face d'hypothèses aussi compliquées qu'extraordinaires.

Nous nous demandons si, après avoir aliéné illégalement sa dot, grâce aux manœuvres concertées avec un complice qui ont induit l'acheteur en erreur, la femme a le droit d'en réclamer la valeur, non pas au tiers victime, mais au tiers complaisant qui a servi d'intermédiaire avoué dans la transmission des deniers, et si elle peut le faire sans qu'on puisse, pour lui dénier ce droit, lui opposer sa propre faute.

La jurisprudence a autorisé la femme à intenter cette action. Elle considère que la solution inverse permettrait l'aliénation indirecte de la dot. Voici le cas qui, il y a plus de soixante ans, a soulevé de grandes controverses.

Une femme s'était mariée en 1809 sous le régime dotal tempéré par la communauté d'acquêts : elle avait stipulé dans son contrat l'aliénation de ses immeubles moyennant emploi. En 1817, ayant besoin d'argent, les époux Forestier, — c'était leur nom, — décidèrent de se défaire d'un de leurs domaines pour la somme de 18.000 francs. L'acheteur exigea, pour payer, justification du emploi, mais comme ils n'en voulaient pas faire, les époux Forestier eurent

recours à ce système : ils simulèrent, de la part du mari, vis-à-vis d'un certain sieur Bathol-Choussy, une dette de 18.000 francs. En vertu de cette créance, Bathol-Choussy obtint la contrainte par corps vis-à-vis de son débiteur, et, pour tirer son mari de prison, la femme se fit autoriser à ne pas remployer la somme provenant de cette vente. L'acquéreur, qui se doutait du manège, fit tout ce qu'il put pour ne pas payer, mais, obligé de s'exécuter, il s'acquitta entre les mains du soi-disant créancier qui remit aux époux les 18.000 francs contre une décharge avouant nettement toute la fraude, mais sans avoir touché, quant à lui, un sou, pour récompense de sa complaisance.

Les époux Forestier morts, leurs enfants, parvenus à leur majorité, renoncent à la succession paternelle et intentent au sieur Bathol-Choussy, qui avait été leur subrogé-tuteur, une action en reddition du compte de la somme, provenant du domaine, touchée par lui, en imputant à sa fraude et à sa collusion le préjudice du détournement de cet immeuble. Celui-ci leur oppose sa décharge et s'offre à prouver que la dame Forestier a participé à cette fraude et que l'argent a servi, soit à payer d'autres dettes entraînant contrainte par corps, soit à une destination dont la femme a profité.

Le cas ne laissait pas que d'être épineux. Le Tribunal de Clermont, en admettant la demande des enfants, autorisa le défendeur à fournir la preuve offerte. Sur appel des deux parties, la Cour de Riom confirma ce jugement (1). Sur le pourvoi des enfants Forestier, la Chambre des requê-

(1) 27 février 1839. V. l'arrêt de cass. suivant.

tes admit leur demande (1) et la Chambre civile, malgré les conclusions contraires de M. l'avocat général Hello, cassa l'arrêt attaqué (2).

La question était de savoir si, malgré la complicité d'un tiers, on pouvait opposer à la femme, qui se retournait contre lui, la vieille maxime « *Nemo auditur turpitudinem suam allegans* ». L'arrêt de Riom pose nettement l'alternative et la résout par l'affirmative. Il constate qu'en fait, la vraie fraude a été commise par la femme, que, sans avoir eu à faire aucune démarche, le tiers s'est montré seulement complaisant ; il déclare en droit que la partie coupable de collusion à une fraude ne peut s'emparer de son œuvre pour faire anéantir ce qu'elle a consenti et que, coupable de quasi-délit, la femme ne peut se servir de son dol contre celui qui l'a aidée à le commettre, en alléguant contre lui sa propre turpitude.

La Cour suprême a vu les choses à un point de vue beaucoup plus général. Pour elle, le régime dotal protège les femmes malgré elles, en les empêchant d'aliéner, directement ou indirectement, leurs biens dotaux, et, lorsqu'on a frauduleusement créé une exception au principe, la femme ou ses enfants peuvent parfaitement exercer un recours contre l'auteur de la fraude. Que la femme ait coopéré à la fraude, peu importe, cela ne peut pas avoir plus d'effet qu'une aliénation pure et simple : autrement, pour tourner le régime dotal et ruiner la dot, il suffirait de faire participer la femme à des manœuvres frauduleuses. Il est d'ailleurs absolument inutile, pour qu'il soit responsable, que le

(1) Après rapport de M. le conseiller Lasagni et conclusions de M. l'avocat général Gillon.

(2) Cass., 25 juillet 1842, S. 42, 1, 753, D. 42, 1, 325.

tiers ait eu intérêt à l'affaire : en devenant complice il savait ce qu'il faisait.

Pour apprécier comme il convient ces motifs de l'arrêt, il faut se faire une juste idée de la situation réciproque des parties. Qui poursuivent les héritiers? Est-ce l'acquéreur, celui qui, si la vente était annulée, devrait payer deux fois et aurait bien le droit d'arguer du quasi-délit de la femme? Pas du tout, il n'est pas en cause, on ne peut donc pas dire qu'en donnant raison à ceux-ci, on ferait tort à un tiers lésé par la fraude et qu'on ferait profiter la femme de son dol à son égard. Nous ne sommes plus du tout dans la situation ordinaire d'une femme en présence de celui que ses manœuvres ont décidé à traiter. Nous avons, en face des héritiers, non celui en vue de qui la fraude a été commise, mais un individu qui est venu aider à la commettre, qui a permis de violer la loi et de diminuer la dot. Toutes les dissertations sur la malice de la femme, sur le tort qu'elle cause, sur le bon droit du contractant, sont ici hors de saison. Il ne reste que ce principe supérieur qu'on ne peut se prévaloir de sa faute, mais il reste aussi et au-dessus, cet autre principe que l'arrêt juge plus inflexible, à savoir que la femme ne peut, d'une façon ou d'une autre, donner son consentement à une aliénation de sa dot et qu'elle ne peut pas davantage commettre un dol pour y parvenir. Si la loi ne lui permet pas d'arriver à ce but par une fraude, on ne peut pas lui opposer cette fraude qui lui a permis de la tourner.

Les demandeurs en cassation ont très bien vu cette distinction et insisté sur le caractère de leur adversaire, sur son rôle et sur les actes parfaitement illégaux de leurs auteurs. Les défendeurs se sont lancés dans des considé-

rations qui nous semblent étrangères. Quant aux conclusions de l'avocat général, elles se basent, pour renvoyer le tiers hors de cause, sur ce qu'il n'a causé aucun préjudice et qu'il y aurait immoralité à accueillir la demande des héritiers. Aussi bien, le côté intéressant de l'affaire pour notre point de vue est de savoir si le quasi-délit de la femme est ici imputable sur la dot, c'est-à-dire s'il n'arrête pas l'action. La responsabilité, en fait, du tiers est d'un ordre différent. Nous ajouterons cependant qu'elle nous paraît peu douteuse. Celui-ci a certainement été coupable d'aider la femme à violer la loi et si cette violation a causé un préjudice, pourquoi n'en doit-il pas réparation, puisque les dispositions légales se sont justement préoccupées du cas où la femme tenterait de se faire du tort à elle-même, et lui ont donné le moyen de revenir sur ses fausses manœuvres et de ne pas en pâtir ?

En somme, cette jurisprudence est au plus haut point protectrice de la dot, et nous ne la croyons pas en contradiction avec celle qui fait supporter à la femme les conséquences de son quasi-délit parce que ce quasi-délit a causé à son adversaire un préjudice quelconque.

Cette intention que peut avoir la femme de commettre un quasi-délit pour obtenir de la sorte la vente de son fonds dotal a toujours préoccupé la jurisprudence. Dans le cas que nous venons de voir, la femme voulait tout simplement aliéner son bien en éludant la prohibition. Dans d'autres très différents et où il n'était plus question de tiers complice, on a prétendu qu'elle voulait éviter l'inaliénabilité en commettant une fraude; nous croyons qu'on doit apprécier autrement le mobile qui l'a fait agir. Sa véritable intention est, le plus souvent, non pas de commettre un

quasi-délit qui l'engage, car ceci ne lui servirait de rien puisqu'elle n'y aurait aucun profit, mais d'arriver par ce moyen à toucher de l'argent liquide dont elle saura faire usage. Aussi, n'est-il pas exact de dire qu'en la déclarant responsable on ira au devant de ses désirs, qu'on lui permettra d'atteindre le but illicite qu'elle s'était proposé. D'une part, en effet, si sa dot souffre, ce n'est pas parce qu'elle a voulu l'aliéner, c'est parce que chacun est responsable de sa faute. Et d'autre part, ce qu'elle voulait, ce n'était pas payer telle ou telle somme à autrui, mais disposer pour elle de telle ou telle autre (1). Au surplus la chose importe peu ; ce qu'il convient d'envisager, ce n'est pas la véritable intention de la femme, c'est la situation juridique du tiers ; il nous est assez indifférent que la femme ait vraiment voulu, dans son for intérieur, arriver à faire un cadeau à celui-ci, pourvu que nous ne puissions douter que ce dernier ait subi, de bonne foi, de la part de celle-là, un véritable préjudice.

(1) Cf. sur ces questions : Cass., 23 novembre 1852, D. 52, 1, 264, S. 52, 1, 769, et aussi Nancy, 2 août 1862, D. *Suppl. au Répertoire*, IV, p. 246.

CHAPITRE TROISIÈME

Contrats passés en vue de la réparation des fautes. Leur influence sur la dot

Sous ce titre, nous examinons la conséquence directe de l'adoption de notre théorie. Le délit et le quasi-délit engagent la dot : s'il en est ainsi, n'en est-il pas de même des obligations librement contractées par engagement contractuel, en bonne et due forme, dont la raison est précisément la réparation du préjudice causé par ces sortes de méfaits ? Au fond la chose reviendra au même, ce sera bien toujours le délit qui demeurera la véritable source de l'obligation, puisqu'en s'acquittant de sa dette, la femme éteindra au moyen d'une sorte de novation, si l'on peut ici employer ce terme, l'action qu'a contre elle la victime de sa mauvaise attitude. Doctrine et jurisprudence approuvent cette assimilation, pourvu que le juge puisse apprécier si l'objet du contrat n'est pas supérieur au préjudice subi. Il est assez difficile en somme de repousser cette solution qui semble satisfaire parfaitement le principe. C'est l'opinion très nettement exprimée par Marcadé (1), par Guillouard (2). Ce dernier exige l'autorisation du mari (3) ; comme elle est nécessaire pour les engagements contractuels de la femme, nous ne voyons pas de raisons de l'exclure ici. Il est bien

(1) VI, p. 67, II, n. 1.

(2) IV, n° 2006.

(3) Rapprochez SEGRET, p. 109 et suiv.

vrai que la femme s'en passe pour engager sa responsabilité par sa faute, mais elle ne peut pas s'en passer pour reconnaître qu'elle est coupable et ce sera bien cette responsabilité reconnue avec autorisation qui engagera vraiment sa dot. Nous citerons dans le sens de notre opinion MM. Lecourtois et Surville (1). Quant à M. Segret, il la cite, mais y reste étranger (2).

La jurisprudence, nous l'avons dit, a eu à s'occuper de la question. Elle l'a résolue dans ce sens. Nous avons sur ce point un arrêt de la Cour de cassation déjà ancien (3), et il ne paraît pas que, depuis, des cas analogues, tant il est peu naturel que les parties aient recours de leur plein gré à ce mode de régler leurs comptes, se soient souvent rencontrés.

En l'espèce qui remonte à 1870, il s'agissait d'un adultère. D'accord avec son mari qui s'engageait à ne pas la poursuivre et à ne pas lui réclamer de compensation, la femme avait fait à ses enfants une donation de 50.000 fr., consistant en biens dotaux, donation qui avait pour but de réparer, dans la mesure convenue, le préjudice causé par l'existence d'un enfant adultérin. Revenant sur sa donation, elle en réclama l'annulation comme portant sur des biens dotaux dont elle n'avait pas le droit de disposer, en arguant, pour répondre à ses enfants qui excipaient de son délit, qu'il n'en existait pas au point de vue juridique, puisqu'aucun jugement n'en avait constaté et n'avait fixé de somme pour la réparation du dommage.

(1) III, p. 349 et suiv.

(2) SEGRET, p. 109 et suiv.

(3) Cass., 20 juillet 1870, rejet, après Paris, 20 août 1868, confirmatif du tribunal de la Seine, 7 février 1868, D. 70, 1, 333, S. 71, 1, 69.

Remarquons que l'article 1555 du Code civil était ici applicable. Pourtant la question, telle qu'elle nous intéresse, a été hardiment posée et résolue. L'arrêt, en effet, mentionne que les juges de première instance et d'appel n'ont pas dit que la somme convenue dépassât l'étendue du préjudice et il pose comme principe qu'un contrat de ce genre engage parfaitement la dot, pourvu que le délit en soit la vraie cause, et pourvu aussi, ce qui s'est rencontré en l'espèce, que les juges du fait l'aient bien constaté. C'était pour éviter une condamnation certaine que la femme avait fait cette donation.

Donc, inutilité parfaite de condamnation et d'évaluation antérieure : c'est que la partie adverse n'agit pas contre la dot en vertu de la première créance résultant du délit, mais de la seconde résultant du contrat, de la seconde qui garde en elle la raison d'être de la première. C'est un très curieux exemple de la persistance de la cause de l'obligation première dans la seconde qui la remplace. En effet, si la dot doit payer, ce n'est pas qu'un jugement l'y condamne, c'est que la créance dont on poursuit la réalisation est de telle nature qu'on ne se heurte point au principe de l'inaliénabilité dotale. Nous l'avons déjà maintes fois remarqué, tout le système légal est ainsi parfaitement cohérent et d'accord avec lui-même. Ce qu'il faut considérer, pour juger de l'influence d'une obligation sur la dot, c'est proprement la source dont elle découle.

Mais si l'évaluation antérieure du préjudice est inutile, l'équivalence entre le dommage et la réparation ne l'est pas. Pour apprécier si elle existe vraiment, le juge jouit d'une souveraineté indéniable. Autrement les coups portés à la

dot, sous prétexte de réparation, pourraient être d'autant plus funestes que le chantage en semblable matière se donnerait libre carrière et abuserait à l'égard de la femme d'une situation très avantageuse (1).

(1) En ce sens, conformément à l'arrêt de la Cour de cassation précité, LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ

Nous avons étudié jusqu'ici les cas dans lesquels le principe de l'article 1554 du Code civil n'était pas applicable, et, pour ce faire, nous avons dû envisager la faute en elle-même et eu égard à la situation du tiers. En un mot, nous nous sommes demandé quand et comment la dot devenait aliénable. C'était, en une certaine matière, le côté subjectif de la question. Ce point réglé, nous devons, pour essayer d'être complet, voir maintenant d'abord l'étendue de la responsabilité de la femme envers ceux qui l'ont aidée dans sa faute et ensuite l'étendue de cette responsabilité sur la dot elle-même au point de vue de l'usufruit qui appartient au mari : à cette étude se joindront quelques questions connexes sur le caractère subsidiaire de l'action des créanciers sur la dot et sur les formes de cette exécution. Nous examinerons donc, dans cette seconde partie, le côté objectif de la théorie.

CHAPITRE PREMIER

Responsabilité vis-à-vis des coauteurs ou complices

Il est assez fréquent que, pour perpétrer le délit ou le quasi-délit, objet de la poursuite, la femme ait été aidée par un ou plusieurs tiers qui sont venus, soit le commettre avec elle, soit faciliter son action. Nous nous demandons donc, question théorique, mais dont on a vu des applications, sur quel terrain vont se trouver ceux-ci lorsqu'ils se verront atteints par la poursuite du tiers victime saisissant la femme, alors que cette dernière se retranchera pour leur refuser toute garantie derrière la dotalité de son bien.

C'est qu'il est possible et même très probable que l'action du tiers les lèse eux aussi et leur cause un dommage quelconque. Nous avons un exemple frappant de cette situation du complice dans l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juillet 1842 cité plus haut à propos d'un autre point de vue. L'hypothèse qu'il examinait était différente, puisque c'étaient les héritiers de la femme qui avaient fait le procès, mais le principe qu'il pose est le même à savoir que le complice du quasi-délit n'est pas recevable, lui, à opposer l'aliénabilité de la dot. C'est d'ailleurs l'avis nettement exprimé par M. Sourdat (1). Pour lui, l'exception au principe de l'article 1554 du C. C., ne peut être opposée que par la victime de la faute. En effet, dit-il, si l'exception est admise vis-à-vis de celle-ci, c'est qu'elle n'a pas pu se garantir, tandis

(1) I, n^{os} 172 et suiv., p. 174 et suiv.

que le complice est venu se mettre, lui, volontairement dans l'affaire et s'est exposé aux conséquences qu'elle pouvait avoir. Nous adoptons résolument cette manière de voir.

On ne saurait trop, en effet, se référer aux principes et se méfier d'une vaine application de la maxime d'après laquelle on ne peut s'abriter derrière son dol pour réaliser un gain. Il est entendu que la dot est inaliénable dans les conventions volontaires, et l'on ne peut pas dire que le complice ne se soit pas laissé aller à une opération de ce genre. Pourquoi vouloir lever la règle en sa faveur ? Mais alors, dira-t-on, la femme profitera de son intervention et sa faute retombera sur lui ? Sans doute, il n'avait qu'à ne pas faire avec elle un marché honteux, puisqu'il n'ignorait pas que la dotabilité le mettrait à découvert. Il n'y a pas dol entre la femme et lui, il y a entente malhonnête : ce n'est pas la même chose.

Donnons un exemple particulièrement saisissant. Le plus souvent la femme et son complice ne seront pas unis par un lien de droit très étroit ; le contraire s'est cependant produit : on les a vus tous deux solidairement condamnés à une réparation envers le tiers. L'application du principe était ici singulièrement délicate, d'autant que la question était jointe à une autre théorie juridique. Une femme dotale avait été condamnée solidairement avec un complice à payer des dommages et intérêts à son mari pour délit d'adultère. Le complice acquitta la dette, puis, se retournant contre la femme pour se faire rembourser sa part, il fit saisir sa dot comme aliénable dans cette circonstance. C'était donc bien la question de la responsabilité de la femme vis-à-vis de son complice, lorsque celui-ci a contre elle une créance indiscutée dont la source est le délit même, avec cette circon-

stance de plus que la dette de la femme envers lui est celle qu'elle aurait dû payer directement au tiers qu'elle avait lésé. Seulement on s'est demandé si le complice agissant aux lieu et place du tiers n'est pas subrogé à tous ses droits et si, par le fait de cette subrogation, il ne peut pas, tout comme le propriétaire de l'action directe, se faire payer sur la dot. Qu'il y ait une véritable subrogation légale prévue par la loi au cas de paiement d'une dette solidaire (1), c'est une chose certaine : le tout est de savoir si cette subrogation entraîne droit de saisie.

La Cour de cassation (2) ne l'a pas cru, elle a dit que l'exception à l'inaliénabilité ne pouvait être invoquée que par la victime du fait dommageable et non par le complice. L'arrêt est d'autant plus important que la situation de ce complice semblait bien privilégiée. La Cour a retourné l'argument tiré de la subrogation en disant que la créance en provenant était purement civile et n'avait rien de délictuel. De plus, elle a opposé une autre fin de non recevoir consistant en ce que le mari ne peut intenter de poursuites contre la femme avant la dissolution du mariage ou la séparation de corps. Ce point qui n'intéresse pas notre sujet et peut s'appliquer aux autres régimes matrimoniaux ne nous retiendra pas (3).

Le cas peut, en effet, se présenter pour un autre que le mari et le principe doit rester le même. Nous ajoutons, qu'à

(1) Art. 1251, § 3, Code civil.

(2) Cass., 11 février 1863, rejetant le pourvoi formé contre le jugement de Pont-l'Evêque, 26 février 1862, D. 63, 1, 334, S. 63, 1, 267.

(3) On peut rapprocher en sens inverse l'arrêt de cass. du 7 août 1849, D. 52, 2, 185.

notre avis, l'arrêt ne s'explique pas suffisamment sur la subrogation opposée par le complice. Il est vrai que celui-ci intente l'action du mari : pourtant il ne l'intente pas dans l'intérêt du mari, mais dans le sien propre, à lui. S'il est subrogé à son droit de toucher la somme, il ne peut pas prendre sa place et se faire passer pour l'individu primitivement lésé par la femme. Il aura beau faire, il ne sera jamais dans la même situation et le privilège de la victime ne passera pas au complice pour la raison bien simple que l'un n'est pas l'autre et que les raisons qui militaient en faveur du premier n'existent plus du tout en ce qui regarde le second. Peut-être serait-il trop hasardeux de parler ici de droits attachés à la personne, on peut tout au moins dire qu'il s'agit de droits existant entre telles personnes eu égard à leur état respectif.

Q'on aille ensuite, avec le tribunal, affirmer qu'il serait immoral de faire porter sur la dot l'action du complice, rien de plus juste. Il suffit pourtant, même toute question de subrogation mise à part, de se rendre compte qu'il n'y a aucune raison de le faire. Coupable envers le tiers, la femme ne l'est pas envers le complice qui n'a pas à se plaindre des précautions ici très heureuses dont l'entoure contre lui le régime dotal.

Il est maintenant un autre complice dont l'intervention, très fréquente, entraîne des conséquences plus graves dans l'étendue de la responsabilité, ou plutôt en ce qui concerne l'importance du gage des créanciers non couvert par la dotalité. Nous voulons parler du mari. Nous étudierons les résultats de sa complicité, mais nous devons auparavant nous demander si, quand il est hors de cause, ses droits sur la dot ne restreignent pas gravement les droits adverses du créancier saisissant.

CHAPITRE DEUXIÈME

De la responsabilité au point de vue des biens qui doivent la supporter.

I. — RÉSERVE DES DROITS DU MARI

Si la femme peut, par sa faute, engager sa dot, elle ne peut léser son mari dans son droit d'usufruit à moins qu'il n'ait été lui-même complice de l'acte coupable.

Aux termes de l'article 2092 du Code civil, tout débiteur est tenu, sur tous ses biens, des dettes qu'il a contractées. Mais ce sont ses biens à lui et non ceux d'un autre qui constituent le gage de ses créanciers. Or si chez nous, et sans conteste, la femme conserve, pendant le mariage, son droit de propriété sur sa dot, elle ne le conserve pas intact ; si elle est vraiment propriétaire, son mari a vraiment le droit d'user, de jouir de cette propriété. Ce droit, indépendant de l'autre, il le tient de son contrat de mariage et il n'est pas loisible à sa femme de l'en priver. D'où nous devons tirer cette conséquence immédiate que le créancier, auquel nous avons reconnu une action contre la femme sur sa dot, n'a cette action que sous réserve des droits du mari qui conserve intacte la jouissance des biens menacés.

Cette théorie que nous pouvons appeler la théorie de la non responsabilité personnelle du mari a toujours été admise et nous ne lui voyons guère de contradicteurs. Elle

est en soi parfaitement logique : on la rencontre jusque dans les lois romaines et le *Digeste* y fait très clairement allusion, de même le Code (1).

Ancien droit

L'ancien droit est dans ce sens, doctrine et jurisprudence. Du Rousseaud de Lacombe (2) l'affirme en renvoyant l'exécution après le mariage. Il fait exception pourtant, et on la fait encore (3), pour le cas où la dette serait antérieure au mariage. Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir difficulté sur ce point, le mari recevant la dot comme elle est et non comme il la voudrait. De même Guy-Pape (4) qui renvoie après le mariage et Faber également (5). Ce dernier fait une réserve quant aux dettes antérieures au mariage (6).

Les anciens parlements consacraient cette théorie. Nous citerons des arrêts du Parlement de Bordeaux portant que la condamnation pour injures ne peut s'exécuter sur la dot

(1) L. III, Code : *Ne uxor pro marito*, et L. IV D. : *De bonis damnatorum*, complétant la loi III ; cf. TROPLONG, IV, n° 3319.

(2) Jurisprudence, V^o *Dot*, part. II, sect. 3, n° 6, p. 174, éd. de 1769, il renvoie à FABER et D'ESPEISSE. En ce sens, DE SERRES, *Inst.*, (1771), livre 2, titre 3, p. 152.

(3) Cf. TOULLIER, XIV, 347.

(4) Question 447, p. 424 : « *Pone uxor convenitur et condemnatur in actione personali, an fiet executio vivente viro in bonis dotabilibus ? Dic quod non secundum gloss* », etc., etc.

(5) Codex, livre V, t. VII, déf. 6, p. 512 : « *Non potest executio fieri quamdiu constat matrimonium* », et en matière d'explication : « *Cogendi sunt creditores expectare matrimonii dissolutionem* », etc.

(6) « *Nisi debitum precedat dotis constitutionem* », loc. cit.

du vivant du mari. Il en est d'autres concernant d'autres délits (1). La jurisprudence de la Tournelle est conforme (2). Le Sénat de Chambéry jugé en ce sens pourvu que la dette soit postérieure au mariage (3). A noter l'opinion de Roussilhe qui permet parfaitement de saisir immédiatement le fonds total pendant le mariage, pourvu que le mari garde l'usufruit (4). Enfin M. Troplong cite une jurisprudence divergente du Parlement de Provence (5). Cette divergence n'est peut-être qu'apparente. Elle fait échapper le mari à la condamnation prononcée après le mariage bien que le délit ait été commis avant ; la raison donnée est que l'obligation n'a d'effet qu'*ex officio judicis*.

Sous la coutume de Normandie, le droit du mari nous paraît avoir été respecté malgré les affirmations différentes des commentateurs (6).

Code civil

Tous nos auteurs modernes admettent la réserve des droits du mari. Ils se servent pourtant de termes différents dans l'affirmation du principe. En général, ils ne parlent plus des dettes antérieures au mariage. C'est que sans doute la chose leur paraît superflue. Nous citerons cependant

(1) 19 janvier 1758, 7 août 1765, LAPEYRÈRE, D. p. 91, n° 32, 17 mars 1767, *ibidem*.

(2) 3 février 1782, 20 septembre 1692 dans LAPEYRÈRE, *ibidem*.

(3) Cité par D'ESPEISSE, I, tit. XV, n° 21.

(4) *Dot*, I, n° 426 (éd. de 1785).

(5) IV, n°s 3319 et suiv.

(6) Voyez TROPLONG, IV, n°s 3319 et suiv., DALLOZ, *Répertoire*, XIV, n° 3737 ; DE COUPIGNY, *Du chapitre de brief de mariage encombré*, p. 219.

Toullier (1) qui mentionne cette hypothèse. Les autres énoncent (2), à propos du délit de la femme, la non responsabilité du mari et l'insaisissabilité du revenu lui appartenant. Nous parlons, bien entendu, de ceux qui admettent l'exception à l'article 1554. Quant aux autres, ils dénaturent notre restriction en invoquant en sens contraire des arrêts qui ne s'appliquent pas exactement à l'hypothèse en vue (3), ou déclarent alors illusoire le recours du tiers contre la femme (4). Enfin l'un d'eux refuse tout droit au mari en se basant sur ce que ce dernier n'aurait aucun droit réel sur les revenus de la dot (5).

Nous croyons que, quand bien même cette dernière manière de voir serait exacte, elle ne suffirait pas à enlever au mari le droit d'exiger le maintien de sa jouissance. Mais elle ne paraît pas fondée. Bien que le mari n'ait pas, vis-à-vis de la dot de sa femme, les mêmes droits et obligations qu'un usufruitier ordinaire, il n'en est pas moins un usufruitier au sens juridique du mot et, par conséquent, investi d'un

(1) XIV, 347. V. aussi la discussion de LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv.

(2) Voyez entre autres et outre la note de DALLOZ (Périodique) sous Bordeaux, 58, 2, 123 : DESCHAMP, n^{os} 28 et suiv., p. 59 ; DELOYNES, *Revue critique*, 1882, p. 541 et suiv., n^o 23 ; AUBRY et RAU (éd. de 1872), V, p. 614, § 2 et n. 32 ; DE COUPIGNY, *Du chapitre de bief de mariage encombré*, p. 219 ; SOURDAT, I, p. 174, n^{os} 172 et suiv. ; MASSÉ, II, n^o 117 ; TAULIER, V, p. 276 et p. 314 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv. ; RODIÈRE et PONT, III, n^o 1822 ; TROPLONG, IV, n^{os} 3319 et suiv. ; DURANTON, XV, n^o 533 ; MARCADÉ, VI, p. 67 ; GUILLOUARD, IV, n^o 2096 ; DALLOZ, *Répertoire*, XIV, n^o 3737 ; COLMET DE SANTERRE, VI, n^o 226 bis, VIII, *Revue du Notariat*, II, n^o 20 en note.

(3) Ainsi TESSIER, I, p. 454 ; ODIER, III, p. 229, n^o 1251.

(4) ODIER, III, n^o 1251.

(5) SEGRET, *op. cit.*, p. 109 et suiv.

droit réel. Si certains auteurs ont refusé de l'admettre (1), sous prétexte qu'il s'agissait ici d'un mandat d'un genre particulier (2), la majorité de la doctrine (3) a reconnu dans ce droit de jouissance le caractère d'un droit réel d'usufruit, parce qu'il est bien difficile de donner un autre nom au pouvoir si complet du mari sur le fonds dotal de sa femme.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de défendre l'opinion commune, c'est-à-dire la réserve du droit du mari : elle s'impose si bien qu'on se contente de la citer. Pourtant nous dirons qu'en se mariant la femme abandonne la jouissance de sa dot pour qu'elle serve aux besoins du ménage : elle cesse d'avoir sur cette jouissance le droit qu'elle possédait auparavant. La nouvelle destination donnée aux revenus les met hors de ses atteintes et son mari en devient si bien le maître, qu'aux termes de l'art. 1424 du C.C., l'amende frappant la communauté du chef de la femme ne se peut poursuivre que sur la nue propriété de ses biens. On ne voit pas pourquoi le mari aurait, en notre régime, à souffrir du dol de sa conjointe. Il n'est pas du tout civilement responsable de ses actes (4).

Ceci dit, nous avouons ne pas très bien comprendre la présomption de complicité dont parle Alauzet (5), à propos de l'article 69 du Code de commerce.

(1) Entre autres, GUILLOUARD, IV, n° 1764 ; TOULLIER, XIV, n° 133.

(2) C'est ce qu'enseigne M. GUILLOUARD.

(3) Sans entrer dans une discussion juridique quelque peu étrangère, nous citerons : BEAUDRY-LACANTINERIE, *Précis*, III, n° 379 ; PROUDHON, *De l'usufruit*, I, n° 280 ; COLMET DE SANTERRE, VI, n° 221 bis ; AUBRY et RAU, V, n° 535 ; MARCADÉ, VI, n° 1550, 2 ; ROCIÈRE et PONT, III, n° 1711 et suiv. ; TESSIER, II, n° 111, p. 177, et les intéressants auteurs anciens et modernes que ce dernier cite sur la question.

(4) Rapprochez sur tous ces arguments SOURDAT, I, n° 172, p. 174, ainsi que LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv.

(5) III, n° 878.

La jurisprudence est dans notre sens (1), bien qu'à vrai dire elle ait eu très rarement à se prononcer sur ce point particulier, pour cette double raison, d'abord que le plus souvent le mariage est dissous au moment de la procédure, et, ensuite, que l'intervention du mari dans les faits incriminés a changé la situation comme nous le verrons plus loin. Un vieil arrêt de 1845 (2) énonce le principe de la façon la plus formelle.

Quelle va donc être la conséquence de cette inviolabilité du droit du mari ? Il est à remarquer que, pour répondre à cette question, on ne se sert pas des mêmes termes. L'arrêt de Riom cité plus haut confirme le jugement du Puy qui lui-même est ainsi conçu (3) : « Attendu que, si le mari, maître des revenus du fonds dotal pendant le mariage, peut s'opposer à une exécution s'étendant sur la nue propriété des biens dotaux de sa femme..., etc... » C'est suspendre toute poursuite, comme le dit Odier (4), et comme semblent le faire les auteurs de l'ancien droit que nous citons précédemment : ils disent à l'envi que l'exécution n'est pas possible pendant le mariage, ils sont d'accord en cela avec la jurisprudence.

Si nous examinons les expressions employées par les jurisconsultes de notre temps, nous trouvons une grande diversité de termes : « On ne peut saisir que la nue pro-

(1) Conf. SOURDAT, *loc. cit.*

(2) Il s'agit d'un arrêt de Riom du 11 février, 1845, S. 46, 2, 69, qui confirme par adoption de motifs un jugement du tribunal civil du Puy du 22 mai 1844. La femme avait été condamnée à payer au tiers des dommages et intérêts pour s'être rendue coupable de voies de fait à son égard.

(3) S. 46, 2, 69.

(4) III, n^o 1251.

priété pendant le mariage, le tout, après (1) ; « On réserve, on respecte l'usufruit (2) ; « Seule, la nue propriété est atta-
quable (3) ; « Le droit de jouissance reste au mari, la nue
propriété étant atteinte (4) », etc., etc. Et dans le *Recueil* de
Dalloz il est dit en substance « que le créancier devra res-
pecter le droit du mari et n'agir en conséquence que sur
la nue propriété (5). »

De là une contradiction semble résulter ; comme nous
ne connaissons pas de conflit qui en ait été la conséquence,
force nous est bien de reconnaître qu'elle existe dans les
mots plus que dans la chose. Il faut respecter le droit du
mari, voilà le principe, comment s'y prendra-t-on ? C'est
là un fait qui variera avec les espèces. Si l'aliénation du
capital atteint le droit de l'usufruitier, il ne faudra pas
y procéder de suite : nous croyons que la chose arrivera
le plus souvent et c'est ainsi que la doctrine est d'accord
avec la jurisprudence. D'ailleurs, nous avons vu que l'hypo-
thèse serait rare.

Au sujet de l'étendue de ce droit, M. Deloynes fait une
remarque que nous n'avons pas trouvée chez d'autres (6).
Elle a trait à l'étendue de l'inaliénabilité du revenu dotal.
Tout le capital est protégé par l'article 1554, c'est entendu :

(1) Ainsi GUILLOUARD, IV, n° 2096 ; AUBRY et RAU (éd. de 1872),
V, p. 614, § 2 et n. 32 ; DELOYNES, *Rev. critique*, 1888, n° 23.

(2) TROPLONG, IV, n°s 3319 et suiv. ; COLMET DE SANTERRE, VI,
n° 226 bis, VIII ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822.

(3) MARCADÉ, VI, p. 67 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349
et suiv. ; SOURDAT, I, p. 174 et suiv., *Revue du Notariat*, t. I,
n° 20 en note.

(4) TAULIER, V, p. 276 et p. 314 ; DE COUPIGNY, *op. cit.*, p. 219.

(5) 86, 2, 263.

(6) *Revue critique*, 1882, n° 23.

mais tous les revenus le sont-ils également? Nous n'avons pas à entrer dans cette question, mais nous constatons, avec M. Deloynes, qu'une jurisprudence sérieuse ne reconnaît inaliénable que la portion nécessaire aux besoins du ménage. « Donc, dit cet auteur, on doit admettre en même temps que, dans le cas où la femme engage sa dot par sa faute, elle engage *a fortiori* la partie des revenus que ne couvre pas l'inaliénabilité, comme elle engage ses paraphernaux. »

Nous serait-il permis d'ajouter que le raisonnement ne nous satisfait pas pleinement? *A priori*, le mari a la jouissance de la dot, de toute la dot. Celle-ci doit subvenir aux besoins du ménage, mais ce n'est pas parce que la moitié, par exemple, suffit à cette destination, que l'autre moitié reviendra à la femme de préférence au mari. Ce dernier a droit au tout : or, comment admettre que, sans sa faute, la femme puisse le priver d'une partie de ce droit. Admettons que tout ne soit pas inaliénable, s'ensuivra-t-il, forcément, que la partie attaquable sera à la merci du dol de celle qui ne peut disposer ni du tout ni de la partie? Il nous semble que le contraire se peut soutenir, d'autant plus que l'article 1424 cité à l'appui du droit du mari n'a pas été écrit à propos du régime dotal et qu'il n'admet pas de division et de distinction de ce genre.

Enfin, en ce qui concerne le droit d'opposer l'exception de jouissance, nous croyons qu'il appartient au mari et que, si celui-ci ne dit mot, la femme n'a pas le loisir de le revendiquer à sa place (1) et d'arrêter les poursuites pour

(1) Conf. en ce sens la note de DALLOZ sous Grenoble, 30 janvier 1885, D. 86, 2, 263.

ce motif : d'autant que l'abstention de celui-ci tend à prouver qu'il se considère personnellement comme engagé dans la responsabilité de l'acte.

II. — COMPLICITÉ ET INTERVENTION DU MARI

Il reste donc entendu que le mari n'est pas responsable du délit commis par sa femme et qu'il conserve intact le droit de jouissance que son contrat lui confère. Mais il faut, pour cela, qu'il n'ait pas pris part aux manœuvres, causes de la saisie ; sa complicité entraînerait, en effet, sa déchéance et sa mise en cause.

Cette complicité peut se manifester de bien des manières, elle est très fréquente, surtout dans le cas où le tiers a été trompé sur la capacité de la femme : alors il était bien difficile à celle-ci de se passer du concours frauduleux de son mari. Disons mieux, le plus souvent c'est à l'instigation du mari que le dol a été commis et nous avons même vu, souvent, la jurisprudence renvoyer la femme hors de cause comme ne s'étant pas suffisamment rendu compte de ce qu'on lui faisait signer.

Quoi qu'il en soit, s'il a pris part aux manœuvres, le mari ne peut plus se plaindre qu'on vienne, malgré lui et à son insu, lui causer un préjudice : il est responsable et peut voir ses revenus saisis. Cette opinion est généralement enseignée (1) et nous ne connaissons pas de voix discordante.

(1) Entre autres MARCADÉ, VI, p. 67, II ; *Revue du Notariat*, t. I, n° 20, p. 75 en note ; MASSÉ, II, n° 117 ; LECOURTOIS et SURVILLE, III, p. 349 et suiv. ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1822 ; DALLOZ, *Répertoire*, t. XIV, p. 160 et suiv., n° 3737 ; TROPLONG, IV, n°s 3319 et suiv.

Au cas de responsabilité pour le fait de la femme, il en serait de même (1). Bien que la jurisprudence ait eu très rarement à se prononcer sur ce point spécial de la responsabilité du mari complice, on admet sans difficulté qu'elle est en ce sens (2). Citons d'ailleurs le jugement du Tribunal du Puy, confirmé par la Cour de Riom, qui est très catégorique (3).

On s'est aussi préoccupé du cas où le mari interviendrait dans l'instance pour prendre la défense de sa femme. D'après M. de Coupigny (4) cette intervention avait pour conséquence, sous la loi normande, d'entraîner sa responsabilité civile : si le mari désavouait sa femme et la laissait comparaître seule, il était hors de cause, même au cas où la partie offensée se serait adressée directement à celle-là sans demander l'intervention de celui-ci. M. Troplong (5), en citant ces dispositions, déclare les approuver, mais il ne voudrait pas engager le mari si son assistance est purement officieuse et s'il ne s'est pas constitué partie.

A un autre point de vue, il peut se faire que la femme ait agi dans l'intérêt de son mari et sans aucune mauvaise intention : c'est une façon différente pour celui-ci de tremper dans l'affaire. M. Sinholle (6), dans ce cas, décharge la femme de toute responsabilité.

(1) RODIÈRE et PONT, *ibidem*.

(2) Conf. dans cet ordre d'idées la note de DALLOZ, 86, 2, 263.

(3) S. 46, 2, 269.

(4) *Op. cit.*, p. 219 et suiv.

(5) IV, n^{os} 3319 et suiv.

(6) *De l'inaliénabilité de la dot*, n^o 228, cité par DALLOZ, *Suppl. au Répert.*, IV, n^o 1353; M. SINHOLLE, dont l'ouvrage est devenu des plus rares, se range d'ailleurs à l'opinion commune sur la responsabilité de la femme sur sa dot au cas de délit ou quasi-délit.

Nous ne saurions pas ne pas rapprocher de cette opinion un très vieil arrêt de la Cour de cassation du 21 août 1817 (1). Une femme, voyant les biens de son mari frappés de saisie, avait dérobé une partie du mobilier ; elle fut, pour ce fait, condamnée à 12.000 francs de dommages et intérêts. La Cour suprême rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris (2), en se basant sur ce fait, que celle-ci avait constaté que la femme était censée avoir agi dans l'intérêt du mari et que cette constatation impliquait le défaut d'une obligation personnelle capable de compromettre la dot.

III. — DROIT DE RÉPÉTITION DU MARI

Il peut arriver que le mari, tout en n'étant pas tenu sur le revenu de la dot, ait volontairement payé pour décharger la femme : il doit, dans ce cas, être autorisé à répéter (3). Même dans les cas où la loi le déclare civilement responsable, il a droit, après la dissolution du mariage, à répétition : mais c'est là une toute autre question, celle des reprises matrimoniales, où nous n'avons pas à entrer (4).

(1) DALLOZ, *Répertoire*, XIV, n° 3742.

(2) Du 24 février 1816, infirmatif lui-même d'un jugement du 25 janvier 1815.

(3) TOULLIER, XIV, 347.

(4) TOULLIER, XIV, 348.

IV. — CARACTÈRE SUBSIDIAIRE DE L'ACTION SUR LA DOT

De ce que la dot peut être saisie, s'ensuit-il qu'elle puisse l'être, même lorsque cette saisie n'est pas nécessaire pour satisfaire le créancier qui peut se payer sur d'autres biens non frappés, eux, du caractère de dotalité? En d'autres termes, l'aliénation de la dot sera-t-elle seulement subsidiaire au cas où la femme n'aurait pas de paraphernaux, ou bien pourra-t-elle être poursuivie d'emblée? Nous inclinons à préférer la première de ces deux solutions.

Les anciens auteurs ont traité cette question après les arrêts des parlements (1). Comme la jurisprudence, ils sont d'accord pour demander d'abord la saisie des biens paraphernaux et renvoient, nous l'avons vu, si ceux-ci ne suffisent pas, l'exécution sur la dot après la dissolution du mariage. Dans notre droit actuel, certains ont émis la même opinion (2), sans qu'on ait vu soutenir celle qui lui est opposée (3). Nous la croyons, en effet, conforme à l'esprit de la législation. Il est très vrai que l'inaliénabilité dotale n'a pas été créée en vue du genre d'obligations qui nous occupe et que, par conséquent, les hypothèses où elles se rencontrent sont étrangères au principe : mais il n'est pas moins exact, qu'en se constituant une dot inaliénable dont le mari touchera les fruits pour les faire servir à l'entretien du ménage, la femme a tacitement entendu la réserver pour

(1) D'ESPEISSE, I, titre XV, n° 21, avec les arrêts qu'il indique. De même DU ROUSSEAUD DE LA COMBE, jurisprudence, v. *Dot*, part., 2, sect. 3, n° 6, p. 1764 (éd. de 1769) et ses arrêts.

(2) DURANTON, XVI, p. 615, n° 533 ; TAULIER, V, p. 314.

(3) M. DESCHAMP, *op. cit.*, p. 59, n° 28, ne la met pas en doute.

cette destination : ses obligations personnelles, même celles qui ne se heurtent pas à la barrière de l'inaliénabilité, doivent donc avoir pour répondants en première ligne les biens qu'elle n'a pas destinés à cet usage familial. Ces derniers, en effet, ne lui appartiennent pas plus que sa dot, il n'y a pas de degrés dans la propriété ; mais ils sont plus spécialement affectés au paiement de ses dettes personnelles ; s'ils ne suffisent pas, on passe outre.

V.— FORMES ET SUITES DE L'EXÉCUTION

L'article 1568 du Code civil, en énumérant les cas exceptionnels où peut être vendu le fonds dotal, prescrit une vente en justice après trois affiches. Taulier est d'avis que la vente, dans notre cas, ait lieu dans la même forme.

Il invoque, en effet, la disposition de cet article (1).

On a demandé (2) également de n'aliéner, pour commencer, que les biens considérés comme les moins utiles et on a donné, à ce point de vue, au juge le pouvoir de désigner les biens à vendre après qu'il se serait renseigné sur leur plus ou moins d'avantages respectifs. N'est-ce pas apporter des complications inutiles sous prétexte de précautions, d'ailleurs illusoires ?

Nous ne saurions en dire autant de l'obligation de remploi imposée pour le restant du produit de la vente non utilisé à payer la dette (3). Elle nous paraît en conformité avec la législation matrimoniale (art. 1559 C. C.) On ne pourrait, évidemment, employer une somme insignifiante.

(1) V. p. 276 et 314.

(2) BENOIT, I, n° 248.

(3) BENOIT, *ibidem*.

REMARQUES SUR LE FAIT DÉLICTUEUX

En terminant cette étude sur l'influence de la faute et de la fraude de la femme, nous avons à faire deux remarques, l'une touchant la gravité nécessaire du fait incriminé, pour qu'il puisse atteindre la dot, l'autre qui concerne la façon plus ou moins étendue dont on doit entendre le fait délictueux proprement dit.

D'abord, il faut que le juge ait à apprécier une faute suffisante dans l'attitude de la femme, dans l'acte qu'on lui reproche : « *De minimis non curat prætor.* » S'il n'y a pas de tort appréciable causé au tiers, il ne peut y avoir condamnation. Mais s'ensuit-il que le juge ait le pouvoir d'estimer si le fait reconnu dolosif est suffisamment grave pour attaquer la dot ? Autrement dit, une faute légère sera-t-elle sans effet sur le bien inaliénable ? Nous ne le pensons pas. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner la situation de la femme vis-à-vis du tiers. Ce dernier n'aura le plus souvent aucune espèce d'imprudence à se reprocher ; il est lésé par la femme protégée par l'inaliénabilité, il n'est pas allé la chercher ou s'il l'a fait, celle-ci s'est mise dans son tort à son égard par une fraude ou une série de manœuvres qui ont été la cause du préjudice. Il n'y a donc pas à faire la part du hasard dans les rapports entre les deux parties. M. Sourdat (1), qui conclut en ce sens, se déclare en opposition formelle avec M. Duranton (2) ; il fait peut-être dire à ce jurisconsulte un peu plus qu'il ne pensait.

(1) I, n° 172, p. 174 et n° 654.

(2) XV, n° 533.

C'est le fait dommageable lui-même qui est puni; c'est la réparation du préjudice qu'il a causé directement que le créancier peut ainsi poursuivre, mais ce n'est pas la réparation du tort qu'ont pu entraîner ses conséquences plus ou moins lointaines. C'est notre seconde observation. Sans entrer dans l'examen de la question de savoir où finit dans une faute quelconque la responsabilité du délinquant, question qui a donné lieu à une série d'exemples dont le plus connu est la vente d'un animal atteint de maladie contagieuse, source de déboires et de pertes à l'infini, nous remarquerons que la dot ne peut être saisie que pour réparer le préjudice immédiat. M. de Coupigny (1) le fait très justement remarquer. Il cite le cas d'une femme condamnée pour banqueroute frauduleuse. La partie civile n'avait pas demandé de dommages et intérêts, mais elle se fonda ensuite sur la condamnation encourue pour essayer d'obtenir des tribunaux civils le paiement de ses créances sur la dot. Cette prétention fut repoussée (2) : n'ayant pas obtenu de dommages et intérêts, les créanciers n'étaient plus recevables à arguer de la fraude, et, seuls, ces dommages eussent pu entamer la dot. En un mot, c'est la réparation du préjudice reconnu par la condamnation qui seule peut s'effectuer aux dépens de la dot, malgré son inaliénabilité.

(1) *Op. cit.*, p. 219 et suiv.

(2) Il s'agit d'un arrêt du 18 février 1830. M. DE COUPIGNY en signale l'existence dans le *Journal des arrêts* des Cours de Rouen et Caen (13 vol. de 1824 à 1831), année 1830, 555.

APPENDICE

Effet du délit sur d'autres biens déclarés inaliénables et insaisissables.

Peut-être n'est-il pas sans intérêt, à l'issue de ces réflexions sur le régime dotal, de jeter un rapide coup d'œil sur l'effet que la faute peut produire, non plus sur la dot, mais sur d'autres catégories de biens déclarés comme elle inaliénables et insaisissables.

La loi attache le caractère de l'inaliénabilité à certains biens, suivant la destination que les particuliers leur donne. Tels sont les majorats, aujourd'hui abolis, et les substitutions permises.

D'autres fois, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui s'arrogent ce droit : en aliénant leur patrimoine à titre onéreux ou à titre gratuit, ils stipulent expressément comme condition de leur désaisissement qu'il ne pourra pas être aliéné par le nouveau propriétaire (1). On en a conclu qu'il était insaisissable par les créanciers antérieurs et postérieurs à l'institution (2).

Enfin, en proclamant que l'ensemble des biens du débiteur était le gage commun de ses créanciers, la loi a déclaré

(1) C'est une question théorique fameuse que celle de savoir si semblable disposition n'est pas contraire au principe de libre circulation des biens et, par conséquent, illicite et nulle. La jurisprudence a varié. En tout cas, elle est entièrement hors de notre sujet. Nous ne pouvons que renvoyer sur ce point au résumé très clair de M. PLANIOL (*Précis*, I, n^{os} 973 et suiv.).

(2) Ce point est généralement admis. Même remarque que ci-dessus. On peut trouver sur ce point des sources et références nombreuses tant de doctrine que de jurisprudence dans l'ouvrage de M. BRETONNEAU, *Des clauses d'inaliénabilité*, p. 247 et suiv.

spécialement insaisissables, pour des motifs de philanthropie ou par pure faveur envers l'Etat, certains objets, certains droits ou certaines valeurs. Ainsi les vêtements, lits, outils, pensions alimentaires, salaires, traitements de certains fonctionnaires, rentes sur l'Etat, etc., etc., ne peuvent servir aux créanciers pour réaliser leur dû (1).

Quel est donc sur toutes ces choses l'effet du délit et du quasi-délit ?

En ce qui concerne les objets et droits que la loi excepte de la saisie, il ne nous semble pas possible d'hésiter. Tous doivent être indemnes, même au cas de délit. C'est que le motif de leur insaisissabilité n'est pas le même que pour la dot. Il est entendu que le débiteur était capable de s'obliger, il n'était pas du tout protégé contre son imprudence, on n'a pas voulu le soustraire aux influences, mais par humanité ou par calcul, on n'a pas voulu que la possibilité de le dépouiller allât trop loin. Dans cette circonstance, peu importe l'origine de la dette ; qu'il soit coupable ou non, la justice distributive n'exige pas la mort sans phrases de l'un pour faire respecter le droit de l'autre. Si c'est dans l'intérêt de l'Etat que l'insaisissabilité du bien a été ordonnée, la raison supérieure, juste ou fausse, de cette disposition s'oppose à ce que, même en ce cas, l'exception ne soit pas conservée.

Nous ne croyons pas devoir nous ranger à l'opinion de

(1) Encore ici nous ne saurions entrer dans aucun détail, ni reprendre l'intéressante discussion sur le caractère de l'insaisissabilité de la rente. On sait, qu'après avoir déclaré le crédit-rentier à l'abri quant à sa rente, la jurisprudence se contente aujourd'hui d'interdire au créancier de faire opposition au paiement (Conf. Cass., 2 juillet 1894, D. 94, 1, 497, S. 95, 1, 5).

M. Sourdat (1). Pour lui, une distinction devrait s'établir suivant que l'insaisissabilité est édictée dans un but humanitaire d'intérêt privé ou dans un but d'intérêt général : si l'on a respecté, pensons-nous, telle ou telle catégorie de biens, c'est qu'on veut, en fait, les conserver au débiteur : il faut donc les laisser entièrement en dehors des atteintes du créancier.

Nous trouvons, d'ailleurs, un point d'appui très résistant à cette manière de voir dans le raisonnement de M. Gide (2). Celui-ci, recherchant si l'inaliénabilité dotale provient d'une incapacité de la femme ou d'une insaisissabilité de la dot, fait ce raisonnement : si c'est d'une incapacité, le délit et le quasi-délit auront effet sur la dot, si c'est d'une insaisissabilité, ils n'en auront pas, car la loi ne fait aucune espèce de distinction sur ce point, quand elle déclare les vêtements ou autres insaisissables ; ils ne cessent pas de l'être pour quasi-délit ; or, la jurisprudence reconnaît que la faute engage la dot, donc c'est la théorie de l'incapacité de la femme qui triomphe dans l'esprit de celle-ci.

Notre affirmation paraît donc si peu sujette à caution à M. Gide, qu'il la fait entrer dans la majeure de son syllogisme. Cela n'est pas pour nous étonner ; la solution semble toute naturelle, étant donnés les termes de la loi.

Faut-il nous opposer un arrêt de la Cour d'Amiens, rendu en matière de rentes sur l'Etat (3) ? La question y était compliquée de celle de l'inaliénabilité dotale. Une femme avait été condamnée pour quasi-délit caractérisé et sa dot

(1) I, n° 175.

(2) Dans son ouvrage sur la *Condition privée de la femme*, livre IV, chap. III, p. 506 et suiv.

(3) 16 janvier 1894, D. 94, 2, 208, S. 94, 2, 236.

consistait en titres de rentes sur l'Etat. Le Tribunal de Verriers (1) reconnaît l'engagement sur la dot, mais comme il déclare les rentes absolument et pratiquement insaisissables, il refuse l'action. La Cour, au contraire, tout en reconnaissant aussi l'engagement sur la dot, n'admet pas l'insaisissabilité proprement dite des rentes ; elle reçoit donc l'action.

Il n'y a, dans cet arrêt, rien de contradictoire avec l'opinion que nous soutenons, car il se contente d'appliquer la jurisprudence à laquelle nous avons déjà fait allusion. S'il avait, sur cet objet, appliqué d'autres principes, il n'aurait pas fait fléchir l'insaisissabilité pour le quasi-délit de la femme.

Passons aux choses déclarées inaliénables par la simple volonté d'un particulier. D'après M. Bretonneau (2), la simple clause d'insaisissabilité est certainement opposable à tous les créanciers quels qu'ils soient. Il cite d'ailleurs un jugement du Tribunal de la Seine (3) aux termes duquel elle s'applique à toutes les créances, qu'elles soient nées d'un délit ou d'un contrat.

Pour M. Sourdat (4), la clause d'insaisissabilité n'est pas opposable aux créances antérieures à l'acte qui l'a édictée, lorsqu'elles proviennent d'un fait délictueux. Quant aux créances postérieures, l'article 582 C. P. C. dit : on peut faire saisir avec autorisation du juge. Il en sera de même *a fortiori* des créances délictuelles. Cet auteur ajoute que, si les créanciers antérieurs ordinaires n'ont pas ce droit, c'est

(1) 27 avril 1893.

(2) Page 325.

(3) 5 juillet 1890, journal *Le Droit*, du 22 août.

(4) I, n^{os} 172 et suiv., 175.

qu'on les suppose complices de la prodigalité du débiteur. Cette clause n'aura donc pas de valeur pour les obligations qui n'auront pas exigé, à leur naissance, le consentement du tiers.

Nous avouons qu'il nous paraît difficile de permettre à un individu de soustraire telle ou telle catégorie de ses biens aux conséquences des actes frauduleux, injustes, et susceptibles de causer un véritable dommage. Qu'un propriétaire laisse dans son testament à un tiers un immeuble, par exemple, en lui défendant de l'aliéner ou de s'engager sur sa valeur, nous n'y voyons pas d'inconvénients. Mais, qu'une fois la chose faite, l'héritier se croie permis de faire à autrui tout le tort qu'il voudra, sans qu'on puisse en exiger la juste réparation sur cet immeuble, nous trouvons la solution bien extraordinaire et, pour tout dire, immorale. S'il en devait être ainsi, il faudrait hardiment rejeter comme illicites de semblables legs; mais, puisque la jurisprudence reconnaît, au contraire, d'une façon générale, la validité de ces clauses, nous ne pouvons que refuser de les entendre dans un sens inique et ne pas admettre qu'elles deviennent une prime à l'impunité des actes même les plus répréhensibles.

Nous devrions ajouter un mot sur les majorats, mais l'hypothèse est bien peu pratique. Puisque la loi les a établis insaisissables, ils ne peuvent pas plus, à notre avis, être atteints pour une cause que pour l'autre. C'est, sans doute, une raison d'intérêt public qui exigeait la perpétuité de leur permanence dans une même famille. Quant aux substitutions permises, leur nature même doit donner la solution de notre problème. Les biens grevés doivent être conservés, à charge d'être rendus au bénéficiaire. Cette

obligation de conserver et de rendre, cet état du grevé qui n'est en somme qu'un propriétaire sans droit complet de disposition, ne permettent pas de saisir valablement, même pour notre motif. En effet, si la substitution s'ouvre, les droits conférés à des tiers par le grevé disparaissent. Aussi, les saisies qui seront valables et de plein effet si l'appelé ne se présente pas pour recueillir la substitution, ne peuvent pas être confirmées et deviennent au contraire caduques, s'il vient faire tomber, en se présentant, les obligations nées sur le patrimoine du chef de l'héritier grevé.

CONCLUSION

Nous avons vu dans quel sens il fallait entendre l'inaliénabilité de la dot, nous avons vu comment la doctrine et la jurisprudence appliquaient leur manière de voir au cas où la femme était responsable d'une faute ou d'un dol. Nous avons vu que la dot pouvait être aliénée toutes les fois que l'obligation qui allait l'atteindre ne rentrait pas dans le cadre des engagements que la femme dotale est mise, par la loi, dans l'impossibilité de contracter. La théorie paraît à la fois logique et juste : logique, parce qu'elle est parfaitement d'accord avec l'esprit de la législation sur ce point ; juste, parce qu'elle allie, autant que faire se peut, le respect du droit des tiers et la protection de la femme, c'est-à-dire de la famille. Le principe admis depuis longtemps est définitivement consacré : son application seule peut encore donner lieu à des discussions d'espèces.

Il en est de cette question comme de toutes les autres : pas de difficultés au premier abord, c'est en fouillant les

hypothèses, en examinant les cas possibles, qu'on rencontre les solutions douteuses. Ici, le point critique est celui où il devient malaisé de reconnaître si la faute reprochée à la femme est ou n'est pas celle qui se rencontre plus ou moins dans tous les contrats, celle précisément contre laquelle l'incapacité dotale a voulu la prémunir. Nous en avons maints exemples : c'est par une analyse minutieuse des conditions réciproques des parties que l'on peut sortir du doute et trancher le différend, pourvu que l'on ne perde jamais de vue l'esprit de la loi d'une part et les principes généraux de la responsabilité d'autre part. Nous n'avons pas grande confiance dans la valeur des mots : on s'entend si peu sur ce qu'ils veulent dire et sous une même étiquette on peut réunir tant d'idées différentes qu'il vaut mieux s'en tenir au fond des choses. Aussi, n'avons-nous pas cru devoir, dans cette étude, nous baser, à l'instar de certains auteurs et de certains arrêts, sur la distinction fameuse entre la faute délictuelle et la faute contractuelle : cette distinction, aujourd'hui battue en brèche de la façon la plus sérieuse, aurait pu nous induire en erreur sur la véritable conséquence de la faute. Ce n'était pas là un suffisant critérium.

Il peut y avoir, dans un contrat, une faute délictuelle : engage-t-elle ou non la dot ? Au lieu de dire *a priori* : tel ou tel acte ne constitue qu'une faute contractuelle, ne vaut-il pas mieux rechercher s'il rentre dans le nombre de ceux dont la loi a voulu éviter les conséquences pour la femme, de ceux auxquels le tiers ne pouvait pas s'attendre, de ceux qui le prennent au dépourvu, sans défense possible ou imprudence de sa part, de ceux enfin qui constituent chez la femme un dol volontaire plus qu'une imprudence ? Nous

ne voulons pas dire qu'en usant de la vieille distinction, la jurisprudence soit arrivée souvent à des solutions inexactes. Non, mais nous pensons, quelle que puisse être l'innocuité de ce vocabulaire, qu'il vaut mieux se guider toujours sur l'esprit de la législation et raisonner autrement que d'après les distinctions conventionnelles.

La théorie des deux fautes peut donc avoir du bon, la discuter, ce serait entrer dans des considérations bien étrangères ; nous nous permettons de croire qu'elle n'est pas suffisante dans le cas spécial dont nous nous occupons (1).

Enfin, le souci constant de protéger, même malgré elle, la femme dotale et de sauvegarder sa dot est entré dans une mesure très grande dans les considérations de la jurisprudence. Ce n'est pas exagéré que de dire qu'il la domine tout entière. Malgré tous les reproches que le régime dotal a suscités et qu'il suscitera toujours, cette institution est tellement entrée dans nos mœurs qu'on éprouve une certaine appréhension devant les mesures même nécessaires qui doivent avoir pour résultat de passer outre aux précautions prises pour conserver intact le patrimoine dotal. Il est permis de penser que, malgré les fraudes possibles, les dispositions tutélaires de ce régime sont encore appréciées comme elles le méritent, puisqu'on est encore résolu à les appli-

(1) Nous avons dit que la théorie était fortement attaquée. M. PLANIOL, par des considérations sérieuses, refuse de l'admettre. Quant aux arrêts qui la font entrer en ligne de compte dans notre question, ils sont légion : voir entre autres Agen, 20 déc. 1893, D. 94, 2, 292, S. 94, 2, 250 ; Riom, 16 mars 1892, S. 93, 2, 145 ; Toulouse, 1^{er} mars 1900 et Cass., 26 novembre 1901, D. 1902, 1, 44, S. 1902, 1, 139 ; l'arrêt de Pau, 2 juin 1880, D. 81, 2, 1, S. 82, 2, 249, exprime d'ailleurs très nettement que la distinction est insuffisante.

quer toutes les fois qu'elles n'aboutissent pas à un scandaleux dépouillement des tiers, et que, dans les situations douteuses, on applique la solution la plus favorable à la femme.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*
E. BAILLY.

Vu :

E. GAUDEMET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 17 mars 1905.

Le Recteur,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I

PREMIÈRE PARTIE

Influence du dol et de la faute sur la dot proprement dite. 5

CHAPITRE PREMIER

De la saisissabilité de la dot pour délits criminels ou civils. 5

Historique jusqu'au Code civil

I. — Droit Romain. 5

II. — Ancien Droit. 6

Droit actuel

I. — Doctrine 8

II. — Jurisprudence 18

CHAPITRE DEUXIÈME

Extension de la théorie aux quasi-délits 27

Du quasi-délit 29

Fautes hors contrat 31

I. — Non publication prévue par l'article 69 du Code de commerce. 34

II. — Inexécution d'un jugement. 38

III. — Inexécution des devoirs imposés par la loi aux époux 44

IV. — Engagement d'un procès téméraire 45

Fautes dans un quasi-contrat 48

Fautes dans les contrats 49

I. — Faute commise dans la conclusion d'un contrat . . . 51

1. — Erreur sur la capacité 52

2. — Erreur sur la nature dotale du bien. 61

3. — Erreur sur la propriété 63

4. — Erreur sur la solvabilité 64

5. — Erreur sur le passif hypothécaire 65

II. — Faute due à l'imprudence de la femme sans erreur du tiers 65

1. — Folle enchère.	65
2. — Usage frauduleux de l'article 1558 du Code civil. — Fausse destination des deniers prêtés.	70
III. — Réparation du préjudice.	73
Appendice. — Preuve.	75
IV. — Faute commise à propos de l'exécution d'un contrat.	75

Appendice au chapitre deuxième

I. — Application de la responsabilité par voie d'exception.	84
II. — Collusion de la femme avec des tiers pour commettre le dol entraînant exception à l'inaliénabilité dotale. — Intention de la femme d'aliéner sa dot.	87

CHAPITRE TROISIÈME

Contrats passés en vue de la réparation des fautes, leur influence sur la dot.	93
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Etendue de la responsabilité.	97
---------------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Responsabilité vis-à-vis des co-auteurs ou complices.	98
---	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Responsabilité au point de vue des biens qui y sont soumis.	102
I. — Réserve des droits du mari.	102
Ancien droit.	103
Code civil.	104
II. — Complicité et intervention du mari.	110
III. — Droit de répétition du mari.	112
IV. — Caractère subsidiaire de l'action sur la dot.	113
V. — Formes et suites de l'exécution.	114

REMARQUES SUR LE FAIT DÉLICTEUX 115

APPENDICE

Effet du délit sur d'autres biens déclarés inaliénables et insaisissables.	117
---	-----

CONCLUSION 123

